

IV. INCIDENCES DES ARRÊTS OU DES AFFAIRES

A. Satisfaction équitable

Lorsque la Cour conclut à l'existence d'une violation de la Convention, elle octroie à la victime, si le droit interne de l'Etat intéressé ne permet qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de l'infraction, une compensation pécuniaire (article 50 de la Convention). Celle-ci comprend généralement le remboursement des frais et dépens encourus, et, le cas échéant, une indemnité pour dommages matériel et/ou moral.

Conformément à l'article 53 de la Convention, les Etats contractants s'engagent à se conformer aux décisions de la Cour. Jusqu'à présent, les Etats tenus de payer au titre de l'article 50 se sont acquittés de leur obligation. Cependant, depuis octobre 1991, la Cour ordonne, dans le dispositif de son arrêt, que l'indemnité soit versée à l'intéressé dans les trois mois du prononcé et, depuis janvier 1996, prévoit le paiement d'intérêts moratoires.

B. Incidences d'ordre général

a) A la suite d'un arrêt constatant une violation

Les arrêts constatant une violation de la Convention ont amené les Etats en cause - et parfois même d'autres Etats - à prendre des mesures d'ordre général pour s'y conformer ou les hautes juridictions internes à adapter leur jurisprudence. Dans quelques cas, la simple saisine a entraîné ou accéléré des changements d'ordre législatif, réglementaire ou jurisprudentiel. Parfois les Etats ont pris des mesures concrètes en rapport avec la ou les personnes concernées. La liste qui suit fournit quelques indications sur les incidences des arrêts, fondées pour la plupart sur les résolutions adoptées par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe dans l'exercice de sa fonction de contrôle de l'exécution des arrêts (article 54 de la Convention).

1. *Affaire "linguistique belge", arrêt du 23 juillet 1968 (série A n° 6)*

- Une loi du 23 décembre 1970 a rangé six communes périphériques de Bruxelles dans la région de langue néerlandaise, tout en maintenant les facilités légales antérieurement accordées aux habitants francophones de ces communes.

2. *Affaire De Wilde, Ooms et Versyp c. Belgique, arrêt du 18 juin 1971 (série A n° 12)*

- Une loi du 6 août 1971 a ouvert une voie de recours contre les décisions rendues par les tribunaux de police en matière de vagabondage et de mendicité.

3. *Affaire Ringelsen c. Autriche, arrêt du 16 juillet 1971 (série A n° 13)*

- L'arrêt a entraîné un revirement de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle quant à l'interprétation des mots "droits et obligations de caractère civil" (article 6 § 1 de la Convention).

IV. EFFECTS OF JUDGMENTS OR CASES

A. *Just Satisfaction*

When the Court finds that there has been a violation of the Convention, and if the domestic law of the State concerned allows only partial reparation to be made, it may award the victim just satisfaction (Article 50 of the Convention). This generally involves the reimbursement of costs and expenses, and when appropriate, compensation for pecuniary and/or non-pecuniary damage.

In accordance with Article 53 of the Convention, the Contracting States undertake to abide by the decisions of the Court. To date States which have been ordered to make payments under Article 50 have consistently done so. The Court now (since October 1991) prescribes, in the operative provisions of the judgment, a period of three months from the date of the decision within which the applicant must be paid and (since January 1996) provides for interest in the event of failure to comply with this time-limit.

B. Effects of a General Nature

a. Following the finding of a violation

A finding by the Court of a violation of the Convention has often led the respondent State, and sometimes even other Contracting States, to take general measures to comply with the decision in question and the higher domestic courts to adapt their case-law. In some cases, the reference of a case to the Court has of itself prompted or expedited amendments to legislation and regulations or changes in the case-law. Judgments have also resulted in the respondent State adopting concrete measures in relation to the person or persons concerned. The list which follows provides information regarding the effects of judgments, mainly taken from the resolutions adopted by the Committee of Ministers of the Council of Europe in the exercise of its duty to supervise the execution of judgments (Article 54 of the Convention).

1. *"Belgian Linguistic" case, judgment of 23 July 1968 (Series A no. 6)*

- An Act of 23 December 1970 assigned six communes in the periphery of Brussels to the Flemish language area whilst preserving the legal facilities formerly granted to French-speaking inhabitants of those communes.

2. *Case of De Wilde, Ooms and Versyp v. Belgium, judgment of 18 June 1971 (Series A no. 12)*

- An Act of 6 August 1971 made provision for an appeal to lie against decisions taken by police courts in relation to vagrancy and begging.

3. *Case of Ringeisen v. Austria, judgment of 16 July 1971 (Series A no. 13)*

- The judgment resulted in the Constitutional Court reversing its previous case-law on the interpretation of the words "civil rights and obligations" (Article 6 § 1 of the Convention).

4. *Affaire Golder c. Royaume-Uni, arrêt du 21 février 1975 (série A n° 18)*

- Le règlement des prisons de 1964, en vigueur en Angleterre et au Pays de Galles, a été amendé. Selon les nouvelles règles, l'autorisation demandée par un détenu pour engager une procédure civile ou consulter un avocat dans ce but est toujours accordée. Lorsqu'il s'agit d'une action contre le ministre de l'Intérieur, l'autorisation n'est accordée qu'après enquête interne sur la plainte. Des instructions ont été données pour appliquer les nouvelles règles aux établissements pénitentiaires d'Ecosse et d'Irlande du Nord (résolution (76) 35 du 22 juin 1976).

5. *Affaire Engel et autres c. Pays-Bas, arrêt du 8 juin 1976 (série A n° 22)*

- Une loi du 12 septembre 1974 a uniformisé pour tous les grades l'éventail des sanctions disciplinaires et leurs modalités d'exécution. Elle a aboli les arrêts provisoires, les arrêts de rigueur et l'affectation à une unité disciplinaire, mais avant même l'entrée en vigueur de la loi le 1^{er} novembre 1974 ces sanctions étaient tombées en désuétude à la suite d'une instruction ministérielle (arrêt, p.11, § 24 et résolution (77) 10 du 20 avril 1977).

6. *Affaire Irlande c. Royaume-Uni, arrêt du 18 janvier 1978 (série A n° 25)*

- Le premier ministre britannique avait pris l'engagement solennel, dès mars 1972, de ne plus utiliser les cinq techniques d'interrogatoire, estimées ultérieurement par la Cour contraires à l'article 3. En outre, des mesures ont été prises afin d'assurer un traitement correct aux détenus (examens médicaux, procédures d'enquête rigoureuses, instructions strictes adressées aux forces de sécurité).

- Les quatorze hommes concernés par les constatations de la Cour ont intenté des actions en dommages-intérêts devant la *High Court* d'Irlande du Nord et se sont vu accorder des indemnités allant de 10 000 GBP à 25 000 GBP (résolution (78) 35 du 27 juin 1978).

7. *Affaire Tyrer c. Royaume-Uni, arrêt du 25 avril 1978 (série A n° 26)*

- Le 13 juin 1978, le gouverneur de l'île de Man a été informé du contenu de l'arrêt, puis le *Chief Justice* de l'île a signalé aux juges et tribunaux de celle-ci que le châtiment judiciaire corporel devait être considéré dorénavant comme contraire à la Convention (résolution (78) 39 du 13 octobre 1978).

8. *Affaire Luedicke, Belkacem et Koç c. Allemagne, arrêt du 28 novembre 1978 (série A n° 29)*

- Une loi du 18 août 1980 a modifié les dispositions de la loi sur les frais de justice et du code de procédure pénale concernant les frais d'interprète (résolution DH (83) 4 du 23 mars 1983).

- Voir aussi le décret français n° 87-634 du 4 août 1987.

9. *Affaire The Sunday Times c. Royaume-Uni (n° 1), arrêt du 26 avril 1979 (série A n° 30)*

- Une loi du 27 juillet 1981 (*Contempt of Court Act 1981* (1981 c 49)) régit désormais la majeure partie de la matière du *contempt of court*.

4. *Case of Golder v. the United Kingdom, judgment of 21 February 1975 (Series A no. 18)*

- The Prison Rules 1964 in force in England and Wales were amended. Under the new rules, leave for a prisoner to institute civil proceedings or to consult a solicitor about instituting such proceedings would always be granted. When the proposed proceedings were against the Secretary of State, leave would not be granted until the complaint had been ventilated through the internal channels. Instructions were issued to implement the new procedure in prison establishments in Scotland and Northern Ireland (Resolution (76) 35 of 22 June 1976).

5. *Case of Engel and Others v. the Netherlands, judgment of 8 June 1976 (Series A no. 22)*

- An Act of 12 September 1974 standardised the range of disciplinary sanctions and their manner of execution for all ranks. It abolished provisional arrest, strict arrest and committal to a disciplinary unit. Before the Act entered into force on 1 November 1974, these sanctions had ceased to be imposed in practice, following a ministerial instruction (judgment, p. 11, § 24 and Resolution (77) 10 of 20 April 1977).

6. *Case of Ireland v. the United Kingdom, judgment of 18 January 1978 (Series A no. 25)*

- The Prime Minister gave a solemn undertaking in March 1972 that the five interrogation techniques, which were later found to be in breach of Article 3, would no longer be employed. In addition, measures had been taken to ensure that prisoners would be properly treated (medical examinations, rigorous procedures for investigating complaints, strict instructions to the security forces).

- The fourteen men concerned brought civil actions for damages in the High Court of Northern Ireland and were awarded compensation ranging from £10,000 to £25,000 (Resolution (78) 35 of 27 June 1978).

7. *Case of Tyrer v. the United Kingdom, judgment of 25 April 1978 (Series A no. 26)*

- On 13 June 1978 the Lieutenant Governor of the Isle of Man was advised of the judgment. Subsequently the Chief Justice of the island informed the judges and courts that judicial corporal punishment was in the future to be considered in breach of the Convention (Resolution (78) 39 of 13 October 1978).

8. *Case of Luedicke, Belkacem and Koç v. Germany, judgment of 28 November 1978 (Series A no. 29)*

- An Act of 18 August 1980 amended the provisions of the Court Costs Act and of the Code of Criminal Procedure concerning interpretation costs (Resolution DH (83) 4 of 23 March 1983).

- See also the French decree no. 87-634 of 4 August 1987.

9. *Case of The Sunday Times v. the United Kingdom (no. 1), judgment of 26 April 1979 (Series A no. 30)*

- Contempt of court is now predominantly governed by the Contempt of Court Act of 27 July 1981 (1981 c 49).

10. *Affaire Marckx c. Belgique, arrêt du 13 juin 1979 (série A n° 31)*

- Une loi du 31 mars 1987 a modifié "diverses dispositions légales relatives à la filiation", en supprimant toute discrimination à l'égard des enfants naturels (résolution DH (88) 3 du 4 mars 1988).

11. *Affaire Airey c. Irlande, arrêt du 9 octobre 1979 (série A n° 32)*

- Un régime d'assistance judiciaire et de consultation en matière civile a été institué ; sa gestion a été confiée à un organe indépendant, le Conseil d'assistance judiciaire dont les premiers centres ont ouvert leurs portes le 15 août 1980 (résolution DH (81) 8 du 22 mai 1980).

12. *Affaire Winterwerp c. Pays-Bas, arrêt du 24 octobre 1979 (série A n° 33)*

- Le 16 avril 1980, le ministre de la Justice a adressé aux parquets une circulaire les chargeant de demander aux tribunaux d'entendre le patient avant de prendre une décision sur son internement involontaire ou la mise à terme de son séjour dans un hôpital psychiatrique (résolution DH (82) 2 du 24 juin 1982). Une loi du 29 octobre 1992 sur "le placement en hôpital psychiatrique dans des cas spéciaux" est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1994.

13. *Affaire Deweer c. Belgique, arrêt du 27 février 1980 (série A n° 35)*

- Une loi du 6 juillet 1983 interdit d'utiliser conjointement, en cas d'infraction à la législation sur les prix, l'imposition d'une amende transactionnelle sous la contrainte de la fermeture provisoire (résolution DH (83) 16 du 9 décembre 1983).

14. *Arrêt Guzzardi c. Italie, arrêt du 6 novembre 1980 (série A n° 39)*

- En août 1977, le ministère de l'Intérieur avait décidé de rayer l'île d'Asinara de la liste des lieux de résidence obligatoire (arrêt, § 43).

15. *Affaire Van Oosterwijck c. Belgique, arrêt du 6 novembre 1980 (série A n° 40)*

- Par une ordonnance du 16 avril 1986, le tribunal de première instance de Bruxelles a accueilli une action en rectification d'acte d'état civil introduite par D. Van Oosterwijck le 4 novembre 1981.

16. *Affaire Le Compte, Van Leuven et De Meyere c. Belgique, arrêt du 23 juin 1981 (série A n° 43)*

- Le 14 avril 1983, la Cour de cassation s'était ralliée à la solution adoptée par la Cour européenne (applicabilité de l'article 6 § 1 de la Convention à certaines procédures disciplinaires). Une loi du 13 mars 1985 prévoit désormais, sous certaines conditions, la publicité des procédures disciplinaires devant les conseils d'appel de l'Ordre des médecins et de l'Ordre des pharmaciens (résolution DH (85) 13 du 28 juin 1985).

- En France, le décret du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat prévoit qu'en matière disciplinaire le conseil de l'Ordre des avocats peut décider la publicité des débats si l'avocat mis en cause en fait expressément la demande. La Cour de cassation française a aligné sa jurisprudence relative aux procédures disciplinaires contre des architectes.

10. Case of *Marckx v. Belgium*, judgment of 13 June 1979 (Series A no. 31)

- An Act of 31 March 1987 amended "various legal provisions relating to affiliation", and thereby eliminated all discrimination concerning illegitimate children (Resolution DH (88) 3 of 4 March 1988).

11. Case of *Airey v. Ireland*, judgment of 9 October 1979 (Series A no. 32)

- A Scheme of Civil Legal Aid and Advice administered by the Legal Aid Board, an independent body, has been set up. Its first Law Centres were opened on 15 August 1980 (Resolution DH (81) 8 of 22 May 1980).

12. Case of *Winterwerp v. the Netherlands*, judgment of 24 October 1979 (Series A no. 33)

- On 16 April 1980, the Minister of Justice issued a circular letter to the public prosecutors instructing them to request the courts to hear patients before making decisions concerning involuntary admission to or dismissal from psychiatric hospitals (Resolution DH (82) 2 of 24 June 1982). An Act of 29 October 1992 on "special admissions to psychiatric hospitals" entered into force on 17 January 1994.

13. Case of *Deweert v. Belgium*, judgment of 27 February 1980 (Series A no. 35)

- An Act of 6 July 1983 prohibits in relation to offences against price legislation the imposition of a fine paid by way of settlement under constraint of provisional closure (Resolution DH (83) 16 of 9 December 1983).

14. Case of *Guzzardi v. Italy*, judgment of 6 November 1980 (Series A no. 39)

- In August 1977 the Interior Minister decided to remove the island of Asinara from the list of places used for compulsory residence (judgment, § 43).

15. Case of *Van Oosterwijck v. Belgium*, judgment of 6 November 1980 (Series A no. 40)

- By an order of 16 April 1986 the First Instance Court of Brussels granted an application brought by D. Van Oosterwijck on 4 November 1981 for the rectification of a certificate of civil status.

16. Case of *Le Compte, Van Leuven and De Meyere v. Belgium*, judgment of 23 June 1981 (Series A no. 43)

- On 14 April 1983 the Court of Cassation adopted the European Court's approach (applicability of Article 6 § 1 of the Convention to certain disciplinary proceedings). An Act of 13 March 1985 now provides, subject to certain conditions, that disciplinary proceedings before the Appeals Councils of the *Ordre des médecins* and the *Ordre des pharmaciens* should be held in public (Resolution DH (85) 13 of 28 June 1985).

- In France, the Decree of 27 November 1991 governing the profession of *avocat* (lawyer) allows for hearings in disciplinary proceedings before the Council of the *Ordre des avocats* (Bar Association) to be held in public if the lawyer concerned expressly so requests. The French Court of Cassation has brought its case-law relating to architects' disciplinary proceedings into line with the jurisprudence of the European Court.

17. *Affaire Young, James et Webster c. Royaume-Uni, arrêt du 13 août 1981 (série A n° 44)*

- La loi de 1980 sur l'emploi (*Employment Act 1980* - (1980 c 42)) a été amendée (*Employment Act 1982* - (1982 c 46)) ; désormais le licenciement d'un salarié en vertu d'un accord de *closed shop* est considéré comme abusif et donne droit à un recours (résolution DH (83) 3 du 23 mars 1983).

18. *Affaire Dudgeon c. Royaume-Uni, arrêt du 22 octobre 1981 (série A n° 45)*

- Entrée en vigueur le 9 décembre 1982, une ordonnance (*The Homosexual Offences (Northern Ireland) Order 1982*) a "dépénalisé" en Irlande du Nord les actes homosexuels réalisés en privé par des hommes consentants âgés de 21 ans et plus; elle a toutefois prévu des exceptions pour les malades mentaux, les militaires et le personnel de la marine marchande (résolution DH (83) 13 du 27 octobre 1983).

19. *Affaire X c. Royaume-Uni, arrêt du 5 novembre 1981 (série A n° 46)*

- Une loi portant modification de la loi sur la santé mentale est entrée en vigueur le 30 septembre 1983 (*Mental Health (Amendment) Act 1982* (1982 c 51) ; voir maintenant: *Mental Health Act 1983* (1983 c 20)) (résolution DH (83) 2 du 23 mars 1983).

20. *Affaire Campbell et Cosans c. Royaume-Uni, arrêt du 25 février 1982 (série A n° 48)*

- La loi (n° 2) de 1986 sur l'éducation (*Education (no.2) Act 1986* – 1986 c 61), entrée en vigueur le 15 août 1987, a aboli les châtiments corporels dans les écoles publiques du Royaume-Uni, ainsi que dans les écoles recevant une aide financière de l'Etat (résolution DH (87) 9 du 25 juin 1987).

21. *Affaire Van Droogenbroeck c. Belgique, arrêt du 26 mars 1982 (série A n° 50)*

- Une loi du 17 juillet 1990 a modifié les articles 25 et 26 de la loi de défense sociale à l'égard des anormaux et délinquants récidivistes. La décision du ministre de la Justice ordonnant l'internement d'un récidiviste peut désormais faire l'objet d'un recours devant la chambre du conseil du tribunal ayant décidé la mise de l'intéressé à la disposition du gouvernement (résolution DH (90) 31 du 16 novembre 1990).

22. *Affaire Sporrong et Lönnroth c. Suède, arrêt du 23 septembre 1982 (série A n° 52)*

- Une loi de 1972 avait déjà instauré des règles relatives à la durée des permis d'expropriation (résolution DH (85) 17 du 25 octobre 1985). Une nouvelle loi sur l'urbanisme et la construction, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1987, régit l'octroi des permis de construire.

23. *Affaire Piersack c. Belgique, arrêt du 1^{er} octobre 1982 (série A n° 53)*

- Saisie par le procureur général, la Cour de cassation a annulé le 18 mai 1983 l'arrêt rendu le 10 novembre 1978 par la cour d'assises du Brabant - dont l'impartialité "pouvait paraître sujette à caution" (arrêt de la Cour européenne du 1^{er} octobre 1982) - et renvoyé l'affaire à celle du Hainaut. Celle-ci a condamné à nouveau le requérant après une procédure réunissant les conditions de l'article 6 § 1 (arrêt du 26 octobre 1984, sur l'application de l'article 50, série A n° 85-B, pp. 14-15, § 6).

17. *Case of Young, James and Webster v. the United Kingdom, judgment of 13 August 1981 (Series A no. 44)*

- The Employment Act 1980 (1980 c 42) was amended by the Employment Act 1982 (1982 c 46). It provides that the dismissal of an employee as a result of a closed shop agreement is to be regarded as unfair and entitles such a person to a remedy (Resolution DH (83) 3 of 23 March 1983).

18. *Case of Dudgeon v. the United Kingdom, judgment of 22 October 1981 (Series A no. 45)*

- The Homosexual Offences (Northern Ireland) Order 1982, which entered into force on 9 December 1982, "decriminalised" homosexual acts conducted in private between consenting males aged 21 or over, subject to certain exceptions concerning mental patients, members of the armed forces and merchant seamen (Resolution DH (83) 13 of 27 October 1983).

19. *Case of X v. the United Kingdom, judgment of 5 November 1981 (Series A no. 46)*

- An Act amending the Mental Health Act entered into force on 30 September 1983 (Mental Health (Amendment) Act 1982 (1982 c 51)). It is now known as the Mental Health Act 1983 (1983 c 20) (Resolution DH (83) 2 of 23 March 1983).

20. *Case of Campbell and Cosans v. the United Kingdom, judgment of 25 February 1982 (Series A no. 48)*

- The Education (No. 2) Act 1986 (1986 c 61), which came into force on 15 August 1987, abolished corporal punishment in state schools in the United Kingdom, as well as in schools to which the State provides financial assistance (Resolution DH (87) 9 of 25 June 1987).

21. *Case of Van Droogenbroeck v. Belgium, judgment of 26 March 1982 (Series A no. 50)*

- An Act of 17 July 1990 has amended sections 25 and 26 of the Social Protection Act in respect of mentally deficient people and habitual offenders. A decision of the Minister of Justice to detain a habitual offender can now be appealed to the *chambre du conseil* of the court which has decided his placement at the government's disposal (Resolution DH (90) 31 of 16 November 1990).

22. *Case of Sporrong and Lönnroth v. Sweden, judgment of 23 September 1982 (Series A no. 52)*

- An Act of 1972 had already introduced rules regarding time-limits for expropriation permits (Resolution DH (85) 17 of 25 October 1985). A new town planning and construction Act regulating the award of building permits entered into force on 1 July 1987.

23. *Case of Piersack v. Belgium, judgment of 1 October 1982 (Series A no. 53)*

- On application by the *procureur général*, the Court of Cassation quashed the judgment of 10 November 1978 of the Brabant Assize Court - whose impartiality "was capable of appearing open to doubt" (judgment of the European Court of 1 October 1982) - and referred the case back to the Hainaut Assize Court. The latter again convicted the applicant after proceedings which satisfied the conditions of Article 6 § 1 (judgment of 26 October 1984, on the application of Article 50, Series A no. 85-B, pp. 14-15, § 6).

24. *Affaire Albert et Le Compte c. Belgique, arrêt du 10 février 1983 (série A n° 58)*

- Voir ci-dessus, n° 16, affaire Le Compte, Van Leuven et De Meyere c. Belgique (23 juin 1981) (résolution DH (85) 14 du 28 juin 1985).

25. *Affaire Silver et autres c. Royaume-Uni, arrêt du 25 mars 1983 (série A n° 61)*

- Le 1^{er} décembre 1981, des modifications ont été apportées à la réglementation concernant la surveillance de la correspondance des détenus en Angleterre et au Pays de Galles. Le régime de la correspondance des détenus a subi en Ecosse (à compter du 1^{er} août 1983) et en Irlande du Nord (à partir du 1^{er} février 1985) des modifications analogues à celles apportées en Angleterre et au Pays de Galles en 1981 (résolution DH (85) 15 du 28 juin 1985).

26. *Affaire Minelli c. Suisse, arrêt du 25 mars 1983 (série A n° 62)*

- L'arrêt a été porté à la connaissance de la Direction de la Justice du canton de Zurich, du Tribunal fédéral suisse et de l'Association suisse des avocats, et publié dans des revues juridiques (résolution DH (83) 10 du 21 juin 1983).

27. *Affaire Zimmermann et Steiner c. Suisse, arrêt du 13 juillet 1983 (série A n° 66)*

- Le gouvernement fédéral a proposé au Parlement, le 19 octobre 1983, la nomination de quinze juges fédéraux supplémentaires à temps partiel et pour une période limitée pour faire face à la surcharge de travail du Tribunal fédéral. L'Office fédéral de la Justice a assuré la diffusion de l'arrêt auprès de l'Association suisse des avocats et dans plusieurs revues juridiques (résolution DH (83) 17 du 9 décembre 1983).

28. *Affaire Öztürk c. Allemagne, arrêt du 21 février 1984 (série A n° 73)*

- Une loi du 15 juin 1989, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1989, a modifié les dispositions de la loi sur les frais de justice et du code de procédure pénale concernant les frais d'interprète (résolution finale DH (89) 31 du 10 novembre 1989).

29-31. *Affaires De Jong, Baljet et Van den Brink, Van der Sluijs, Zuiderveld et Klappe, Duinhof et Duijf c. Pays-Bas, arrêts du 22 mai 1984 (série A nos 77, 78 et 79)*

- Dès mars 1983, certaines dispositions de la réglementation régissant l'application du droit pénal et disciplinaire militaire édictée par arrêté ministériel avaient été modifiées (résolutions DH (84) 7 et 8 du 7 décembre 1984 et DH (85) 11 du 31 mai 1985). Le 1^{er} janvier 1991 est entrée en vigueur une loi du 14 juin 1990 portant réforme de l'administration de la justice militaire.

32. *Affaire Campbell et Fell c. Royaume-Uni, arrêt du 28 juin 1984 (série A n° 80)*

- Voir ci-dessus, nos 4 et 25, affaires Golder et Silver et autres c. Royaume-Uni (21 février 1975 et 25 mars 1983). Par une lettre du 12 juillet 1984 aux présidents des comités de visiteurs, la direction des prisons a annoncé l'instauration d'une assistance judiciaire devant lesdits comités et d'une publicité des décisions de ces derniers (résolution DH (86) 7 du 27 juin 1986).

24. Case of *Albert and Le Compte v. Belgium*, judgment of 10 February 1983 (Series A no. 58)
 - See above, no. 16, case of *Le Compte, Van Leuven and De Meyere v. Belgium* (23 June 1981) (Resolution DH (85) 14 of 28 June 1985).

25. Case of *Silver and Others v. the United Kingdom*, judgment of 25 March 1983 (Series A no. 61)

- On 1 December 1981 amendments to the rules governing the control of the prisoners' correspondence in England and Wales had been introduced. In Scotland (as from 1 August 1983) and in Northern Ireland (as from 1 February 1985) the rules were amended to bring them into line with those in force in England and Wales (Resolution DH (85) 15 of 28 June 1985).

26. Case of *Minelli v. Switzerland*, judgment of 25 March 1983 (Series A no. 62)

- The Zurich Cantonal Justice Office, the Swiss Federal Court and the Swiss Bar Association were informed of the judgment. It was published in the relevant legal journals (Resolution DH (83) 10 of 21 June 1983).

27. Case of *Zimmermann and Steiner v. Switzerland*, judgment of 13 July 1983 (Series A no. 66)

- On 19 October 1993 the Swiss Government proposed to Parliament the appointment for a limited period of fifteen part-time substitute judges in order to deal with the Federal Court's excessive workload. The Federal Department of Justice communicated the judgment to the Swiss Bar Association and it was published in several legal journals (Resolution DH (83) 17 of 9 December 1983).

28. Case of *Öztürk v. Germany*, judgment of 21 February 1984 (Series A no. 73)

- An Act of 15 June 1989, which entered into force on 1 July 1989, amended the provisions of the Court Costs Act and of the Code of Criminal Procedure concerning interpretation costs (Final Resolution DH (89) 31 of 10 November 1989).

29.-31. Cases of *De Jong, Baljet and Van den Brink; Van der Sluijs, Zuiderveld and Klappe; Duinhof and Duijf v. the Netherlands*, judgments of 22 May 1984 (Series A nos. 77, 78 and 79)

- In March 1983 various rules governing the application of military criminal and disciplinary law as laid down by ministerial decree had been amended (Resolutions DH (84) 7 and 8 of 7 December 1984 and DH (85) 11 of 31 May 1985). An Act of 14 June 1990 reforming the administration of military justice came into force on 1 January 1991.

32. Case of *Campbell and Fell v. the United Kingdom*, judgment of 28 June 1984 (Series A no. 80)

- See above, nos. 4 and 25, cases of *Golder and Silver and Others v. the United Kingdom* (21 February 1975 and 25 March 1983). In a letter of 12 July 1984 to the Chairmen of Boards of Visitors, the Prison Department announced that publicly-funded legal representation would be available before those tribunals whose decisions would be made public (Resolution DH (86) 7 of 27 June 1986).

33. *Affaire Malone c. Royaume-Uni, arrêt du 2 août 1984 (série A n° 82)*

- Approuvée par la Reine le 25 juillet 1985, la loi sur l'interception des communications (c 56) est entrée en vigueur le 10 avril 1986 ; elle énonce les motifs autorisant une interception des communications sur les systèmes publics des Postes et des Télécommunications (résolution DH (86) 1 du 11 avril 1986).

34. *Affaire Sramek c. Autriche, arrêt du 22 octobre 1984 (série A n° 84)*

- Le gouvernement régional du Tyrol a adopté le 21 novembre 1984 une ordonnance : la division dont relève le rapporteur de l'autorité des transactions immobilières se trouve désormais séparée de la direction dont le contrôleur des transactions immobilières est le chef (résolution DH (85) 6 du 13 mars 1985).

35. *Affaire McGoff c. Suède, arrêt du 26 octobre 1984 (série A n° 83-B)*

- La Commission de révision du code de procédure judiciaire, créée en 1983, a proposé des amendements se fondant sur l'arrêt de la Cour ; elle a en outre informé de son contenu la police, les parquets et les tribunaux (résolution DH (85) 10 du 31 mai 1985). Le code de procédure judiciaire a été modifié le 17 décembre 1987 ; à compter du 12 avril 1988, il fixe à quatre jours la durée maximale de la garde à vue.

36. *Affaire De Cubber c. Belgique, arrêt du 26 octobre 1984 (série A n° 86)*

- Par un arrêt du 23 janvier 1985 (Lomry et Marchal, *Pasicrisie Belge*, 1985 I, n° 302), la Cour de cassation s'est ralliée à la jurisprudence de la Cour dans cette affaire (résolution DH (88) 20 du 9 décembre 1988).

- Le ministre de la Justice a prié le procureur général près la Cour de cassation de dénoncer devant celle-ci l'arrêt de la cour d'appel de Gand du 4 février 1980, condamnant le requérant. La haute juridiction a déclaré cette requête irrecevable le 27 janvier 1987 (arrêt du 14 septembre 1987 sur l'application de l'article 50, série A n° 124-B, pp. 14-15, §§ 5 et 7).

37. *Affaire Colozza c. Italie, arrêt du 12 février 1985 (série A n° 89)*

- Le nouveau code de procédure pénale, entré en vigueur le 24 octobre 1989, modifie les dispositions antérieures en matière de réouverture des délais pour présenter un recours contre un jugement rendu par contumace afin qu'elles répondent aux exigences de la Convention (article 175, auparavant article 183 bis). La Cour de cassation l'a d'ailleurs ainsi compris dans son arrêt du 12 mai 1993 dans l'affaire Medrano (résolution DH (93) 64 du 14 décembre 1993).

38. *Affaire X et Y c. Pays-Bas, arrêt du 26 mars 1985 (série A n° 91)*

- Une loi du 27 février 1985, entrée en vigueur le 1^{er} avril 1985, a amendé l'article 65 du code pénal. Elle autorise le représentant légal d'une personne atteinte d'un handicap mental et victime d'une infraction à porter plainte (résolution DH (89) 3 du 18 janvier 1989).

39. *Affaire Bönisch c. Autriche, arrêt du 6 mai 1985 (série A n° 92)*

- Le 28 novembre 1985, la Cour constitutionnelle a déclaré contraire à la Constitution la première phrase de l'article 48 de la loi de 1975 sur les denrées alimentaires, disposition appliquée à M. Bönisch dans des procédures que la Cour européenne avait jugées non conformes aux exigences de l'article 6 § 1 de la Convention (résolution DH (87) 1 du 16 janvier 1987).

33. Case of *Malone v. the United Kingdom*, judgment of 2 August 1984 (Series A no. 82)

- The Interception of Communications Act 1985 (c 56) received Royal Assent on 25 July 1985 and came into force on 10 April 1986. It expressly sets out the grounds for the authorised interception of communications on the public postal and telecommunications systems (Resolution DH (86) 1 of 11 April 1986).

34. Case of *Sramek v. Austria*, judgment of 22 October 1984 (Series A no. 84)

- On 21 November 1984 the regional government of the Tyrol adopted an order according to which the Division to which the rapporteur of the property transactions authority belongs is to be separate from the Directorate headed by the Real Property Transactions Officer (Resolution DH (85) 6 of 13 March 1985).

35. Case of *McGoff v. Sweden*, judgment of 26 October 1984 (Series A no. 83-B)

- The Commission for the revision of the Code of Judicial Procedure, established in 1983, proposed amendments to the Code as required by the judgment of the Court. In addition, it informed the police, the prosecutors and the courts of the content of the judgment (Resolution DH (85) 10 of 31 May 1985). The Code of Judicial Procedure was amended on 17 December 1987 and with effect from 12 April 1988 the maximum duration of police custody was set at four days.

36. Case of *De Cubber v. Belgium*, judgment of 26 October 1984 (Series A no. 86)

- In a decision of 23 January 1985 (Lomry and Marchal, *Pasicrisie Belge*, 1985 I, no. 302), the *Cour de cassation* applied the jurisprudence of the Court (Resolution DH (88) 20 of 9 December 1988).

- The Minister of Justice instructed the *procureur général* of the *Cour de cassation* to apply to have the judgment of the Gand Court of Appeal of 4 February 1980 convicting the applicant quashed. On 27 January 1987 the *Cour de cassation* declared the application to be inadmissible (judgment of 14 September 1987, on the application of Article 50, Series A no. 124-B, pp. 14-15, §§ 5 and 7).

37. Case of *Colozza v. Italy*, judgment of 12 February 1985 (Series A no. 89)

- The new Code of Criminal Procedure, which entered into force on 24 October 1989, reformed the previous rules on leave to appeal out of time against an *in absentia* judgment to bring them into conformity with the requirements of the Convention (Article 175, formerly Article 183 bis). The Court of Cassation took into account the new regulations in its judgment of 12 May 1993 in the Medrano case (Resolution DH (93) 64 of 14 December 1993).

38. Case of *X and Y v. the Netherlands*, judgment of 26 March 1985 (Series A no. 91)

- An Act of 27 February 1985, which entered into force on 1 April 1985, amended Article 65 of the Criminal Code. It empowers a legal representative to file a complaint on behalf of a mentally handicapped person who has been the victim of an offence (Resolution DH (89) 3 of 18 January 1989).

39. Case of *Bönisch v. Austria*, judgment of 6 May 1985 (Series A no. 92)

- On 28 November 1985 the Constitutional Court held that the first sentence of section 48 of the Food Act 1975 was contrary to the Constitution. The sentence had been applied against Mr Bönisch in proceedings which the European Court had found to be in breach of Article 6 § 1 of the Convention (Resolution DH (87) 1 of 16 January 1987).

40. *Affaire Abdulaziz, Cabales et Balkandali c. Royaume-Uni, arrêt du 28 mai 1985 (série A n° 94)*

- Les règles sur l'immigration ont été modifiées par le gouvernement, à compter du 26 août 1985. Les nouvelles dispositions suppriment la différence de traitement entre hommes et femmes mariés établis au Royaume-Uni, en ce qui concerne l'octroi d'un permis d'entrée ou de séjour à leur conjoint en se fondant sur le critère du mariage (résolution DH (86) 2 du 11 avril 1986).

41. *Affaire Benthem c. Pays-Bas, arrêt du 23 octobre 1985 (série A n° 97)*

- Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1988 pour cinq ans, la loi du 18 juin 1987 sur les litiges portés devant la Couronne accorde un pouvoir de décision à la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. Dorénavant, il peut agir comme un tribunal au sens de l'article 6 § 1 de la Convention (résolution DH (88) 6 du 26 avril 1988).

42. *Affaire Feldbrugge c. Pays-Bas, arrêt du 29 mai 1986 (série A n° 99)*

- La loi de 1955 sur les recours a été modifiée, notamment en matière de litiges concernant la capacité ou l'incapacité de travail, par une loi du 11 septembre 1991, entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1991 (résolution DH (92) 8 du 20 février 1992).

43. *Affaire Lingens c. Autriche, arrêt du 8 juillet 1986 (série A n° 103-B)*

- L'arrêt a été porté à l'attention des tribunaux compétents, pour que désormais ils appliquent l'article 111 du code pénal à la lumière de l'article 10 de la Convention tel qu'interprété par la Cour dans cet arrêt (résolution DH (87) 2 du 16 janvier 1987).

44. *Affaire Sanchez-Reisse c. Suisse, arrêt du 21 octobre 1986 (série A n° 107)*

- L'Office fédéral de la Justice a invité les autorités compétentes à appliquer la nouvelle loi fédérale sur l'entraide internationale en matière pénale du 20 mars 1981, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1983, de façon à tenir compte des exigences procédurales de l'article 5 § 4 de la Convention, notamment en ce qui concerne le caractère contradictoire des procédures (résolution DH (87) 12 du 25 septembre 1987).

45. *Affaire Unterpertinger c. Autriche, arrêt du 24 novembre 1986 (série A n° 110)*

- Sur pourvoi du procureur général, la Cour suprême a, le 21 juillet 1987, annulé l'arrêt de la cour d'appel d'Innsbruck, du 4 juin 1980. Le 13 janvier 1988, celle-ci a relaxé le requérant en raison de l'insuffisance des preuves et estimé qu'il avait droit à une réparation pour dommage matériel (résolution DH (89) 2 du 18 janvier 1989).

46. *Affaire Johnston et autres c. Irlande, arrêt du 18 décembre 1986 (série A n° 112)*

- La loi de 1987 sur la condition des enfants (*Status of Children Act 1987*), promulguée le 14 décembre 1987, est entrée pleinement en vigueur le 14 juin 1988. Elle assure l'égalité des droits de tous les enfants, qu'ils soient légitimes ou nés hors mariage (résolution DH (88) 11 du 21 juin 1988).

40. Case of *Abdulaziz, Cabales and Balkandali v. the United Kingdom*, judgment of 28 May 1985 (Series A no. 94)

- The Immigration Rules were amended by the Government as of 26 August 1985. The new rules remove the difference of treatment between married men and women settled in the United Kingdom in respect of admission or leave to remain of their spouses on the basis of marriage (Resolution DH (86) 2 of 11 April 1986).

41. Case of *Bentham v. the Netherlands*, judgment of 23 October 1985 (Series A no. 97)

- The Crown Disputes Jurisdiction Act of 18 June 1987, which entered into force on 1 January 1988 for a five year period, gives a power of decision to the Administrative Litigation Division of the Council of State. It can henceforth act as a tribunal within the meaning of Article 6 of the Convention (Resolution DH (88) 6 of 26 April 1988).

42. Case of *Feldbrugge v. the Netherlands*, judgment of 29 May 1986 (Series A no. 99)

- The Appeals Act 1955 was amended, in particular with regard to disputes concerning fitness or unfitness for work, by an Act dated 11 September 1991, which entered into force on 1 October 1991 (Resolution DH (92) 8 of 20 February 1992).

43. Case of *Lingens v. Austria*, judgment of 8 July 1986 (Series A no. 103-B)

- The judgment was brought to the attention of the competent courts, which will henceforth be obliged to apply Article 111 of the Penal Code in accordance with Article 10 of the Convention, as interpreted by the Court in this case (Resolution DH (87) 2 of 16 January 1987).

44. Case of *Sanchez-Reisse v. Switzerland*, judgment of 21 October 1986 (Series A no. 107)

- The Federal Ministry of Justice invited the competent authorities to apply the new Federal Act on International Mutual Assistance in Criminal Matters of 20 March 1981, in force as from 1 January 1983, in such a manner as to take account of the procedural requirements of Article 5 § 4 of the Convention, in particular as regards the need for adversarial proceedings (Resolution DH (87) 12 of 25 September 1987).

45. Case of *Unterpertinger v. Austria*, judgment of 24 November 1986 (Series A no. 110)

- On 21 July 1987 the Supreme Court, in an application by the Attorney General, quashed the judgment of the Innsbruck Court of Appeal of 4 June 1980. On 13 January 1988 the latter acquitted the applicant on the ground of lack of evidence. It stated that he was entitled to compensation for pecuniary damage (Resolution DH (89) 2 of 18 January 1989).

46. Case of *Johnston and Others v. Ireland*, judgment of 18 December 1986 (Series A no. 112)

- The Status of Children Act 1987, which was enacted on 14 December 1987, came fully into operation on 14 June 1988. It ensures equal rights for all children, whether born in or out of wedlock (Resolution DH (88) 11 of 21 June 1988).

47. *Affaire Weeks c. Royaume-Uni, arrêt du 2 mars 1987 (série A n° 114)*

- Selon les informations fournies par le gouvernement, conformément à la nouvelle jurisprudence de la Cour d'appel, la condamnation à perpétuité sera imposée seulement pour des infractions très graves ; il est donc improbable qu'à l'avenir elle puisse être prononcée dans une affaire comparable (résolution DH (89) 18 du 15 juin 1989).

48-49. *Affaires Erkner et Hofauer, et Poiss c. Autriche, arrêts des 23 avril 1987 (série A n°s 117-A et B)*

- La loi fédérale sur la procédure agricole, la loi fédérale sur les autorités agricoles et la loi fédérale sur les principes régissant l'aménagement des terres agricoles ont été amendées en vue de simplifier et accélérer les procédures de remembrement foncier et d'instaurer une réglementation de compensation adéquate. Ces réformes sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1994 (résolutions DH (94) 21 et 22 du 21 mars 1994).

50-53. *Affaires O., W., B. et R. c. Royaume-Uni, arrêts du 8 juillet 1987 (série A n°s 120 et 121)*

- La loi de 1989 sur les enfants (*Children Act 1989*), est entrée en vigueur dans son intégralité en octobre 1991. Dorénavant, les parents auront la possibilité de faire examiner par un tribunal toutes les questions relatives aux contacts avec leurs enfants placés sous la garde d'une autorité locale (résolutions DH (90) 3, 4, 5 et 6 du 12 mars 1990).

54-55. *Affaires Pudas et Bodén c. Suède, arrêts du 27 octobre 1987 (série A n° 125)*

- En vertu de la loi du 21 avril 1988 sur le contrôle judiciaire de certaines décisions administratives, entrée en vigueur le 1^{er} juin 1988, la Cour administrative suprême peut désormais exercer un contrôle de légalité sur de nombreuses décisions administratives, telles que le retrait d'une licence de transport public ou l'octroi d'un permis d'expropriation (résolutions DH (88) 15 et 16 du 26 octobre 1988).

56. *Affaire Inze c. Autriche, arrêt du 28 octobre 1987 (série A n° 126)*

- La loi carinthienne de 1903 sur les exploitations agricoles héréditaires a été remplacée par une loi adoptée le 13 décembre 1989 et entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1990. En vertu de cette loi, l'attribution d'une exploitation héréditaire se fera selon des critères objectifs, et non plus en se fondant sur la naissance légitime ou hors mariage des intéressés (résolution DH (90) 21 du 24 septembre 1990).

57. *Affaire H. c. Belgique, arrêt du 30 novembre 1987 (série A n° 127-B)*

- Une loi du 19 novembre 1992, publiée le 18 décembre 1992, a modifié les articles 432, 433, 459, 465, 471 et 476 du code judiciaire et y a inséré l'article 469 bis. Dorénavant, la décision du conseil de l'Ordre refusant la réinscription d'un avocat après sa radiation doit être motivée et est susceptible d'appel ; l'audience est publique à moins que l'avocat intéressé ne demande le huis clos (résolution DH (93) 19 du 18 mai 1993).

47. *Case of Weeks v. the United Kingdom, judgment of 2 March 1987 (Series A no. 114)*

- According to the Government's statement, under the case-law of the Court of Appeal offences for which life sentences are now imposed must be serious offences and therefore it is unlikely that, in the future, a life sentence would be imposed in a comparable case (Resolution DH (89) 18 of 15 June 1989).

-

48-49. *Cases of Erkner and Hofauer, and Poiss v. Austria, judgments of 23 April 1987 (Series A nos. 117-A and B).*

- The Federal Agricultural Proceedings Act, the Federal Agricultural Authorities Act and the Federal Agricultural Land Planning (General Principles) Act have been amended in order to simplify and accelerate proceedings in land consolidation cases and to provide for adequate compensation rules. The reforms came into force on 1 January 1994 (Resolution DH (94) 21 and 22 of 21 March 1994).

50-53. *Cases of O., W., B. and R. v. the United Kingdom, judgments of 8 July 1987 (Series A nos. 120 and 121)*

- The Children Act 1989 came into force as a whole in October 1991. Henceforth, it is possible for parents to have all questions of contact with their children placed in local authority care determined by a court (Resolution DH (90) 3, 4, 5 and 6 of 12 March 1990).

54-55. *Cases of Pudas and Bodén v. Sweden, judgments of 27 October 1987 (Series A no. 125)*

- Under the terms of the Act of 21 April 1988 on judicial review of certain administrative decisions, which entered into force on 1 June 1988, the Supreme Administrative Court may now review the lawfulness of a number of administrative decisions, including a decision to withdraw a public transport licence or a decision on the issuing of expropriation permits (Resolutions DH (88) 15 and 16 of 26 October 1988).

56. *Case of Inze v. Austria, judgment of 28 October 1987 (Series A no. 126)*

- The Carinthian Hereditary Farms Act 1903 was replaced by the Carinthian Hereditary Farms Act 1990, which was adopted on 13 December 1989 and came into force on 1 January 1990. Under this Act the determination of who is to take over a hereditary farm is to be made according to objective criteria and not on the basis of birth in or out of wedlock (Resolution DH (90) 21 of 24 September 1990).

57. *Case of H. v. Belgium, judgment of 30 November 1987 (Series A no. 127-B)*

- An Act of 19 November 1992, published on 18 December 1992, amended Articles 432, 433, 459, 465, 471 and 476 of the Judicial Code and inserted Article 469 bis. A decision by the Council of the *Ordre* not to restore an *avocat* to the roll after disbarment must now be reasoned and an appeal lies against it. The hearing is public unless the advocate concerned requests that it be held in private (Resolution DH (93) 19 of 18 May 1993).

58. *Affaire F. c. Suisse, arrêt du 18 décembre 1987 (série A n° 128)*

- Le 20 janvier 1988, le ministre fédéral suisse de la Justice a invité la Commission d'experts chargée de la révision du droit suisse du divorce à se pencher sur les conséquences législatives qu'il convient de tirer de l'arrêt. Par une lettre du 2 février 1988, le président de la Commission a répondu que celle-ci avait l'intention de proposer au gouvernement l'abrogation de l'article 150 du code civil suisse dans le cadre de ladite révision, qui devrait entrer en vigueur en 1998 (résolution intérimaire DH (89) 9 du 2 mars 1989). En 1992, l'avant-projet de ladite Commission a fait l'objet d'une procédure de consultation auprès des cantons, des partis politiques et des milieux intéressés. En tout cas, depuis l'arrêt de la Cour, l'article 150 n'a pas été appliqué (résolution DH (94) 77 du 19 octobre 1994).

59. *Affaire Bouamar c. Belgique, arrêt du 29 février 1988 (série A n° 129)*

- Une loi du 2 février 1994, entrée en vigueur le 27 septembre 1994, limite à une seule fois la possibilité pour le tribunal de la jeunesse de placer un enfant en maison d'arrêt au cours de la même procédure. La durée maximale de ce placement est maintenue à quinze jours. En outre, le gouvernement a mis en place dans certaines institutions des sections à régime fermé pour accueillir les mineurs gravement perturbés (résolution DH (95) 16 du 7 février 1995).

60. *Affaire Belilos c. Suisse, arrêt du 29 avril 1988 (série A n° 132)*

- Le 16 mai 1988, le gouvernement suisse a remis au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe une précision à la déclaration interprétative que la Suisse avait formulée en 1974, seulement quant aux procédures civiles.

- Le canton de Vaud a modifié sa loi du 17 novembre 1969 sur les sentences municipales par une loi du 1^{er} mars 1989, entrée en vigueur le 2 mai 1989. Celle-ci institue une procédure d'appel auprès du tribunal de police (ou auprès du président du tribunal des mineurs) contre toute sentence de la municipalité (résolution DH (89) 24 du 19 septembre 1989).

61. *Affaire Ekbatani c. Suède, arrêt du 26 mai 1988 (série A n° 134)*

- Les dispositions du code de procédure judiciaire relatives aux audiences d'appel ont été amendées par une loi du 29 mars 1984. Ces amendements sont entrés en vigueur le 1^{er} juillet 1984 (résolution DH (88) 21 du 9 décembre 1988).

62. *Affaire Pauwels c. Belgique, arrêt du 26 mai 1988 (série A n° 135)*

- Des circulaires internes du 29 mars 1983, 11 mars 1985 et 28 octobre 1991 prévoient qu'un magistrat militaire qui a assumé des fonctions d'instruction ne peut, dans la même affaire, exercer des fonctions de poursuite. Un projet de loi plus général incluant une réforme des tribunaux militaires a été approuvé par le Conseil des Ministres, puis examiné par le Conseil d'Etat. Dans son avis remis le 3 juillet 1996, ce dernier invite le Gouvernement à revoir certaines dispositions qu'il n'estime pas conformes à la Convention et en particulier à l'interprétation donnée par la Cour dans l'arrêt Pauwels (résolution intérimaire DH (96) 676 du 15 novembre 1996).

63. *Affaire Schönenberger et Durmaz c. Suisse, arrêt du 20 juin 1988 (série A n° 137)*

- L'arrêt a été diffusé dans les milieux juridiques suisses, et la pratique et jurisprudence devront tenir compte des exigences qui en découlent quant à la surveillance de la correspondance des détenus avec leurs avocats. Le Tribunal fédéral s'y est déjà référé dans son arrêt du 2 novembre 1988 (résolution DH (89) 12 du 27 avril 1989).

58. *Case of F. v. Switzerland, judgment of 18 December 1987 (Series A no. 128)*

- On 20 January 1988 the Minister of Justice requested the Swiss Divorce Law Review Commission to consider the legislative consequences flowing from the judgment. In a letter of 2 February 1988, the Chairman of the Commission replied that it intended to propose to the Government that Article 150 of the Swiss Civil Code be repealed in the context of the revision of Swiss divorce law due to take effect in 1998 (Interim Resolution DH (89) 9 of 2 March 1989). In 1992 the draft of the expert commission was the object of a consultation procedure involving cantons, the political parties and other interested parties. In practice Article 150 of the Civil Code has not been applied since the judgment of the Court (Resolution DH (94) 77 of 19 October 1994).

59. *Case of Bouamar v. Belgium, judgment of 29 February 1988 (Series A nos. 129)*

- An Act of 2 February 1994, which came into force on 27 September 1994, provides that the Juvenile Court may not place a child in a remand prison more than once during a single set of proceedings. The maximum length of such a placement continues to be fifteen days. The Government have established in certain institutions closed sections which are reserved for highly disturbed young people (Resolution DH (95) 16 of 7 February 1995).

60. *Case of Belilos v. Switzerland, judgment of 29 April 1988 (Series A no. 132)*

- On 16 May 1988 the Swiss Government submitted a clarification to the Secretary General of the Council of Europe of its interpretative declaration made in 1974 regarding civil proceedings.

- The Canton of Vaud amended its Act of 17 November 1969 on municipal decisions with an Act of 1 March 1989 which came into force on 2 May 1989. The new Act instituted an appeal procedure to the Police Court (or to the President of the Juvenile Court) against any decision pronounced by a municipality (Resolution DH (89) 24 of 19 September 1989).

61. *Case of Ekbatani v. Sweden, judgment of 26 May 1988 (Series A no. 134)*

- The provisions of the Code of Judicial Procedure concerning hearings at appellate level were amended by an Act of 29 March 1984. These amendments came into force on 1 July 1984 (Resolution DH (88) 21 of 9 December 1988).

62. *Case of Pauwels v. Belgium, judgment of 26 May 1988 (Series A no. 135)*

- Internal circulars of 29 March 1983, 11 March 1985 and 28 October 1991 provide that a military judge cannot act as both investigating judge and public prosecutor in a case. A bill, which is more general in terms and includes a reform of the military courts, has been approved by the *Conseil des Ministres* and considered by the *Conseil d'Etat*. In its opinion expressed on 3 July 1996, the *Conseil d'Etat* invited the Government to review certain provisions which it considered did not comply with the Convention and, in particular, with the Court's interpretation in the Pauwels judgment (Interim Resolution DH (96) 676 of 15 November 1996).

63. *Case of Schönenberger and Durmaz v. Switzerland, judgment of 20 June 1988 (Series A no. 137)*

- The judgment was circulated within Swiss legal circles to ensure that practice and case-law will in future take account of the requirements which the judgment imposes concerning the monitoring of correspondance between prisoners and their lawyers. The Federal Court referred to the judgment in a decision of 2 November 1988 (Resolution DH (89) 12 of 27 April 1989).

64. *Affaire Norris c. Irlande, arrêt du 26 octobre 1988 (série A n° 142)*

- La loi de 1993 relative aux crimes et délits sexuels, entrée en vigueur le 7 juillet 1993, dépenalise les actes homosexuels réalisés en privé par des hommes consentants âgés de 17 ans et plus (résolution DH (93) 62 du 14 décembre 1993).

65. *Affaire Martins Moreira c. Portugal, arrêt du 26 octobre 1988 (série A n° 143)*

- En vertu d'un décret-loi du 17 juillet 1988 et d'un arrêté ministériel du 10 août 1988, les tribunaux locaux concernés dans cette affaire ont vu leurs effectifs augmenter tant en juges qu'en personnel administratif ; le nombre des juges à la Cour suprême a également été accru. Des réformes ont été apportées aux instituts de médecine légale (décrets-lois des 30 avril 1983 et 29 décembre 1987; arrêté ministériel du 16 avril 1987), afin de leur permettre de faire avancer leur travail plus rapidement (résolution DH (89) 22 du 19 septembre 1989).

66. *Affaire Brogan et autres c. Royaume-Uni, arrêt du 29 novembre 1988 (série A n° 145-B)*

- Le gouvernement britannique, dans le contexte de la menace continue du terrorisme sur les affaires d'Irlande du Nord, a estimé devoir maintenir les pouvoirs spéciaux d'arrestation et de détention litigieux. Se prévalant de l'article 15 de la Convention, il a notifié au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe les 23 décembre 1988 et 23 mars 1989 une dérogation à l'article 5 § 3 de la Convention (résolution DH (90) 23 du 24 septembre 1990).

67. *Affaire Barberà, Messegué et Jabardo c. Espagne, arrêt du 6 décembre 1988 (série A n° 146)*

- Par un arrêt du 16 décembre 1991, le Tribunal constitutionnel a ordonné la réouverture des poursuites contre les requérants devant l'Audiencia Nacional. Ils ont été acquittés le 30 octobre 1993 faute de preuves suffisantes (arrêt du 13 juin 1994 sur l'application de l'article 50, série A n° 285-C, p. 54, § 5).

- Deux lois organiques (n^{os} 3 et 4/1988) du 25 mai 1988 ont réformé le code pénal et le code de procédure pénale et abrogé la loi du 24 décembre 1984, relative aux actes de bandes armées et d'éléments terroristes (résolution DH (94) 84 du 16 novembre 1994).

68. *Affaire Ciulla c. Italie, arrêt du 22 février 1989 (série A n° 148)*

- La loi n° 327 du 3 août 1988, modifiant l'article 6 de la loi de 1956, avait supprimé la forme spéciale de détention en cause dans la présente affaire. Les articles 314 et 315 du nouveau code de procédure pénale, entré en vigueur le 24 octobre 1989, édictent dans certaines hypothèses un droit à réparation pour détention injuste (résolution DH (90) 13 du 14 mai 1990).

69. *Affaire Lamy c. Belgique, arrêt du 30 mars 1989 (série A n° 151)*

- La loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive a remplacé celle du 20 avril 1874. Elle prévoit la mise du dossier à la disposition de l'inculpé et de son avocat avant la comparution devant la chambre du conseil qui statue sur le maintien en détention (résolution DH (91) 8 du 13 février 1991).

64. *Case of Norris v. Ireland, judgment of 26 October 1988 (Series A no. 142)*

- The Criminal Law (Sexual Offences) Act 1993, which entered into force on 7 July 1993, decriminalised homosexual acts conducted in private between consenting male adults of or over the age of 17 (Resolution DH (93) 62 of 14 December 1993).

65. *Case of Martins Moreira v. Portugal, judgment of 26 October 1988 (Series A no. 143)*

- Under a Legislative Decree of 17 July 1988 and a Ministerial Order of 10 August 1988 the local courts involved in this case were reinforced in terms of both judges and administrative staff. The number of judges in the Supreme Court was also increased. The forensic medicine institutes have been the subject of reform (Legislative Decrees of 30 April 1983 and 29 December 1987; Ministerial Order of 16 April 1987) to enable them to speed up proceedings (Resolution DH (89) 22 of 19 September 1989).

66. *Case of Brogan and Others v. the United Kingdom, judgment of 29 November 1988 (Series A no 145-B)*

- In the context of the continued threat posed by terrorism in connection with the affairs of Northern Ireland, the Government of the United Kingdom concluded that the special arrest and detention powers at issue had to remain in place. Therefore, availing itself of the possibility afforded by Article 15 of the Convention, it notified the Secretary General of the Council of Europe of a derogation from Article 5 § 3 of the Convention on 23 December 1988 and 23 March 1989 (Resolution DH (90) 23 of 24 September 1990)

67. *Case of Barberà, Messegué and Jabardo v. Spain, judgment of 6 December 1988 (Series A no. 146)*

- In a judgment of 16 December 1991 the Constitutional Court ordered the reopening of criminal proceedings against the applicants. They were later acquitted by the *Audiencia Nacional* on 30 October 1993 on the ground of insufficient evidence against them (judgment of 13 June 1994, on the application of Article 50, Series A no. 285-C, p. 54, § 5).

- Two institutional laws (Nos. 3 and 4/1988) of 25 May 1988 amended the Criminal Code and the Code of Criminal Procedure and repealed the previous Act of 24 December 1984 concerning the actions of armed bands and terrorists (Resolution DH (94) 84 of 16 November 1994).

68. *Case of Ciulla v. Italy, judgment of 22 February 1989 (Series A no. 148)*

- Law no. 327 of 3 August 1988, amending Article 6 of the 1956 Law, abolished the special form of detention at issue in the present case. Articles 314 and 315 of the new Code of Criminal Procedure, which came into force on 24 October 1989, confer a right to compensation for wrongful detention in certain circumstances (Resolution DH (90) 13 of 14 May 1990).

69. *Case of Lamy v. Belgium, judgment of 30 March 1989 (Series A no. 151)*

- The Act of 20 July 1990 dealing with detention on remand replaced the Act of 20 April 1874. It provides that the file is placed at the disposal of the accused and his lawyer prior to his appearance before the *chambre du conseil* which is to take a decision on the further remand in custody (Resolution DH (91) 8 of 13 February 1991).

70. *Affaire Hauschildt c. Danemark, arrêt du 24 mai 1989 (série A n° 154)*

- Une loi du 13 juin 1990, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1990, a modifié les articles 60 à 62 de la loi sur l'administration de la justice. En conséquence, un juge ayant pris certaines décisions avant le renvoi en jugement ne pourra plus intervenir dans la même affaire comme juge du fond ou juge d'appel (résolution DH (91) 9 du 13 février 1991).

71. *Affaire Langborger c. Suède, arrêt du 22 juin 1989 (série A n° 155)*

- La loi de 1973 sur les comités des baux et loyers, ainsi que la loi de 1974 concernant le tribunal des locations ont été modifiées le 30 mai 1991. Les modifications sont entrées en vigueur le 1^{er} juillet 1991. Désormais, les assesseurs-échevins qui siègent aux comités des loyers et au tribunal des locations doivent être remplacés par des magistrats dès qu'il paraît y avoir un conflit d'intérêts (résolution DH (91) 25 du 27 septembre 1991).

72. *Affaire Eriksson c. Suède, arrêt du 22 juin 1989 (série A n° 156)*

- En vertu de la loi portant dispositions spéciales sur l'assistance aux jeunes, adoptée le 8 mars 1990 et entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1990, le tribunal administratif départemental est désormais compétent pour prendre toutes décisions concernant l'interdiction de retirer un enfant du foyer d'accueil et pour contrôler en appel les décisions du conseil social en matière de visites des parents à un enfant soumis à une interdiction de retrait (résolution DH (91) 14 du 6 juin 1991).

73. *Affaire Unión Alimentaria Sanders S.A. c. Espagne, arrêt du 7 juillet 1989 (série A n° 157)*

- La loi d'organisation territoriale du système judiciaire, du 28 décembre 1988, a réorganisé les circonscriptions judiciaires d'Espagne et redéfini la compétence territoriale des juridictions. Sa mise en place s'est échelonnée de 1989 à 1992 et a entraîné la création de 1570 postes judiciaires. En 1989, quatre décrets d'application ont prévu la création de postes ainsi que de diverses juridictions. Chacune des communautés autonomes a, de son côté, adopté une loi définissant les capitales de district judiciaire et les circonscriptions judiciaires (résolution DH (90) 40 du 13 décembre 1990).

74. *Affaire Tre Traktörer AB c. Suède, arrêt du 7 juillet 1989 (série A n° 159)*

- Voir ci-dessus, n^{os} 54-55, affaires Pudas et Bodén c. Suède (27 octobre 1987). La nouvelle loi s'applique notamment aux décisions concernant le retrait de licences de débit de boissons alcoolisées (résolution DH (90) 1 du 12 mars 1990).

75. *Affaire Soering c. Royaume-Uni, arrêt du 7 juillet 1989 (série A n° 161)*

- Par une note diplomatique du 28 juillet 1989, le gouvernement britannique a informé les autorités des Etats-Unis que l'extradition du requérant vers ce pays pour y répondre d'accusations le rendant passible de la peine de mort était refusée. Le requérant serait livré à la condition de ne pas être poursuivi pour une infraction autre que les deux accusations de meurtre du premier degré. Les autorités des Etats-Unis d'Amérique ont, par une note diplomatique du 31 juillet 1989, confirmé qu'à la lumière des dispositions applicables du traité bilatéral d'extradition de 1972, le droit des Etats-Unis interdisait que le requérant fût poursuivi en Virginie sous l'accusation d'assassinats passibles de la peine de mort (résolution DH (90) 8 du 12 mars 1990).

Par la suite, M. Soering a été extradé vers les Etats-Unis.

70. Case of Hauschildt v. Denmark, judgment of 24 May 1989 (Series A no. 154)

- An Act of 13 June 1990, which entered into force on 1 July 1990, amended sections 60 to 62 of the Administration of Justice Act. Henceforth, no judge who has taken pre-trial decisions may act as trial or appeal judge in the same case (Resolution DH (91) 9 of 13 February 1991).

71. Case of Langborger v. Sweden, judgment of 22 June 1989 (Series A no. 155)

- The Lease Review Boards and Rent Review Boards Act 1973 and the 1974 Act concerning the Housing and Tenancy Court were amended on 30 May 1991. The amendments came into force on 1 July 1991. Henceforth, the lay assessors who sit on the Rent Review Board and in the Housing and Tenancy Court must be replaced by ordinary judges whenever there may be a conflict of interest (Resolution DH (91) 25 of 27 September 1991).

72. Case of Eriksson v. Sweden, judgment of 22 June 1989 (Series A no. 156)

- Under the Act containing special provisions on the care of young persons, which was enacted on 8 March 1990 and came into force on 1 July 1990, the Regional Administrative Court will henceforth take any decision concerning prohibition on the removal of a child from a foster home. It will also decide on appeal from the Social Council's decisions concerning the parents' right of access to a child in respect of whom such a prohibition has been imposed (Resolution DH (91) 14 of 6 June 1991).

73. Case of Unión Alimentaria Sanders S.A. v. Spain, judgment of 7 July 1989 (Series A no. 157)

- The Act of 28 December 1988 on the territorial organisation of the judicial system reorganised judicial districts in Spain and redefined the territorial jurisdiction of the courts. It was implemented in stages between 1989 and 1992 and entailed the creation of 1,570 new judicial posts. In 1989 four Royal Decrees provided for the creation of judicial posts and courts. Each of the autonomous communities has adopted an Act setting out judicial districts and their capitals (Resolution DH (90) 40 of 13 December 1990).

74. Case of Tre Traktörer AB v. Sweden, judgment of 7 July 1989 (Series A no. 159)

- See above, nos. 54-55, cases of Pudas and Bodén v. Sweden (27 October 1987). The new Act applies *inter alia* to decisions to revoke a licence to serve alcoholic beverages (Resolution DH (90) 1 of 12 March 1990).

75. Case of Soering v. the United Kingdom, judgment of 7 July 1989 (Series A no. 161)

- In a diplomatic note of 28 July 1989 the Government of the United Kingdom informed the United States of America authorities that the extradition of the applicant on charges for which the death penalty may be imposed was refused. The applicant would be surrendered on the condition that he would not be prosecuted for any offence other than for the two counts of first-degree murder. The authorities of the United States confirmed in a diplomatic note of 31 July 1989 that, in the light of the applicable provisions of the 1972 Extradition Treaty, United States law would prohibit the applicant's prosecution in Virginia for the offence of capital murder (Resolution DH (90) 8 of 12 March 1990).

Mr Soering was subsequently extradited to the United States.

76. *Affaire Allan Jacobsson c. Suède (n° 1), arrêt du 25 octobre 1989 (série A n° 163)*

- Depuis le 1^{er} juillet 1987, la loi de 1987 sur l'aménagement du territoire et la construction remplace la loi de 1947 sur la construction. En vertu de ladite loi, certaines décisions sur les permis de construire peuvent être examinées par les tribunaux administratifs. Dans certains cas, cependant, le gouvernement reste l'autorité finale. Ses décisions peuvent alors être portées devant la Cour administrative suprême en vertu de la loi du 21 avril 1988 sur le contrôle judiciaire de certaines décisions administratives, entrée en vigueur le 1^{er} juin 1988. Voir ci-dessus, n^{os} 54-55, affaires Pudas et Bodén c. Suède (27 octobre 1987) (résolution DH (90) 2 du 12 mars 1990).

77. *Affaire Bezicheri c. Italie, arrêt du 25 octobre 1989 (série A n° 164)*

- Aux termes de l'article 299 § 3 du nouveau code de procédure pénale, entré en vigueur le 24 octobre 1989, le juge doit statuer dans un délai de cinq jours sur toute requête de l'accusé visant à obtenir sa mise en liberté pendant une détention provisoire (résolution DH (90) 12 du 14 mai 1990).

78. *Affaire Kostovski c. Pays-Bas, arrêt du 20 novembre 1989 (série A n° 166)*

- Plusieurs modifications du code de procédure pénale, introduites par la loi du 11 novembre 1993, entrée en vigueur le 1^{er} février 1994, fixent de nouvelles règles sur les "témoins menacés", qui peuvent rester anonymes, et les moyens de protéger les droits des accusés lorsque leurs témoignages doivent servir dans des procédures pénales (résolution DH (94) 47 du 9 juin 1994).

79. *Affaire Brozicek c. Italie, arrêt du 19 décembre 1989 (série A n° 167)*

- Le nouveau code de procédure pénale, entré en vigueur le 24 octobre 1989, prévoit que l'avis d'ouverture de poursuites doit être rédigé dans la langue de l'intéressé quand il ne ressort pas du dossier que celui-ci comprend l'italien (article 169 § 3) ; en outre, il modifie la réglementation antérieure en matière de réouverture des délais pour présenter un recours contre un jugement rendu par contumace afin qu'elle réponde aux exigences de la Convention (article 175, auparavant article 183 bis) (résolution DH (93) 63 du 14 décembre 1993).

80. *Affaire Van der Leer c. Pays-Bas, arrêt du 21 février 1990 (série A n° 170-A)*

- La loi du 29 octobre 1992 sur les hôpitaux psychiatriques (admissions spéciales) est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1994. Voir ci-dessus, n° 12, affaire Winterwerp c. Pays-Bas (24 octobre 1979) (résolution DH (93) 23 du 11 juin 1993).

81. *Affaire Håkansson et Stuesson c. Suède, arrêt du 21 février 1990 (série A n° 171)*

- Voir ci-dessus, n^{os} 54-55, affaires Pudas et Bodén c. Suède (27 octobre 1987) (résolution DH (90) 32 du 16 novembre 1990).

82. *Affaire Granger c. Royaume-Uni, arrêt du 28 mars 1990 (série A n° 174)*

- L'ensemble du système de gestion de l'aide judiciaire a été réformé par la loi de 1986 sur l'aide judiciaire en Ecosse, qui est entrée en vigueur le 1^{er} avril 1987. Les attributions du Comité d'aide judiciaire de la *Law society* d'Ecosse ont été confiées à la Commission d'aide judiciaire d'Ecosse (*Scottish Legal Aid Board*). Selon une circulaire, adressée le 4 décembre 1990 par le *Lord Justice General* à toutes les cours d'appel, celles-ci peuvent désormais recommander à la *Legal Aid Board* de revoir une décision qui a refusé l'aide judiciaire pour un appel (résolution DH (91) 29 du 18 novembre 1991).

76. *Case of Allan Jacobsson v. Sweden (no. 1), judgment of 25 October 1989 (Series A no. 163)*

- Since 1 July 1987 the Building Act 1947 has been replaced by the Plan and Building Act 1987. Under this Act some decisions on building permits can be examined by administrative courts. However, in certain cases the Government remains the final authority. Its decisions can be brought before the Supreme Administrative Court in accordance with the provisions of the Act of 21 April 1988 on judicial review of certain administrative decisions which came into force on 1 June 1988. See above, nos. 54-55, cases of Pudas and Bodén v. Sweden (27 October 1987) (Resolution DH (90) 2 of 12 March 1990).

77. *Case of Bezicheri v. Italy, judgment of 25 October 1989 (Series A no. 164)*

- Under Article 299 § 3 of the new Code of Criminal Procedure, which came into force on 24 October 1989, a judge must rule within five days on any application by an accused person seeking release from detention on remand (Resolution DH (90) 12 of 14 May 1990).

78. *Case of Kostovski v. the Netherlands, judgment of 20 November 1989 (Series A no. 166)*

- The Act of 11 November 1993, which entered into force on 1 February 1994, introduced a number of amendments to the Code of Criminal Procedure and resulted in new rules as to who may be defined as a "threatened witness", who may remain anonymous, and the methods to be used in order to safeguard the rights of the accused in cases when the testimony of such persons is used in criminal proceedings (Resolution DH (94) 47 of 9 June 1994).

79. *Case of Brozicek v. Italy, judgment of 19 December 1989 (Series A no. 167)*

- The new Code of Criminal Procedure, which entered into force on 24 October 1989, stipulated that an indictment should be drafted in the language of the accused if it does not appear from the file that the accused knows Italian (Article 169 § 3). In addition, it reformed the regulations in respect of leave to appeal out of time against an *in absentia* judgment so that they complied with the requirements of the Convention (Article 175, formerly Article 183 bis) (Resolution DH (93) 63 of 14 December 1993).

80. *Case of Van der Leer v. the Netherlands, judgment of 21 February 1990 (Series A no. 170-A)*

- The Psychiatric Hospitals (Special Admissions) Act of 29 October 1992 came into force on 1 January 1994. See above, no. 12, case of Winterwerp v. the Netherlands (24 October 1979) (Resolution DH (93) 23 of 11 June 1993).

81. *Case of Håkansson and Sturesson v. Sweden, judgment of 21 February 1990 (Series A no. 171)*

- See above, nos. 54-55, cases of Pudas and Bodén v. Sweden (27 October 1987) (Resolution DH (90) 32 of 16 November 1990).

82. *Case of Granger v. the United Kingdom, judgment of 28 March 1990 (Series A no. 174)*

- The system for the administration of legal aid was reformed by the Legal Aid (Scotland) Act 1986 which came into effect on 1 April 1987. The former functions of the Legal Aid Committee of the Law Society of Scotland were transferred to the Scottish Legal Aid Board. According to a Practice Note circulated by the Lord Justice General to all appeal courts on 4 December 1990, these courts may now make a recommendation to the Legal Aid Board to have a decision refusing legal aid for an appeal reviewed (Resolution DH (91) 29 of 18 November 1991).

83. *Affaire B. c. Autriche, arrêt du 28 mars 1990 (série A n° 175)*

- Aux termes du nouvel article 91 de la loi d'organisation judiciaire, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1990, lorsqu'un tribunal tarde à accomplir un acte de procédure et notamment à rédiger un jugement, les parties peuvent demander à la juridiction supérieure de fixer un délai pour l'accomplissement de cet acte (résolution DH (90) 41 du 13 décembre 1990).

84-85. *Affaires Kruslin et Huvig c. France, arrêts du 24 avril 1990 (série A n° 176-A et B)*

- La loi n° 91-646 du 10 juillet 1991 relative au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1991. Elle ajoute un nouvel article au code de procédure pénale (article 100), qui régit minutieusement les interceptions ordonnées par l'autorité judiciaire (résolutions DH (92) 40 et 41 du 15 juin 1992).

86. *Affaire Weber c. Suisse, arrêt du 22 mai 1990 (série A n° 177)*

- Le code vaudois de procédure pénale, du 12 septembre 1967, a été modifié par une loi du 12 décembre 1989, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1990. La personne accusée d'avoir enfreint l'obligation de garder le secret de l'instruction peut désormais s'opposer à l'ordonnance de condamnation du juge d'instruction, qui doit le renvoyer devant le tribunal de police (résolution DH (90) 39 du 13 décembre 1990).

87. *Affaire Autronic AG c. Suisse, arrêt du 22 mai 1990 (série A n° 178)*

- L'ordonnance n° 1 relative à la loi fédérale du 14 octobre 1922 réglant la correspondance télégraphique et téléphonique a été modifiée le 21 décembre 1990. L'ordonnance modifiée est entrée en vigueur rétroactivement le 23 mai 1990. Elle permet aux personnes disposant d'une concession d'antenne collective de recevoir et diffuser des émissions locales et étrangères répondant à la réglementation internationale en la matière (résolution DH (91) 26 du 18 octobre 1991).

88. *Affaire Obermeier c. Autriche, arrêt du 28 juin 1990 (série A n° 179)*

- La loi de 1970 sur le recrutement des personnes handicapées a été modifiée par une loi du 26 juin 1992, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1992. Désormais, la décision du Conseil pour les personnes handicapées autorisant le licenciement est susceptible d'appel devant une commission de recours indépendante (article 13). Les décisions de celle-ci peuvent être attaquées devant la Cour administrative et la Cour constitutionnelle (résolution DH (92) 51 du 17 septembre 1992).

89-90. *Affaires Mats Jacobsson et Skärby c. Suède, arrêts du 28 juin 1990 (série A n° 180)*

- Voir ci-dessus, n^{os} 54-55, affaires Pudas et Bodén c. Suède (27 octobre 1987) et n° 76, Allan Jacobsson c. Suède (n° 1) (25 octobre 1989) (résolutions DH (90) 34 et 35 du 16 novembre 1990).

91. *Affaire E. c. Norvège, arrêt du 29 août 1990 (série A n° 181)*

- Une circulaire du 16 janvier 1991, adressée par les autorités norvégiennes à tous les tribunaux, indique les conséquences à tirer de l'arrêt, notamment en ce qui concerne les mesures à prendre afin d'assurer que les décisions concernant la détention préventive soient prises dans un "bref délai" (résolution DH (91) 16 du 6 juin 1991).

83. Case of *B. v. Austria*, judgment of 28 March 1990 (Series A no. 175)

- Under the new Article 91 of the Act on Organisation of the Courts, which came into force on 1 January 1990, when a court delays taking procedural steps such as drawing up a judgment, the parties may request the higher court to prescribe a time-limit for the taking of such procedural steps (Resolution DH (90) 41 of 13 December 1990).

84-85. *Cases of Kruslin and Huvig v. France*, judgments of 24 April 1990 (Series A no. 176-A and B)

- Act no. 91-646 of 10 July 1991 concerning the secrecy of telecommunications came into force on 1 October 1991. It added Article 100 to the Code of Criminal Procedure in which the conditions relating to interceptions ordered by a judge are set out in detail (Resolutions DH (92) 40 and 41 of 15 June 1992).

86. *Case of Weber v. Switzerland*, judgment of 22 May 1990 (Series A no. 177)

- The Canton of Vaud Code of Criminal Procedure of 12 September 1967 was amended by an Act of 12 December 1989, which came into force on 1 July 1990. A person charged with having breached the confidentiality of an investigation can henceforth refuse to be sentenced by an investigating judge who must then refer the case to the police court (Resolution DH (90) 39 of 13 December 1990).

87. *Case of Autronic AG v. Switzerland*, judgment of 22 May 1990 (Series A no. 178)

- Ordinance No. 1 relating to the Federal Act of 14 October 1922 regulating telegraph and telephone communications was amended on 21 December 1990. The amended ordinance came into force retroactively on 23 May 1990. It permits community antenna licence holders to receive and rebroadcast local and foreign programmes which are in accordance with the relevant international regulations (Resolution DH (91) 26 of 18 October 1991).

88. *Case of Obermeier v. Austria*, judgment of 28 June 1990 (Series A no. 179)

- The Disabled Persons (Employment) Act 1970 was amended by an Act of 26 June 1992 which came into force on 1 July 1992. An independent Appeals Board now hears appeals brought against decisions taken by the Disabled Persons Board authorising the dismissal of a disabled person (Article 13). The decisions taken by the Appeals Board may be challenged in the Administrative Court and in the Constitutional Court (Resolution DH (92) 51 of 17 September 1992).

89-90. *Cases of Mats Jacobsson and Skärby v. Sweden*, judgments of 28 June 1990 (Series A no. 180)

- See above, nos. 54-55, cases of Pudas and Bodén v. Sweden (27 October 1987) and no. 76, case of Allan Jacobsson v. Sweden (no. 1) (25 October 1989) (Resolutions DH (90) 34 and 35 of 16 November 1990).

91. *Case of E. v. Norway*, judgment of 29 August 1990 (Series A no. 181)

- On 16 January 1991 the Norwegian authorities distributed a circular letter to all courts describing the implications of the Court's judgment. It was stressed that measures should be taken to ensure that decisions in cases of preventive detention were taken 'speedily' (Resolution DH (91) 16 of 6 June 1991).

92. *Affaire Fox, Campbell et Hartley c. Royaume-Uni, arrêt du 30 août 1990 (série A n° 182)*

- L'article 6 de la loi de 1987 sur l'état d'urgence en Irlande du Nord, entrée en vigueur le 15 juin 1987 et postérieure aux faits à l'origine de l'affaire, a remplacé l'article 11 § 1 de la loi de 1978 sur l'état d'urgence en Irlande du Nord, qui n'exigeait pas pour l'arrestation d'un suspect que les policiers aient des soupçons plausibles (résolution DH (91) 39 du 13 décembre 1991).

93. *Affaire McCallum c. Royaume-Uni, arrêt du 30 août 1990 (série A n° 183)*

- Voir ci-dessus, nos 4 et 25, affaires Golder, et Silver et autres c. Royaume-Uni (21 février 1975 et 25 mars 1983) (résolution DH (90) 38 du 13 décembre 1990).

94. *Affaire Windisch c. Autriche, arrêt du 27 septembre 1990 (série A n° 186)*

- Le 23 août 1990, la Cour suprême avait cassé l'arrêt condamnant le requérant. Au cours d'une nouvelle procédure les deux témoins, auparavant anonymes, avaient déposé (résolution DH (93) 61 du 14 décembre 1993).

95. *Affaire Darby c. Suède, arrêt du 23 octobre 1990 (série A n° 187)*

- L'article 1 de la loi de 1951 relative à certains dégrèvements d'impôts en faveur des personnes n'appartenant pas à l'Eglise de Suède a fait l'objet d'un amendement entré en vigueur le 1^{er} janvier 1987. Depuis cette date, le bénéfice de la réduction de l'impôt ecclésiastique ne dépend plus d'un enregistrement comme résident en Suède (résolution DH (90) 42 du 13 décembre 1990).

96. *Affaire Huber c. Suisse, arrêt du 23 octobre 1990 (série A n° 188)*

- Le code zurichois de procédure pénale a fait l'objet le 1^{er} septembre 1991 d'une révision partielle, qui est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1992. Dorénavant, il n'appartient plus au procureur de district, mais au juge pénal, d'ordonner la mise en détention provisoire de l'accusé (résolution DH (91) 40 du 13 décembre 1991).

97. *Affaire Moreira de Azevedo c. Portugal, arrêt du 23 octobre 1990 (série A n° 189)*

- Les articles 108 et 109 du nouveau code de procédure pénale, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1988, permettent que l'accusé, l'assistante, les parties civiles ou le ministère public demandent au juge d'accélérer la procédure, lorsque les délais prévus par la loi sont dépassés. En outre, plusieurs règlements ministériels ont augmenté le nombre de juges et fonctionnaires du tribunal concerné (résolution DH (92) 10 du 20 février 1992).

98. *Affaire Thynne, Wilson et Gunnell c. Royaume-Uni, arrêt du 25 octobre 1990 (série A n° 190)*

- La loi de 1967 sur la justice pénale a été amendée par une loi de 1991, qui est entrée en vigueur en octobre 1992. L'article 34 de cette loi prévoit qu'une personne condamnée à une peine perpétuelle discrétionnaire peut désormais demander au ministre, dans certaines conditions, de déférer son cas à la commission de libération conditionnelle dès qu'elle aura purgé une partie de sa peine spécifiée par le tribunal qui l'a condamnée. En vertu de l'article 39, le ministre a l'obligation d'élargir immédiatement toute personne dont la libération conditionnelle a été révoquée et qui a été réintégrée en prison, si la commission de libération conditionnelle en décide ainsi (résolution DH (92) 24 du 15 juin 1992).

92. Case of Fox, Campbell and Hartley v. the United Kingdom, judgment of 30 August 1990 (Series A no. 182)
- Section 6 of the Northern Ireland (Emergency Provisions) Act 1987, which came into force on 15 June 1987 and was subsequent to the facts of this case, replaced section 11 (1) of the Northern Ireland (Emergency provisions) Act 1978 which had contained no requirement that the suspicions of officers arresting suspects should be “reasonable” (Resolution DH (91) 39 of 13 December 1991).
93. *Case of McCallum v. the United Kingdom, judgment of 30 August 1990 (Series A no. 183)*
- See above, nos. 4 and 25, cases of Golder and Silver and Others v. the United Kingdom (21 February 1975 and 25 March 1983) (Resolution DH (90) 38 of 13 December 1990).
94. *Case of Windisch v. Austria, judgment of 27 September 1990 (Series A no. 186)*
- In a decision of 23 August 1990 the Supreme Court quashed the judgment convicting the applicant. During fresh proceedings two previously anonymous witnesses gave evidence in open court (Resolution DH (93) 61 of 14 December 1993).
95. *Case of Darby v. Sweden, judgment of 23 October 1990 (Series A no. 187)*
- Section 1 of the 1951 Dissenters Tax Act was amended with effect from 1 January 1987 so that a taxpayer no longer has to be registered as resident in Sweden in order to benefit from the reduction of the Church tax (Resolution DH (90) 42 of 13 December 1990).
96. *Case of Huber v. Switzerland, judgment of 23 October 1990 (Series A no. 188)*
- The Zurich Code of Criminal Procedure was partially amended on 1 September 1991. The amendment came into force on 1 July 1992. Henceforth, the Criminal Court and not the District Attorney will be competent to take a decision as to the detention on remand of the person charged (Resolution DH (91) 40 of 13 December 1991).
97. *Case of Moreira de Azevedo v. Portugal, judgment of 23 October 1990 (Series A no. 189)*
- Sections 108 and 109 of the new Code of Criminal Procedure, which came into force on 1 January 1988, provide that when the time-limits set by law have expired the Public Prosecutor, the accused, the *assistente* or the parties claiming damages may request the court to expedite the proceedings. Furthermore, various Ministerial Instruments have increased the number of judges and civil servants at the court concerned (Resolution DH (92) 10 of 20 February 1992).
98. *Case of Thynne, Wilson and Gunnell v. the United Kingdom, judgment of 25 October 1990 (Series A no. 190)*
- The Criminal Justice Act 1967 was amended by the Criminal Justice Act 1991 which entered into force in October 1992. Under section 34 of the Act a discretionary life prisoner will henceforth be able to require the Secretary of State, in certain situations, to refer his case to the Parole Board at any time after he has served the relevant part of his sentence as specified by the sentencing court. Under section 39 of the Act the Secretary of State will be obliged to order the immediate release of a person whose release on licence was revoked and who was recalled to prison, if the Parole Board so directs (Resolution DH (92) 24 of 15 June 1992).

99. *Affaire Koendjibiarie c. Pays-Bas, arrêt du 25 octobre 1990 (série A n° 185-B)*

- Une loi du 19 novembre 1986, entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1988, a modifié le code pénal en ce qui concerne le régime spécial applicable aux malades mentaux. Elle prévoit la possibilité pour la personne internée de faire appel de la décision de prolongation (résolution DH (92) 25 du 15 juin 1992).

100. *Affaire Delta c. France, arrêt du 19 décembre 1990 (série A n° 191-A)*

- Dans un arrêt du 12 janvier 1989 (Affaire Randhawa), la chambre criminelle de la Cour de cassation avait opéré un changement de jurisprudence. Se fondant sur l'article 6 § 3 d) de la Convention, elle précisait que les juges d'appel, sauf impossibilité, sont tenus, lorsqu'ils sont légalement requis, d'ordonner l'audition contradictoire des témoins à charge qui n'ont été confrontés avec le prévenu à aucun stade précédent de la procédure (arrêt, pp. 12-13, § 28, et résolution DH (91) 31 du 18 novembre 1991).

101. *Affaire Fredin c. Suède (n° 1), arrêt du 18 février 1991 (série A n° 192)*

- Voir ci-dessus, n^{os} 54-55, affaire Pudas et Bodén c. Suède (27 octobre 1987) (résolution DH (91) 11 du 13 mai 1991).

102. *Affaire Moustaquim c. Belgique, arrêt du 18 février 1991 (série A n° 193)*

- L'arrêt a fait l'objet d'une large diffusion auprès des autorités administratives et judiciaires compétentes, afin qu'elles en tiennent compte dans d'éventuelles affaires similaires (résolution DH (92) 14 du 2 avril 1992).

103-105. *Affaires Zanghi, Brigandi et Santilli c. Italie, arrêts du 19 février 1991 (série A n^{os} 194-C à D).*

- La loi n° 30 du 1^{er} février 1989 redéfinit le ressort des tribunaux de première instance (*pretore*) et permet de redéployer des magistrats et du personnel auxiliaire dans les juridictions les plus encombrées. La loi n° 353 du 26 novembre 1990, entrée en vigueur le 30 avril 1995, prévoit des mesures d'urgence destinées à rationaliser et modifier la procédure civile. Enfin, la loi n° 374 du 21 novembre 1991, entrée en vigueur le 1^{er} mai 1995, institue le juge de paix, qui s'occupe des litiges mineurs (résolutions DH (95) 82, 83 et 84 du 7 juin 1995).

106-120. *Affaires Motta, Manzoni, Pugliese (n° 1), Alimena, Ficara, Viezzer, Angelucci, Maj, Girolami, Ferraro, Triggiani, Mori, Colacioppo, Adiletta & autres et Frau, arrêts du 19 février 1991 (série A n^{os} 195-A à D, 196-A à E, 197-A à E et 195-E)*

- Le nouveau code de procédure pénale, entré en vigueur le 24 octobre 1989, prévoit de nombreuses mesures pour simplifier la procédure pénale, en vue notamment d'en réduire la durée. Par ailleurs, une loi du 17 janvier 1992 a prévu l'octroi d'un crédit extraordinaire en vue de financer les besoins urgents de l'administration de la justice (résolutions DH (92) 26 à 39 du 15 juin 1992 et DH (92) 54 du 17 septembre 1992).

121. *Affaire Oberschlick c. Autriche (n° 1), arrêt du 23 mai 1991 (série A n° 204)*

- Par un arrêt du 18 mai 1993, la Cour suprême a adapté aux exigences de la Convention la jurisprudence autrichienne concernant l'interprétation de l'article 111 du code pénal (diffamation) (résolution DH (93) 60 du 14 décembre 1993).

99. *Case of Koendjiharie v. the Netherlands, judgment of 25 October 1990 (Series A no. 185-B)*

- The Act of 19 November 1986, which came into force on 1 September 1988, amended the Criminal Code with regard to the special provisions applying to persons suffering from mental illness. A confined person may henceforth appeal against a decision extending the period of confinement (Resolution DH (92) 25 of 15 June 1992).

100. *Case of Delta v. France, judgment of 19 December 1990 (Series A no. 191-A)*

- In the Randhawa judgment of 12 January 1989, the Criminal Division of the Court of Cassation reversed its previous case-law. Referring to Article 6 § 3 (d) of the Convention, it held that, on appeal, where a formal application had been made for the examination of prosecution witnesses who had not been confronted with the defendant at any earlier stage in the proceedings, the court was under a duty to direct that they give evidence in adversarial proceedings, unless that was impossible (judgment, pp. 12-13, § 28, and Resolution DH (91) 31 of 18 November 1991).

101. *Case of Fredin v. Sweden (no. 1), judgment of 18 February 1991 (Series A no. 192)*

- See above, nos. 54-55, cases of Pudas and Bodén v. Sweden (27 October 1987) (Resolution DH (91) 11 of 13 May 1991).

102. *Case of Moustaquim v. Belgium, judgment of 18 February 1991 (Series A no. 193)*

- The Court's judgment was widely circulated among the competent administrative and judicial authorities to allow them to take into account the Court's case-law in any similar cases (Resolution DH (92) 14 of 2 April 1992).

103-105. *Cases of Zanghi, Brigandi and Santilli v. Italy, judgments of 19 February 1991 (Series A nos. 194-C, 194-B and 194-D)*

- Law no. 30 of 1 February 1989 redefines the territorial jurisdiction of magistrates' courts (*pretore*) and makes it possible to redeploy judges and auxiliary staff to the courts with the heaviest workloads. Act no. 353 of 26 November 1990, which entered into force 30 April 1995, contains urgent measures intended to rationalise and amend the civil procedure. Act no. 374 of 21 November 1991, which entered into force on 1 May 1995, institutes the justice of the peace whose function is to handle disputes of minor importance (Resolutions DH (95) 82, 83 and 84 of 7 June 1995).

106-120. *Cases of Motta, Manzoni, Pugliese (no. 1), Alimena, Ficara, Viezzer, Angelucci, Maj, Girolami, Ferraro, Triggiani, Mori, Colacioppo, Adiletta and Others and Frau, judgments of 19 February 1991 (Series A nos. 195-A to D, 196-A to E, 197-A to E and 195-E)*

- The new Code of Criminal Procedure, which came into force on 24 October 1989, provides for various measures to simplify criminal proceedings in order to reduce their length. Furthermore, an Act of 17 January 1992 allocated an exceptional budgetary appropriation to finance urgent measures for the administration of justice (Resolutions DH (92) 26 to 39 of 15 June 1992 and DH (92) 54 of 17 September 1992).

121. *Case of Oberschlick v. Austria (no. 1), judgment of 23 May 1991 (Series A no. 204)*

- In a judgment of 18 May 1993 the Supreme Court changed the case-law of the Austrian courts regarding the interpretation of Article 111 of the Criminal Code (defamation) in order to comply with the requirements of the Convention (Resolution DH (93) 60 of 14 December 1993).

122-124. *Affaires Pugliese (n° 2), Caleffi et Vocaturo c. Italie, arrêts du 24 mai 1991 (série A n°s 206-A à C)*

- Voir ci-dessus n°s 103-105, affaires Zanghi, Brigandi et Santilli c. Italie (19 février 1991) (résolutions DH (95) 86 à 88 du 7 juin 1995).

125. *Affaire Philis c. Grèce (n° 1), arrêt du 27 août 1991 (série A n° 209)*

- Un décret présidentiel du 7 mars 1994, entré en vigueur le 11 mars 1994, a aligné sur les exigences de l'article 6 le droit grec concernant l'accès des ingénieurs aux tribunaux en vue du recouvrement de leurs honoraires (résolution DH (94) 85 du 5 décembre 1994).

126. *Affaire Demicoli c. Malte, arrêt du 27 août 1991 (série A n° 210)*

- Une loi amendant l'ordonnance sur les privilèges de la Chambre des Représentants (Loi n° XI de 1995), entrée en vigueur le 19 mai 1995, octroie au tribunal d'instance compétence pour sanctionner les violations des privilèges qui y sont garantis, la Chambre gardant le droit d'instruire les dossiers et de les soumettre au tribunal (résolution DH (95) 211 du 11 septembre 1995).

127. *Affaire F.C.B. c. Italie, arrêt du 28 août 1991 (série A n° 208-B)*

- Le nouveau code de procédure pénale, entré en vigueur le 24 octobre 1989, dispose que le juge suspend ou renvoie le procès même d'office lorsqu'il paraît probable que l'absence de l'accusé est due à une impossibilité absolue de comparaître (résolution DH (93) 6 du 9 mars 1993).

128. *Affaire Wiesinger c. Autriche, arrêt du 30 octobre 1991 (série A n° 213)*

- Voir ci-dessus, n°s 48-49, affaires Ekner et Hofauer, et Poiss c. Autriche (23 avril 1987) (résolution DH (94) 45 du 9 juin 1994).

129. *Affaire Kemmache c. France (n°s 1 et 2), arrêt du 27 novembre 1991 (série A n° 218)*

- L'arrêt a été publié au Bulletin de la Cour de cassation en vue de sa diffusion au niveau national (résolution DH (94) 24 du 21 mars 1994).

130. *Affaire Koster c. Pays-Bas, arrêt du 28 novembre 1991 (série A n° 221)*

- Voir ci-dessus, n°s 29-31, affaires De Jong, Baljet et Van den Brink ; Van der Sluijs, Zuiderveld et Klappe ; et Duinhof et Duijf c. Pays-Bas (22 mai 1984) (résolution DH (92) 20 du 15 mai 1992).

131. *Affaire Vermeire c. Belgique, arrêt du 29 novembre 1991 (série A n° 214-C)*

- Voir ci-dessus, n° 10, affaire Marckx c. Belgique (13 juin 1979) (résolution DH (94) 3 du 6 janvier 1994).

122-124. *Cases of Pugliese (no. 2), Caleffi and Vocaturo v. Italy, judgments of 24 May 1991 (Series A nos. 206-A to C)*

- See above, nos. 103-105, cases of Zanghì, Brigandì and Santilli v. Italy (19 February 1991) (Resolutions DH (95) 86 to 88 of 7 June 1995).

125. *Case of Philis v. Greece (no. 1), judgment of 27 August 1991 (Series A no. 209)*

- In order to bring the law into conformity with the requirements of Article 6, a Presidential Decree of 7 March 1994, which entered into force on 11 March 1994, amended Greek law regarding engineers' right of access to the courts to recover professional fees (Resolution DH (94) 85 of 5 December 1994).

126. *Case of Demicoli v. Malta, judgment of 27 August 1991 (Series A no. 210)*

- An Act amending the House of Representatives (Privileges and Powers) Ordinance (Act no. XI of 1995), which came into force on 19 May 1995, transfers the power to sanction breaches of such privileges to the Court of Magistrates. The House retains the power to investigate cases and to bring them before the court (Resolution DH (95) 211 of 11 September 1995).

127. *Case of F.C.B. v. Italy, judgment of 28 August 1991 (Series A no. 208-B)*

- The new Code of Criminal Procedure, which entered into force on 24 October 1989, stipulates that a judge should stay or adjourn a trial, even of his own motion, where it appears that the absence of the accused is due to an absolute inability to attend court (Resolution DH (93) 6 of 9 March 1993).

128. *Case of Wiesinger v. Austria, judgment of 30 October 1991 (Series A no. 213)*

- See above, nos. 48-49, cases of Erkner and Hofauer, and Poiss v. Austria (23 April 1987) (Resolution DH (94) 45 of 9 June 1994).

129. *Case of Kemmache v. France (nos. 1 and 2), judgment of 27 November 1991 (Series A no. 218)*

- The judgment was published in the *Bulletin de la Cour de cassation* to ensure its dissemination at a national level (Resolution DH (94) 24 of 21 March 1994).

130. *Case of Koster v. the Netherlands, judgment of 28 November 1991 (Series A no. 221)*

- See above, nos. 29-31, cases of De Jong, Baljet and Van den Brink; Van der Sluijs, Zuiderveld and Klappe; and Duinhof and Duijf v. the Netherlands (22 May 1984) (Resolution DH (92) 20 of 15 May 1992).

131. *Case of Vermeire v. Belgium, judgment of 29 November 1991 (Series A no. 214-C)*

- See above, no. 10, case of Marckx v. Belgium (13 June 1979) (Resolution DH (94) 3 of 6 January 1994).

132. *Affaire Toth c. Autriche, arrêt du 12 décembre 1991 (série A n° 224)*

- Une circulaire du ministre de la Justice, du 5 octobre 1992, a invité les membres du parquet à ne plus faire usage, en attendant l'adoption d'un amendement soumis au parlement en janvier 1993, de leur droit de participer aux débats devant les juridictions d'appel, conformément à l'article 35 § 2 du code de procédure pénale. Elle prévoit également la production de photocopies du dossier pour éviter les retards dus aux délais de transmission de celui-ci à un autre tribunal en cas de recours (résolution DH (93) 4 du 26 janvier 1993).

133. *Affaire Pfeifer et Plankl c. Autriche, arrêt du 25 février 1992 (série A n° 227)*

- Par une circulaire du 20 juin 1992, le ministère fédéral de la Justice a attiré l'attention des présidents de cours d'appel et des procureurs généraux sur les conséquences à tirer de l'arrêt. En particulier, l'accusé ne doit pas en principe être invité à renoncer à faire valoir un motif d'exclusion d'un juge, sauf dans des cas exceptionnels et dans son propre intérêt, à condition que soient respectées des garanties procédurales minimales (résolution DH (92) 64 du 15 décembre 1992).

134-168. *Affaires Nibbio, Borgese, Biondi, Monaco et Lestini, et affaires Barbagallo, Caffè Roversi S.p.a., Cappello, Cardarelli, Casciaroli, Cifola, Cooperativa Parco Cuma, Diana, Gana, Golino, Idrocalce S.r.l., Lorenzi, Bernardini et Gritti, Maciariello, Manieri, Manifattura FL, Mastrantonio, Pandolfelli et Palumbo, Pierazzini, Ridi, Ruotolo, Serrentino, Steffano, Taiuti, Tumminelli, Tusa, Vorrasi c. Italie, arrêts des 26 et 27 février 1992 (série A n°s 228 A-I et n°s 230-I, 230-G, 230-F, 229-G, 229-C, 231-A, 231-E, 229-A, 230-H, 229-H, 229-F, 231-G, 230-A, 229-D, 230-B, 229-E, 231-B, 231-C, 229-B, 230-D, 231-F, 230-C, 229-I, 231-H, 231-D et 230-E).*

- Deux lois entrées en vigueur le 30 avril et le 1^{er} mai 1995 visent à restructurer les juridictions civiles et à accélérer les procédures devant elles. Voir ci-dessus, n°s 103-105, affaires Zanghì, Brigandì et Santilli c. Italie (19 février 1991) (résolutions DH (95) 201-205 du 11 septembre 1995 et DH (95) 369-394 du 15 décembre 1995).

169. *Affaire B. c. France, arrêt du 25 mars 1992 (série A n° 232-C)*

- Par deux arrêts du 11 décembre 1992, la Cour de cassation (assemblée plénière) a cassé deux arrêts de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, du 15 novembre 1990, qui déboutaient des transsexuels de leur demande en rectification de leur acte de naissance (résolution DH (93) 52 du 9 novembre 1993).

170. *Affaire Campbell c. Royaume-Uni, arrêt du 25 mars 1992 (série A n° 233)*

- Une circulaire administrative, entrée en vigueur le 12 octobre 1992, décrit en détail la marche à suivre pour contrôler la correspondance d'un détenu avec son avocat ou avec les organes de la Convention. Sauf cas exceptionnels, ladite correspondance sera dorénavant adressée et reçue sans avoir été ouverte ni lue (résolution DH (93) 5 du 26 janvier 1993).

171. *Affaire Beldjoudi c. France, arrêt du 26 mars 1992 (série A n° 234-A)*

- L'ordonnance du 2 novembre 1945, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, modifiée en dernier lieu par les lois des 24 août et 30 décembre 1993, crée une catégorie distincte de personnes à l'abri de toute mesure d'expulsion sauf cas de nécessité impérieuse. L'arrêté d'expulsion pris à l'encontre du requérant n'a été ni exécuté ni rapporté (résolution DH (96) 85 du 9 février 1996).

132. *Case of Toth v. Austria, judgment of 12 December 1991 (Series A no. 224)*

- A Ministry of Justice circular of 5 October 1992 instructed officials of the Public Prosecutor's Office to refrain, pending the adoption of an amendment brought before Parliament in January 1993, from exercising their right to take part in proceedings before courts of appeal in accordance with Article 35 § 2 of the Code of Criminal Procedure. It also stipulated that photocopies of case-files should be made to avoid delays in the transmission of the original file to appellate courts (Resolution DH (93) 4 of 26 January 1993).

133. *Case of Pfeifer and Plankl v. Austria, judgment of 25 February 1992 (Series A no. 227)*

- By a circular of 20 June 1992 the Federal Ministry of Justice drew the attention of the Appeal Court Presidents and Public Prosecutors to the implications of this judgment. In particular it noted that in principle the accused must not be invited to waive his right to apply for the disqualification of a judge save in exceptional cases when it would be in his own interests and only then on the condition that minimum procedural guarantees would be respected (Resolution DH (92) 64 of 15 December 1992).

134-168. *Cases of Nibbio, Borgese, Biondi, Monaco and Lestini, and cases Barbagallo, Caffè Roversi S.p.a., Cappello, Cardarelli, Casciaroli, Cifola, Cooperativa Parco Cuma, Diana, Gana, Golino, Idrocalce S.r.l., Lorenzi, Bernardini et Gritti, Maciariello, Manieri, Manifattura FL, Mastrantonio, Pandolfelli and Palumbo, Pierazzini, Ridi, Ruotolo, Serrentino, Steffano, Taiuti, Tumminelli, Tusa, Vorrasi v. Italy, judgments of 26 and 27 February 1992 (Series A nos. 228 A-I and nos. 230-I, 230-G, 230-F, 229-G, 229-C, 231-A, 231-E, 229-A, 230-H, 229-H, 229-F, 231-G, 230-A, 229-D, 230-B, 229-E, 231-B, 231-C, 229-B, 230-D, 231-F, 230-C, 229-I, 231-H, 231-D et 230-E).*

- Two laws came into force on 30 April and 1 May 1995 to reorganise the civil courts and accelerate proceedings in them. See above, nos. 103-105, cases Zanghì, Brigandi and Santilli v. Italy (19 February 1991) (Resolutions DH (95) 201-205 of 11 September 1995 and DH (95) 369-394 of 15 December 1995).

169. *Case of B. v. France, judgment of 25 March 1992 (Series A no. 232-C)*

- In two judgments of 11 December 1992 a plenary session of the Court of Cassation set aside two judgments of 15 November 1990 in which the Aix-en-Provence Court of Appeal had refused requests from transsexuals for a rectification of their birth certificates (Resolution DH (93) 52 of 9 November 1993).

170. *Case of Campbell v. the United Kingdom, judgment of 25 March 1992 (Series A no. 233)*

- An administrative circular, which came into force on 12 October 1992, described in detail the procedure to be followed regarding the monitoring of prisoners' correspondence with legal advisers or with the Convention institutions. Unless the circumstances are exceptional, such correspondence is now sent and received without being opened and read (Resolution DH (93) 5 of 26 January 1993).

171. *Case of Beldjoudi v. France, judgment of 26 March 1992 (Series A no. 234-A)*

- The Ordinance of 2 November 1945 concerning the conditions of entry and residence of aliens in France, as last amended by the Acts of 24 August 1993 and of 30 December 1993, establishes a distinct category of aliens who cannot be deported except in cases of absolute necessity. The deportation order against the applicant has not been executed or rescinded (Resolution DH (96) 85 of 9 February 1996).

172. *Affaire X c. France, arrêt du 31 mars 1992 (série A n° 234-C)*

- D'après le gouvernement français, sur les 424 recours introduits contre l'Etat au 17 mai 1993 par des hémophiles contaminés par le V.I.H., 347 ont déjà été tranchés et seulement 77 se trouvent en instance, 59 pour complément d'expertise et 18 introduits à la fin de 1992 ou au début de 1993 (résolution DH (93) 33 du 21 septembre 1993).

173. *Affaire Castells c. Espagne, arrêt du 23 avril 1992 (série A n° 236)*

- Par un arrêt du 25 octobre 1993, le Tribunal constitutionnel a déclaré que la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme constitue un critère d'interprétation des normes constitutionnelles qui protègent les droits fondamentaux et est directement applicable dans l'ordre juridique interne. La Cour suprême est donc aujourd'hui tenue d'accepter l'*exceptio veritatis* dans les procédures en diffamation (résolution DH (95) 93 du 7 juin 1995).

174. *Affaire Megyeri c. Allemagne, arrêt du 12 mai 1992 (série A n° 237-A)*

- L'arrêt a été traduit en allemand et diffusé aux autorités judiciaires des *Länder* (résolution DH (92) 62 du 10 novembre 1992).

175. *Affaire Lüdi c. Suisse, arrêt du 15 juin 1992 (série A n° 238)*

- Par un arrêt du 7 août 1992, le Tribunal fédéral, citant l'article 6 de la Convention et l'arrêt Lüdi, a estimé inadmissible une condamnation fondée sur le témoignage d'un agent infiltré, si l'accusé n'a pas eu la possibilité de l'interroger pendant le procès (résolution DH (92) 61 du 10 novembre 1992).

176. *Affaire Thorgeir Thorgeirson c. Islande, arrêt du 25 juin 1992 (série A n° 239)*

- L'arrêt a été traduit en islandais et diffusé auprès des tribunaux et du Procureur général (résolution DH (92) 59 du 10 novembre 1992).

177. *Affaire Tomasi c. France, arrêt du 27 août 1992 (série A n° 241-A)*

- La loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 et la loi n° 93-1013 du 24 août 1993 ont supprimé le privilège de juridiction, qui a causé certains retards, et amélioré la protection des personnes placées en garde à vue afin d'éviter des mauvais traitements, notamment en prévoyant des examens médicaux et l'intervention de l'avocat (résolution DH (94) 34 du 4 mai 1994).

178. *Affaire Schwabe c. Autriche, arrêt du 28 août 1992 (série A n° 242-B)*

- Voir ci-dessus, n° 121, affaire Oberschlick c. Autriche (n° 1) (23 mai 1991) (résolution DH (94) 23 du 21 mars 1994).

172. *Case of X v. France, judgment of 31 March 1992 (Series A no. 234-C)*

- According to the French Government, by 17 May 1993 424 cases had been brought against the State by haemophiliacs infected with the HIV virus. In 347 of these cases judgment had been given. Of the 77 cases still pending, 59 were awaiting supplementary expert evidence and 18 were brought at the end of 1992 or at the beginning of 1993 (Resolution DH (93) 33 of 21 September 1993).

173. *Case of Castells v. Spain, judgment of 23 April 1992 (Series A no. 236)*

- In a judgment of 25 October 1993 the Constitutional Court held that the case-law of the European Court constituted a criterion for the interpretation of the constitutional norms protecting fundamental rights and was directly applicable in the Spanish legal system. Hence the Supreme Court now allows the defence of *exceptio veritatis* to be raised in defamation proceedings (Resolution DH (95) 93 of 7 June 1995).

174. *Case of Megyeri v. Germany, judgment of 12 May 1992 (Serie A no. 237-A)*

- The Court's judgment was translated into German and brought to the attention of judicial authorities of the *Länder* (Resolution DH (92) 62 of 10 November 1992).

175. *Case of Lüdi v. Switzerland, judgment of 15 June 1992 (Series A no. 238)*

- In a judgment of 7 August 1992 the Federal Court, citing Article 6 of the Convention and the Lüdi judgment, held that a conviction based on the testimony of an undercover police officer should not be admitted when the accused had not had the opportunity to cross-examine the officer during the proceedings (Resolution DH (92) 61 of 10 November 1992).

176. *Case of Thorgeir Thorgeirson v. Iceland, judgment of 25 June 1992 (Series A no. 239)*

- The Court's judgment was translated into Icelandic and brought to the attention of the courts and of the State Prosecutor (Resolution DH (92) 59 of 10 November 1992).

177. *Case of Tomasi v. France, judgment of 27 August 1992 (Series A no. 241-A)*

- Acts nos. 93-2 of 4 January 1993 and 93-1013 of 24 August 1994 abolished certain rules on privileged jurisdiction which had caused delays in proceedings. In addition, the protection afforded to persons held in police custody was increased to prevent ill-treatment, notably by providing for a right to medical examinations and access to a lawyer (Resolution DH (94) 34 of 4 May 1994).

178. *Case of Schwabe v. Austria, judgment of 28 August 1992 (Series A no. 242-B)*

- See above, no. 121, case of Oberschlick v. Austria (no. 1) (23 May 1991) (Resolution DH (94) 23 of 21 March 1994).

179. *Affaire Herczegfalvy c. Autriche, arrêt du 24 septembre 1992 (série A n° 244)*

- L'article 51 § 1 de la loi sur les hôpitaux a été remplacé en 1991 par des dispositions plus précises. En outre, depuis le 1^{er} janvier 1990, l'article 34 de la loi sur le placement des malades mentaux prévoit notamment que la correspondance entre le malade et son avocat ne peut subir d'entraves ; depuis le 1^{er} janvier 1994, ces règles s'appliquent aussi aux condamnés placés en hôpital psychiatrique (nouvel article 167 a) de la loi sur l'application des peines). Enfin, l'article 58 de cette loi autorise l'accès des détenus à la lecture, la radio et la télévision (résolution DH (94) 48 du 9 juin 1994).

180. *Affaire Pham Hoang c. France, arrêt du 25 septembre 1992 (série A n° 243)*

- La loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique a modifié le système d'octroi de celle-ci. En outre, elle a établi auprès de chaque tribunal de grande instance, de la Cour de cassation, du Conseil d'Etat et de la Commission de recours pour les réfugiés, des bureaux d'aide juridique qui se prononcent sur les demandes qui leur sont soumises et dont les décisions peuvent faire l'objet d'un recours (résolution DH (93) 31 du 21 septembre 1993).

181. *Affaire T. c. Italie, arrêt du 12 octobre 1992 (série A n° 245-C)*

- Voir ci-dessus, n° 37, affaire Colozza c. Italie (12 février 1985) (résolution DH (93) 65 du 14 décembre 1993).

182. *Affaire Open Door et Dublin Well Woman c. Irlande, arrêt du 29 octobre 1992 (série A n° 246-A)*

- En 1992, le Quatorzième Amendement à la Constitution irlandaise a modifié l'alinéa 3 de l'article 40 § 3 de la Constitution. Le nouvel alinéa permet d'obtenir ou de faciliter l'obtention d'informations relatives aux services légaux d'interruption volontaire de grossesse existant dans un autre Etat. Par la suite, le Parlement irlandais a adopté la loi de 1995 sur la réglementation de l'information concernant les services à l'étranger pour l'interruption volontaire de grossesse.

- Dans un arrêt du 23 juin 1995, la *High Court* a annulé, en ce qui concerne Dublin Well Woman Centre Ltd, l'injonction émise le 19 décembre 1986, modifiée par la Cour suprême le 16 mars 1988, qui avait été à l'origine de l'affaire portée devant la Cour (résolution DH (96) 368 du 25 juin 1996).

183. *Affaire Abdoella c. Pays-Bas, arrêt du 25 novembre 1992 (série A n° 248-A)*

- A la suite de l'examen attentif de l'arrêt par la Cour suprême et les cours d'appel, les présidents de celles-ci se réunissent dorénavant régulièrement pour suivre l'organisation des procédures d'appel (résolution DH (95) 91 du 7 juin 1995).

184. *Affaire Brincat c. Italie, arrêt du 26 novembre 1992 (série A n° 249-A)*

- Le nouveau code de procédure pénale, entré en vigueur le 24 octobre 1989, habilite le nouveau juge des enquêtes préliminaires à ordonner, sur requête du ministère public, des mesures affectant les droits et libertés constitutionnels, telles que des mesures restrictives de la liberté personnelle. Les décisions du juge sont susceptibles de recours devant le tribunal pénal et la Cour de cassation (résolution DH (94) 46 du 9 juin 1994).

179. *Case of Herczegfalvy v. Austria, judgment of 24 September 1992 (Series A no. 244)*

- In 1991 Section 51 (1) of the Hospitals Act was replaced by more detailed provisions. Furthermore, as from 1 January 1990, section 34 of the Act on the Placement of the Mentally Ill provided, *inter alia*, that correspondence between a patient and his counsel could not be interfered with. As from 1 January 1994 this provision was also applied to convicted persons placed in mental hospitals (new section 167(a) of the Law on the Enforcement of Sentences). Finally, Article 58 of this law provided that detainees should have access to reading material and to television and radio facilities (Resolution DH (94) 48 of 9 June 1994).

180. *Case of Pham Hoang v. France, judgment of 25 September 1992 (Series A no. 243)*

- Act no. 91-647 of 10 July 1991 amended the system for granting legal aid. In addition, it established a legal aid office at each *Tribunal de grande instance*, the *Cour de cassation*, the *Conseil d'Etat* and the Refugee Appeals Board. The offices give decisions on legal aid applications and an appeal lies against such decisions (Resolution DH (93) 31 of 21 September 1993).

181. *Case of T. v. Italy, judgment of 12 October 1992 (Series A no. 245-C)*

- See above, no. 37, case of Colozza v. Italy (12 February 1985) (Resolution DH (93) 65 of 14 December 1993).

182. *Case of Open Door and Dublin Well Woman v. Ireland, judgment of 29 October 1992 (Series A no. 246-A)*

- In 1992 Article 40.3.3 of the Irish Constitution was amended by the Fourteenth Amendment. The new sub-paragraph permits access, or the facilitating of access, to information on foreign clinics lawfully terminating pregnancies. Subsequently, the Irish Parliament passed the 1995 Regulation of Information (Services outside the State for Termination of Pregnancies) Act.

- In a judgment of 23 June 1995 the High Court lifted the injunction against Dublin Well Woman Centre Limited, granted on 19 December 1986 and amended by the Supreme Court on 16 March 1988, which had given rise to the case before the Court (Resolution DH (96) 368 of 25 June 1996).

183. *Case of Abdoella v. the Netherlands, judgment of 25 November 1992 (Series A no. 248-A)*

- Following a detailed study of the judgment by the Supreme Court and appellate courts, the presidents of the latter established regular meetings to monitor the organisation of appeal proceedings (Resolution DH (95) 91 of 7 June 1995).

184. *Case of Brincat v. Italy, judgment of 26 November 1992 (Series A no. 249-A)*

- The new Code of Criminal Procedure, which came into force on 24 October 1989, empowers the newly-created preliminary investigation judge to order, at the request of the public prosecutor, measures interfering with constitutional rights and freedoms such as a restriction on personal liberty. The decisions of this judge may be appealed to the Criminal Court and to the Court of Cassation (Resolution DH (94) 46 of 9 June 1994).

185-186. *Affaires Giancarlo et Francesco Lombardo c. Italie, arrêts du 26 novembre 1992 (série A n° 249-B et C)*

- Un décret-loi du 15 novembre 1993, devenu la loi n° 19 du 14 janvier 1994, a modifié l'organisation de la Cour des comptes en instituant des sections juridictionnelles de celle-ci dans toutes les régions de l'Italie, ce qui permettra d'assurer la célérité des procédures (résolutions DH (94) 25 et 26 du 21 mars 1994).

187. *Affaire Olsson c. Suède (n° 2), arrêt du 27 novembre 1992 (série A n° 250)*

- Voir ci-dessus, n° 72, affaire Eriksson c. Suède (22 juin 1989) (résolution DH (93) 3 du 26 janvier 1993).

188. *Affaire Niemietz c. Allemagne, arrêt du 16 décembre 1992 (série A n° 251-B)*

- L'arrêt a été traduit en allemand et publié dans la *Neue Juristische Wochenschrift* (résolution DH (93) 24 du 11 juin 1993).

189. *Affaire Hadjianastassiou c. Grèce, arrêt du 16 décembre 1992 (série A n° 252)*

- Dans le nouveau code pénal militaire, entré en vigueur le 1^{er} février 1995, le délai pour déposer un pourvoi en cassation est porté à vingt jours à compter de l'enregistrement de la transcription des éléments de l'arrêt au greffe (résolution DH (95) 213 du 11 septembre 1995).

190-192. *Affaires Funke, Crémieux et Mialhe (n° 1) c. France, arrêts du 25 février 1993 (série A n° 256-A, B et C)*

- Les lois de finances des 30 décembre 1986 et 29 décembre 1989 ont amendé l'article 64 du code des douanes ; désormais, toute visite domiciliaire (hormis le cas de flagrant délit) doit compter avec l'autorisation motivée du président du tribunal de grande instance ou d'un juge délégué par lui (résolutions DH (93) 53 du 9 novembre 1993 et DH (94) 51 et 83 des 21 septembre et 16 novembre 1994).

- En janvier 1990, la réglementation des changes a été modifiée, de façon à permettre à un résident d'avoir des biens à l'étranger et de ne pas être obligé de rapatrier ses revenus. En outre, la pratique des agents des douanes et la jurisprudence du Conseil constitutionnel assortissent la communication de documents auxdits agents d'importantes garanties (résolution DH (94) 83 du 16 novembre 1994).

193-197. *Affaires Pizzetti, De Micheli, Salesi, Trevisan et Billi c. Italie, arrêts du 26 février 1993 (série A n° 257-A à G)*

- Voir ci-dessus, n° 103-105, affaires Zanghì, Brigandì et Santilli c. Italie (19 février 1991) (résolutions DH (95) 206 à 210 du 11 septembre 1995).

198. *Affaire Messina c. Italie, arrêt du 26 février 1993 (série A n° 257-H)*

- Voir ci-dessus, n° 106-120, affaires Motta, Manzoni, etc. c. Italie (19 février 1991). En outre, par une circulaire du 14 mars 1994, adressée aux directeurs de prisons, le ministère de la Justice a instauré un nouveau régime de contrôle de la correspondance des détenus (résolution DH (94) 62 du 21 septembre 1994).

185-186. *Cases of Giancarlo and Francesco Lombardo v. Italy, judgments of 26 November 1992 (Series A nos. 249-B and C)*

- A legislative decree of 15 November 1993, later transformed into Act No. 19 of 14 January 1994, established regional chambers of the Court of Audit to ensure that cases would be heard within a reasonable time (Resolutions DH (94) 25 and 26 of 21 March 1994).

187. *Case of Olsson v. Sweden (no. 2), judgment of 27 November 1992 (Series A no. 250)*

- See above, no. 72, case of Erikson v. Sweden (22 June 1989) (Resolution DH (93) 3 of 26 January 1993).

188. *Case of Niemietz v. Germany, judgment of 16 December 1992 (Series A no. 251-B)*

- The judgment of the Court was translated into German and published in the *Neue Juristische Wochenschrift* (Resolution DH (93) 24 of 11 June 1993).

189. *Case of Hadjianastassiou v. Greece, judgment of 16 December 1992 (Series A no. 252)*

- The new Military Criminal Code, which came into force on 1 February 1995, increased the time-limit for filing an appeal on points of law to twenty days from the date of registering the transcription of the elements of the judgment at the registry (Resolution DH (95) 213 of 11 September 1995).

190-192. *Cases of Funke, Crémieux and Mialhe (no. 1) v. France, judgments of 25 February 1993 (Series A no. 256-A, B and C)*

- The Budget Acts of 30 December 1986 and 29 December 1989 amended Article 64 of the Customs Code. All home searches, except those carried out in connection with an *in flagrante delicto* procedure, have to be authorised in advance by a reasoned order of the president of the *Tribunal de grande instance* or a judge designated by him (Resolutions DH (93) 53 of 9 November 1993 and DH (94) 51 and 83 of 21 September and 16 November 1994).

- In January 1990 amendments to the exchange control regulations allowed residents to possess assets abroad and removed the obligation to repatriate any revenues acquired outside France. In addition, the customs authorities' practice and the jurisprudence of the *Conseil Constitutionnel* have changed to the effect that the communication of documents to customs officials is subject to certain important guarantees (Resolution DH (94) 83 of 16 November 1994).

193-197. *Cases of Pizzetti, De Micheli, Salesi, Trevisan and Billi v. Italy, judgments of 26 February 1993 (Series A nos. 257-A to G)*

- See above, nos. 103-105, cases of Zanghi, Brigandi and Santilli v. Italy (19 February 1991) (Resolutions DH (95) 206 to 210 of 11 September 1995).

198. *Case of Messina v. Italy, judgment of 26 February 1993 (Series A no. 257-H)*

- See above, nos. 106-120, cases of Motta, Manzoni, etc. v. Italy (19 February 1991). In addition, in a circular letter of 14 March 1994 addressed to the directors of prisons, the Ministry of Justice established a new method for monitoring the correspondence of prisoners (Resolution DH (94) 62 of 21 September 1994).

199. *Affaire Kokkinakis c. Grèce, arrêt du 25 mai 1993 (série A n° 260-A)*

- Par une circulaire du 3 août 1993, le ministère de la Justice a transmis l'arrêt aux autorités judiciaires compétentes, afin qu'elles adaptent leur interprétation de la loi grecque aux exigences de l'arrêt. Depuis 1994, seules deux condamnations ont été prononcées pour des actes de prosélytisme envers des mineurs (résolution DH (97) 576 du 15 décembre 1997).

200. *Affaire Bunkate c. Pays-Bas, arrêt du 26 mai 1993 (série A n° 248-A)*

- Voir ci-dessus, n° 183, affaire Abdoella c. Pays-Bas (25 novembre 1992)(résolution DH (95) 92 du 7 juin 1995).

201. *Affaire Ruiz-Mateos c. Espagne, arrêt du 23 juin 1993 (série A n° 262)*

- L'arrêt a fait l'objet d'une large diffusion dans les milieux juridiques en Espagne. En outre, des postes supplémentaires de juges ont été créés auprès de chaque *Audiencia Provincial* et l'adoption de la loi organique n° 6/1988 du 9 juin 1988 a permis au Tribunal constitutionnel de rejeter par une procédure sommaire les recours d'*amparo* non fondés, allégeant ainsi sa charge de travail (résolution DH (94) 27 du 21 mars 1994).

202. *Affaire Hoffmann c. Autriche, arrêt du 23 juin 1993 (série A n° 255-C)*

- Par un décret du 23 décembre 1993, publié dans l'*Amtsblatt der österreichischen Justizverwaltung* (1994/8), le ministère fédéral de la Justice a porté l'arrêt à la connaissance des autorités concernées. Celui-ci a aussi fait l'objet le 10 mars 1994 d'une étude approfondie au sein de la section du droit de la famille de l'association des juges autrichiens (résolution DH (94) 44 du 9 juin 1994)

203. *Affaire Schuler-Zraggen c. Suisse, arrêt du 24 juin 1993 (série A n° 263)*

- Dès le 22 août 1991, le Tribunal fédéral des assurances avait modifié sa jurisprudence afin d'éviter toute discrimination dans l'administration des preuves.

- Conformément aux articles 139 a) et 141, alinéa 1 c) de la loi fédérale sur l'organisation judiciaire, telle qu'amendée le 15 février 1992, la requérante a demandé la révision de l'arrêt rendu le 21 juin 1988 par le Tribunal fédéral des assurances. Par un arrêt du 24 mars 1994, ledit tribunal a annulé la décision attaquée et a octroyé à l'intéressée, à titre rétroactif, une pension d'invalidité (résolution DH (95) 95 du 7 juin 1995).

204. *Affaire Sigurður Sigurjónsson c. Islande, arrêt du 30 juin 1993 (série A n° 264)*

- La loi n° 61/1995, entrée en vigueur le 8 mars 1995, a supprimé l'exigence d'appartenir à un syndicat spécifique pour pouvoir exploiter une entreprise de taxi (résolution DH (95) 36 du 4 mai 1995).

205. *Affaire Massa c. Italie, arrêt du 24 août 1993 (série A n° 265-B)*

- Voir ci-dessus, n°s 185-186, affaires Giancarlo et Francesco Lombardo c. Italie (26 novembre 1992) (résolution DH (94) 32 du 4 mai 1994).

199. *Case of Kokkinakis v. Greece, judgment of 25 May 1993 (Series A no. 260-A)*

- In a circular letter of 3 August 1993 the Ministry of Justice drew the attention of the competent legal authorities to their obligations to interpret Greek law in conformity with the requirements of the judgment. Since 1994 there have been only two convictions for the proselytism of minors (Resolution DH (97) 576 of 15 December 1997).

200. *Case of Bunkate v. the Netherlands, judgment of 26 May 1993 (Series A no. 248-A)*

- See above, no. 183, case of Abdoella v. the Netherlands (25 November 1992) (Resolution DH (95) 92 of 7 June 1995).

201. *Case of Ruiz-Mateos v. Spain, judgment of 23 June 1993 (Series A no. 262)*

- The judgment was widely published in Spanish legal circles. Additional judicial positions were created in each *Audiencia Provincial*. Institutional Law No. 6/1998 of 9 June 1988 was enacted to alleviate the Constitutional Court's workload by establishing a summary procedure for the rejection of inadmissible *amparo* appeals (Resolution DH (94) 27 of 21 March 1994).

202. *Case of Hoffmann v. Austria, judgment of 23 June 1993 (Series A no. 255-C)*

- In a Decree of 23 December 1993 published in *Amtsblatt der österreichische Juristenzeitung* (1994/8), the Federal Ministry of Justice brought the judgment to the attention of the authorities concerned. The judgment was the object of an in-depth study by the Family Law Section of the Association of Austrian judges (Resolution DH (94) 44 of 9 June 1994).

203. *Case of Schuler-Zgraggen v. Switzerland, judgment of 24 June 1993 (Series A no. 263)*

- On 22 August 1992, the Federal Insurance Court changed its case-law so as to avoid discrimination in relation to the taking of evidence.

- Under Articles 139a and 141, paragraph 1 (c), of the Federal Act on the Organisation of the Judiciary, as amended on 15 February 1992, the applicant requested a revision of the Federal Insurance Court's judgment. In a judgment of 24 March 1994 the court quashed the former decision and awarded the applicant an invalidity pension with retroactive effect (Resolution DH (95) 95 of 7 June 1995).

204. *Case of Sigurður Sigurjónsson v. Iceland, judgment of 30 June 1993 (Series A no. 264)*

- Law no. 61/1995, which came into force on 8 March 1995, abolished the requirement that taxi drivers have to belong to a specified trade union in order to operate (Resolution DH (95) 36 of 4 May 1995).

205. *Case of Massa v. Italy, judgment of 24 August 1993 (Series A no. 265-B)*

- See above, nos. 185-186, cases of Giancarlo and Francesco Lombardo v. Italy (26 November 1992) (Resolution DH (94) 32 of 4 May 1994).

206. *Affaire Sekanina c. Autriche, arrêt du 25 août 1993 (série A n° 266-A)*

- Le ministère fédéral de la Justice a adressé aux présidents des cours d'appel et aux procureurs de la République auprès de celles-ci une circulaire contenant des recommandations au sujet de la motivation des décisions refusant une indemnité pour la détention provisoire subie (résolution DH (94) 49 du 9 juin 1994).

207. *Affaire Saïdi c. France, arrêt du 20 septembre 1993 (série A n° 261-C)*

- L'arrêt a été publié au Bulletin de la Cour de cassation en vue de sa diffusion au niveau national (résolution DH (94) 12 du 3 février 1994).

208. *Affaire Kremzow c. Autriche, arrêt du 21 septembre 1993 (série A n° 268-B)*

- L'arrêt a été transmis à la Cour suprême aux fins de l'informer des obligations lui incombant à la suite de l'arrêt (résolution DH (94) 11 du 3 février 1994).

209. *Affaire Dombo Beheer B.V. c. Pays-Bas, arrêt du 27 octobre 1993 (série A n° 274)*

- La loi du 3 décembre 1987, entrée en vigueur le 1^{er} avril 1988, a profondément modifié le droit de la preuve en matière civile. A présent, l'article 190 du code de procédure civile autorise les parties à témoigner dans leur propre cause (arrêt, p. 17, § 27, et résolution DH (94) 10 du 3 février 1994).

210. *Affaire Scopelliti c. Italie, arrêt du 23 novembre 1993 (série A n° 278)*

- Voir ci-dessus, n^{os} 103-105, affaires Zanghì, Brigandì et Santilli c. Italie (19 février 1991) (résolution DH (95) 89 du 7 juin 1995).

211. *Affaire Informationsverein Lentia et autres c. Autriche, arrêt du 24 novembre 1993 (série A n° 276)*

- La loi du 1^{er} janvier 1994 a libéralisé la radiophonie locale et régionale. Amendée le 1^{er} mai 1997, après une décision de la Cour constitutionnelle annulant certaines de ses dispositions, elle prévoit désormais que le droit de l'ÖRF d'émettre dans tout le pays est limité à quatre chaînes et que l'octroi des licences de radiodiffusion privée est confié à une nouvelle autorité : l'autorité régionale de la radio et du câble. La loi établit aussi un nouveau plan de répartition des fréquences.

- L'arrêt de la Cour constitutionnelle du 27 septembre 1995 a déclaré inconstitutionnelle la législation interdisant la retransmission active par câble et a conduit à l'adoption de la loi du 24 avril 1997 relative à la radiodiffusion par câble et par satellite. En vertu de cette loi, la radiodiffusion par satellite peut s'effectuer avec l'autorisation de l'autorité régionale. Ses décisions sont susceptibles de recours devant une commission composée pour partie de juges (résolution DH(98) 142 du 11 juin 1998).

206. *Case of Sekanina v. Austria, judgment of 25 August 1993 (Series A no. 266-A)*

- In a circular note addressed to the Presidents of the Courts of Appeal and the Public Prosecutors attached to the Courts of Appeal, the Federal Ministry of Justice made recommendations concerning the reasoning of decisions refusing payment of compensation for wrongful detention (Resolution DH (94) 49 of 9 June 1994).

207. *Case of Saïdi v. France, judgment of 20 September 1993 (Series A no. 261-C)*

- The judgment was published in the *Bulletin de la Cour de cassation* to ensure its dissemination at the national level (Resolution DH (94) 12 of 3 February 1994).

208. *Case of Kremzow v. Austria, judgment of 21 September 1993 (Series A no. 268-B)*

- The judgment was transmitted to the Supreme Court to draw its attention to the implications of this decision (Resolution DH (94) 11 of 3 February 1994).

209. *Case of Dombo Beheer B.V. v. the Netherlands, judgment of 27 October 1993 (Series A no. 274)*

- The Act of 3 December 1987, which came into force on 1 April 1988, amended extensively the law of evidence in civil proceedings. Article 190 of the Code of Civil Proceedings now authorises parties to give evidence on their own behalf (judgment, p. 17, § 27 and Resolution DH (94) 10 of 3 February 1994).

210. *Case of Scopelliti v. Italy, judgment of 23 November 1993 (Series A no. 278)*

- See above, nos. 103-105, cases of Zanghì, Brigandì and Santilli v. Italy (19 February 1991) (Resolution DH (95) 89 of 7 June 1995).

211. *Case of Informationsverein Lentia and Others v. Austria, judgment of 24 November 1993 (Series A no. 276)*

- The Regional Broadcasting Act of 1 January 1994 liberalised local and regional sound radio. The Act was amended on 1 May 1997, following a decision by the Constitutional Court annulling certain provisions of the law. It now provides that the right of the ÖRF to broadcast nation-wide is limited to a maximum of 4 programmes and that the issue of licences for private broadcasting is entrusted to a new authority, the Regional Radio and Cable Authority. A new frequency allocation plan is appended to this law.

- The judgment of the Constitutional Court of 27 September 1995 has declared unconstitutional the regulations forbidding active cable retransmission. It led to the adoption of the Cable and Satellite Broadcasting Act of 24 April 1997 which came into force on 1 July 1997. Under this Act, satellite broadcasting may take place with the authorisation of the Regional Radio and Cable Broadcasting Authority. Judicial control of its decisions lies with a Commission composed in part of judges (Resolution DH (98) 142 of 11 June 1998).

212. *Affaire Holm c. Suède, arrêt du 25 novembre 1993 (série A n° 279-A)*

- Un résumé en suédois de l'arrêt a été publié dans *Svenska Juristtidning*. Dans un projet de loi relatif au champ d'application des règles constitutionnelles sur la liberté d'expression (1997/98 :43, pp. 132-135), soumis au parlement en décembre 1997, le gouvernement conclut que, suite à l'incorporation de la Convention dans l'ordre juridique suédois, les règles générales relatives à la récusation des juges, contenues dans le Code de procédure judiciaire, sont également applicables aux jurés (résolution DH (98) 205 du 10 juillet 1998).

213. *Affaire Zander c. Suède, arrêt du 25 novembre 1993 (série A n° 279-B)*

- Voir ci-dessus, n^{os} 54-55, affaires Pudas et Bodén c. Suède (27 octobre 1987) (résolution DH (94) 28 du 21 mars 1994).

214. *Affaire Burghartz c. Suisse, arrêt du 22 février 1994 (série A n° 280-B)*

- Selon un amendement à l'article 177 a) de l'ordonnance sur l'état civil, entré en vigueur le 1^{er} juillet 1994, le fiancé peut aussi, après le mariage, conserver son nom, suivi du nom de famille, lorsque les fiancés ont choisi de porter le patronyme de la femme comme nom de famille. Le requérant a fait usage de la possibilité offerte par une disposition transitoire à cet amendement et porte aujourd'hui le nom Schnyder Burghartz (résolution DH (94) 61 du 21 septembre 1994).

215. *Affaire Raimondo c. Italie, arrêt du 22 février 1994 (série A n° 281-A)*

- Le ministère de la Justice a diffusé une traduction italienne de l'arrêt aux autorités concernées (résolution DH (96) 468 du 13 septembre 1996).

216. *Affaire Fredin c. Suède (n° 2), arrêt du 23 février 1994 (série A n° 283-A)*

- Suite à l'incorporation de la Convention en droit suédois à partir du 1^{er} janvier 1995, la Cour administrative suprême a adapté à la jurisprudence de la Cour sa pratique concernant la tenue d'audiences. La loi de 1988 relative à la révision judiciaire de certaines décisions administratives a été modifiée en avril 1995 de telle manière que, dorénavant, seules les décisions du gouvernement seront révisées par la Cour administrative suprême, celles des autres autorités le seront par les cours d'appel administratives (résolution DH (95) 94 du 7 juin 1995).

217. *Affaire Muti c. Italie, arrêt du 23 mars 1994 (série A n° 281-C)*

- Voir ci-dessus, n^{os} 185-186, affaires Giancarlo et Francesco Lombardo c. Italie (26 novembre 1992) (résolution DH (94) 78 du 19 octobre 1994).

218. *Affaire Silva Pontes c. Portugal, arrêt du 23 mars 1994 (série A n° 286-A)*

- Une loi du 20 août 1992, assortie de son décret d'application du 15 septembre 1993, et le décret-loi du 17 juin 1994 réorganisent le système judiciaire en vue de faire face à la surcharge de travail des juridictions et d'accélérer l'examen des affaires (résolution DH (94) 79 du 19 octobre 1994).

212. *Case of Holm v. Sweden, judgment of 25 November 1993 (Series A no. 279-A)*

- A summary in Swedish of the judgment has been published in *Svenska Juristtidning*. In a bill concerning the scope of constitutional rules on freedom of expression (1997/98: 43, pp. 132-135), tabled with Parliament in December 1997, the Government concluded that, following the incorporation of the Convention into Swedish legal order, the general rules on disqualification of judges in the Code of Judicial Procedure would also apply to jurors (Resolution DH (98) 205 of 10 July 1998).

213. *Case of Zander v. Sweden, judgment of 25 November 1993 (Series A no. 279-B)*

- See above, nos. 54-55, cases of Pudas and Bodén v. Sweden (27 October 1987) (Resolution DH (94) 28 of 21 March 1994).

214. *Case of Burghartz v. Switzerland, judgment of 22 February 1994 (Series A no. 280-B)*

- According to an amendment of section 177 (a) of the Civil Status Ordinance, which came into force on 1 July 1994, a fiancé may retain his name followed by the family name when both fiancés have chosen to bear the name of the wife as the family name after marriage. Under the transitional provisions of this amendment the applicant chose to change his name to Schnyder Burghartz (Resolution DH (94) 61 of 21 September 1994).

215. *Case of Raimondo v. Italy, judgment of 22 February 1994 (Series A no. 281-A)*

- The Ministry of Justice distributed an Italian translation of the judgment to the authorities concerned (Resolution DH (96) 468 of 13 September 1996).

216. *Case of Fredin v. Sweden (no. 2), judgment of 23 February 1994 (Series A no. 283-A)*

- Following the incorporation of the Convention into Swedish law on 1 January 1995, the Supreme Administrative Court changed its practice with regard to the holding of oral hearings in line with the jurisprudence of the Court. The Act of 1988 on judicial review of certain administrative decisions was amended in April 1995. Henceforth, the Supreme Administrative Court will review only those decisions taken by the government, while those taken by other authorities will be reviewed by administrative courts of appeal (Resolution DH (95) 94 of 7 June 1995).

217. *Case of Muti v. Italy, judgment of 23 March 1994 (Series A no. 281-C)*

- See above, nos. 185-186, cases of Giancarlo and Francesco Lombardo v. Italy (26 November 1992) (Resolution DH (94) 78 of 19 October 1994).

218. *Case of Silva Pontes v. Portugal, judgment of 23 March 1994 (Series A no. 286-A)*

- An Act of 20 August 1992, as implemented by a decree of 15 September 1993, and the legislative decree of 17 June 1994, reorganised the court system to deal effectively with the courts' workload and speed up the examination of cases (Resolution DH (94) 79 of 19 October 1994).

219. *Affaire Van de Hurk c. Pays-Bas, arrêt du 19 avril 1994 (série A n° 288)*

- Un nouveau code administratif général, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1994, a remplacé la loi de 1954 sur la justice administrative en matière économique. Il ne contient pas de dispositions semblables à l'article 74 de cette loi, habilitant une autorité administrative à porter atteinte à l'autorité de chose jugée d'un arrêt (résolution DH (94) 63 du 21 septembre 1994).

220. *Affaire Vallée c. France, arrêt du 26 avril 1994 (série A n° 289-A)*

- Un décret (n° 93-906) du 12 juillet 1993 précise les conditions d'exercice par le fonds d'indemnisation des hémophiles et des transfusés contaminés par le SIDA de l'action subrogative devant les juridictions civiles, ainsi que les modalités de coordination et collaboration entre celles-ci et le fonds afin d'accélérer la procédure (résolution DH (95) 7 du 11 janvier 1995).

221. *Affaire De Moor c. Belgique, arrêt du 23 juin 1994 (série A n° 292-A)*

- La loi du 19 novembre 1992 a modifié l'article 432 du code judiciaire, lequel exige désormais que tout refus d'inscription sur la liste des avocats soit motivé. Une telle décision est susceptible de recours devant le conseil de discipline d'appel, puis en cassation. Les audiences devant le conseil de l'Ordre en matière disciplinaire sont publiques (résolution DH (94) 80 du 19 octobre 1994).

222. *Affaire Karlheinz Schmidt c. Allemagne, arrêt du 18 juillet 1994 (série A n° 291-B)*

- Les autorités concernées du *Land* de Bade-Wurtemberg et celles de la Bavière et de la Saxe, les deux autres *Länder* dotés d'une réglementation similaire, n'ont plus demandé le paiement de la contribution de sapeur-pompier. Par la suite, la Cour constitutionnelle fédérale a déclaré, dans son arrêt du 24 janvier 1995 (1 BvL 18/93 u.a.; EuGRZ 1995, 410), que les réglementations n'imposant qu'aux hommes l'obligation d'effectuer un service de sapeur-pompier ou de payer à la place une contribution constituaient une discrimination fondée sur le sexe, et les a annulées (résolution DH (96) 100 du 22 mars 1996).

223. *Affaire Vendittelli c. Italie, arrêt du 18 juillet 1994 (série A n° 293-A)*

- Le ministère de la Justice a envoyé une circulaire à toutes les juridictions en attirant leur attention sur la nécessité de libérer les biens sous séquestre judiciaire dès que cette mesure n'est plus nécessaire dans l'intérêt de la procédure (résolution DH (95) 90 du 7 juin 1995).

224. *Affaire Karakaya c. France, arrêt du 26 août 1994 (série A n° 289-B)*

- Voir ci-dessus, n° 220, affaire Vallée c. France (26 avril 1994) (résolution DH (95) 6 du 11 janvier 1995).

225. *Affaire Hentrich c. France, arrêt du 22 septembre 1994 (série A n° 296-A)*

- L'administration fiscale n'a plus exercé son droit de préemption à partir de juin 1997 (résolution DH (98) 86 du 22 avril 1998).

219. *Case of Van de Hurk v. the Netherlands, judgment of 19 April 1994 (Series A no. 288)*

- A new General Administrative Code came into force on 1 January 1994 to replace the Industrial Appeals Act of 1954. There are no provisions in the new Code similar to section 74 in the former Act which had empowered an executive authority to interfere with the binding force of a judgment (Resolution DH (94) 63 of 21 September 1994).

220. *Case of Vallée v. France, judgment of 26 April 1994 (Series A no. 289-A)*

- Decree no. 93-906 of 12 July 1993 lays down the conditions in which the compensation fund for haemophiliacs and transfusion patients infected by AIDS may exercise its subrogation rights in civil proceedings. It also sets out practical arrangements to aid co-ordination between the courts and the fund to accelerate the compensation procedure (Resolution DH (95) 7 of 11 January 1995).

221. *Case of De Moor v. Belgium, judgment of 23 June 1994 (Series A no. 292-A)*

- The Act of 19 November 1992 amended Article 432 of the Judicial Code by requiring that any rejection of an application for enrolment on the list of pupil advocates has to state reasons. An appeal lies from such a decision to the Disciplinary Appeals Board and then to the Court of Cassation. Henceforth, hearings before the Bar Council in disciplinary matters will be public (Resolution DH (94) 80 of 19 October 1994).

222. *Case of Karlheinz Schmidt v. Germany, judgment of 18 July 1994 (Series A no. 291-B)*

- The relevant authorities of the *Land* of Bad-Wurtemberg and of two other *Länder* with similiar regulations (Bavaria and Saxony) stopped requesting the payment of fire-service levies. Subsequently, in its judgment of 24 January 1995 (1 BvL 18/93 u.a; EuGRZ 1995, 410), the Federal Constitutional Court held that the regulations which imposed only on men the duty of doing fire service or paying a levy in lieu were discriminatory and annulled them (Resolution DH (96) 100 of 22 March 1996).

223. *Case of Vendittelli v. Italy, judgment of 18 July 1994 (Series A no. 293-A)*

- The Ministry of Justice sent a circular letter to all courts drawing their attention to the necessity to release goods from court-ordered sequestration as soon as the sequestration is not required in the interests of the proceedings (Resolution DH (95) 90 of 7 June 1995).

224. *Case of Karakaya v. France, judgment of 26 August 1994 (Series A no. 289-B)*

- See above, no. 220, case of Vallée v. France (26 April 1994) (Resolution DH (95) 6 of 11 January 1995).

225. *Case of Hentrich v. France, judgment of 22 September 1994 (Series A no. 296-A)*

- The Revenue has not exercised its right of pre-emption since June 1997 (Resolution DH (98) 86 of 22 April 1998).

226-227. *Affaires Lala et Pelladoah c. Pays-Bas, arrêts du 22 septembre 1994 (série A n^{os} 297-A et B)*

- La Cour suprême a changé la jurisprudence en cause (notamment par un arrêt du 10 janvier 1995) de façon à admettre qu'un accusé absent, alors qu'il a été cité à comparaître, a le droit de se faire représenter par son avocat même s'il ne justifie pas son absence (résolutions DH (95) 240 et 241 du 19 octobre 1995).

228. *Affaire Jersild c. Danemark, arrêt du 23 septembre 1994 (série A n^o 298)*

- La Cour suprême, dans un arrêt du 28 octobre 1994 acquittant un journaliste accusé d'ingérence dans la vie privée d'un ministre, s'est référée à l'arrêt de la Cour. Cette affaire n'est qu'un exemple des nombreux arrêts de la Cour suprême et des cours d'appel s'inspirant de cette jurisprudence.

- La Cour spéciale de révision a autorisé, le 24 janvier 1995, la réouverture de la procédure dirigée contre M. Jersild et autres (résolution DH (95) 212 du 11 septembre 1995).

229. *Affaire Hokkanen c. Finlande, arrêt du 23 septembre 1994 (série A n^o 299-A)*

- Une loi entrée en vigueur en décembre 1996 porte amendement à la législation litigieuse concernant l'exécution des décisions relatives à la garde des enfants et au droit de visite. En outre, l'arrêt a été communiqué aux ministères de la Justice et des Affaires Sociales et de la Santé. Ce dernier ministère a organisé en mars 1996 un séminaire sur la garde, le droit de visite et la protection des enfants pour 150 travailleurs sociaux où l'accent a été mis sur l'affaire (résolution DH (96) 608 du 15 novembre 1996).

230. *Affaire Kroon et autres c. Pays Bas, arrêt du 27 octobre 1994 (série A n^o 297-C)*

- Une loi du 24 décembre 1997, entrée en vigueur le 1^{er} avril 1998, a modifié le titre du code civil concernant les droits parentaux. Si la présomption de paternité subsiste en faveur du mari de la mère de l'enfant, la procédure en désaveu de paternité peut être intentée par le mari, par la mère ou par l'enfant. Le père biologique peut ensuite faire établir sa paternité par sa reconnaissance de l'enfant ou par une action en justice (résolution DH (98) 148 du 11 juin 1998).

231. *Affaire Demai c. France, arrêt du 28 octobre 1994 (série A n^o 289-C)*

- Voir ci-dessus, n^o 220, affaire Vallée c. France (26 avril 1994) (résolution DH (95) 5 du 11 janvier 1995).

232-233. *Affaires Boner et Maxwell c. Royaume-Uni, arrêts du 28 octobre 1994 (série A n^{os} 300-B et C)*

- L'ancien régime écossais d'appel et d'aide judiciaire en matière pénale a été remplacé par un nouveau système, introduit par la loi de 1995 sur la justice pénale (Ecosse), dont les dispositions comme celles de la loi de 1975 ont été intégrées au code de procédure pénale (Ecosse) de 1995, entré en vigueur le 1^{er} avril 1996 (résolutions DH (96) 155 et 156 du 15 mai 1996).

226-227. *Cases of Lala and Pelladoah v. the Netherlands, judgments of 22 September 1994 (Series A nos. 297-A and B)*

- The Supreme Court reversed the case-law in question (in particular in a judgment of 10 January 1995) to allow an accused who is absent from a hearing to which he has been summoned to be represented by counsel even if the absence is not justified (Resolutions DH (95) 240 and 241 of 19 October 1995).

228. *Case of Jersild v. Denmark, judgment of 23 September 1994 (Series A no. 298)*

- In a decision of 28 October 1994 the Supreme Court referred to the judgment of the European Court in acquitting a journalist who was charged with invasion of privacy in relation to a minister. This judgment is one of a number in which the Supreme Court and the Appeal Courts applied the jurisprudence of the European Court.

- On 24 January 1995 the Special Court of Review gave leave for the case against Mr Jersild and others to be reopened (Resolution DH (95) 212 of 11 September 1995).

229. *Case of Hokkanen v. Finland, judgment of 23 September 1994 (Series A no. 299-A)*

- In December 1996 a law came into force which amended the relevant legislation concerning the execution of custody and access orders. The judgment was communicated to the Ministries of Justice and Social Affairs and Health. In March 1996 the latter organised a seminar on custody and access rights and the protection of children for 150 social workers in which the case was highlighted (Resolution DH (96) 608 of 15 November 1996).

230. *Case of Kroon and Others v. the Netherlands, judgment of 27 October 1994 (Series A no 297-C)*

- A law of 24 December 1997, which entered into force on 1 April 1998, amended the Title of the Civil Code concerning parental rights. While the presumption of paternity remains in favour of the husband of the child's mother, proceedings to contest the paternity may be instituted by him or by the mother or the child. The biological father's paternity can then be established by his recognition of the child or by judicial proceedings (Resolution DH (98) 148 of 11 June 1998).

231. *Case of Demai v. France, judgment of 28 October 1994 (Series A no. 289-C)*

- See above, no. 220, case of Vallée v. France (26 April 1994) (Resolution DH (95) 5 of 11 January 1995).

232-233. *Cases of Boner and Maxwell v. the United Kingdom, judgments of 28 October 1994 (Series A nos. 300-B and C)*

- The former Scottish system of appeal and legal aid in criminal cases was replaced by a new system established under the Criminal Justice (Scotland) Act 1995. Its provisions and those of the Criminal Procedure (Scotland) Act 1975 were consolidated into the Criminal Procedure (Scotland) Act 1995, which came into force on 1 April 1996 (Resolutions DH (96) 155 and 156 of 15 May 1996).

234. *Affaire Beaumartin c. France, arrêt du 24 novembre 1994 (série A n° 296-B)*

- Par un arrêt du 29 juin 1990, le Conseil d'Etat (en assemblée plénière) a abandonné la pratique du renvoi préjudiciel au ministre des Affaires étrangères pour interprétation d'une convention internationale. En outre, une réforme du contentieux administratif a été engagée dès le 31 décembre 1987 pour faire face aux problèmes d'engorgement du Conseil d'Etat. La loi du 8 février 1995 transfère à cinq cours administratives d'appel l'essentiel des compétences du Conseil d'Etat. Enfin, la loi du 6 février 1995 (loi quinquennale sur la justice) prévoit le recrutement de 180 magistrats et la création de 200 postes au greffe des juridictions administratives (résolution DH (95) 254 du 20 novembre 1995).

235. *Affaire Les saints monastères c. Grèce, arrêt du 9 décembre 1994 (série A n° 301-A)*

- Les lois n°s 1811/1988 et 1700/1987 ont été amendées par la loi n° 2413/96, promulguée et publiée au *Journal officiel* le 17 juin 1996. En vertu de l'article 55 de cette loi, les monastères non parties à la Convention du 11 mai 1988 ont le droit de saisir les juridictions grecques en défense de leurs droits et intérêts, en invoquant des dispositions légales et des moyens de preuve à leur disposition avant la publication des lois amendées. Tout acte administratif antérieur relatif aux monastères intéressés est considéré comme nul et non avenu (arrêt du 1^{er} septembre 1997 sur l'application de l'article 50, *Recueil* 1997-V, § 6, et résolution DH (97) 577 du 15 décembre 1997).

236-237. *Affaires Ruiz Torija et Hiro Balani c. Espagne, arrêts du 9 décembre 1994 (série A n°s 303-A et B)*

- Une traduction espagnole des arrêts a été publiée dans le *Boletín de Jurisprudencia Constitucional* et dans d'autres revues juridiques. Vu le statut de la Convention et de la jurisprudence

de la Cour en droit espagnol, les tribunaux doivent adapter leur pratique à la jurisprudence se dégageant de cet arrêt (résolutions DH (95) 251 et 253 du 20 novembre 1995).

238. *Affaire López Ostra c. Espagne, arrêt du 9 décembre 1994 (série A n° 303-C)*

- Voir ci-dessus, n°s 236-237, affaires Ruiz Torija et Hiro Balani c. Espagne (9 décembre 1994). Vu le statut de la Convention et de la jurisprudence de la Cour en droit espagnol, les tribunaux administratifs compétents et les autorités municipales doivent adapter leurs pratiques à l'arrêt en ce qui concerne le contrôle des nuisances causées aux citoyens par des stations d'épuration (résolution DH (95) 252 du 20 novembre 1995).

239. *Affaire Schouten et Meldrum c. Pays-Bas, arrêt du 9 décembre 1994 (série A n° 304)*

- Le nouveau code administratif général (*Algemene Wet Bestuursrecht*), entré en vigueur le 1^{er} janvier 1994, prévoit de nouvelles règles de procédure administrative et, notamment, un recours au tribunal d'arrondissement contre les décisions d'une association professionnelle concernant des cotisations à un régime de sécurité sociale. Un appel est possible devant la Commission centrale de recours (résolution DH (96) 21 du 9 février 1996).

240. *Affaire Vereniging Weekblad Bluf! c. Pays-Bas, arrêt du 2 février 1995 (série A n° 306-A)*

- Une traduction néerlandaise de l'arrêt a été publiée dans le *Nederlands Juristenblad* (année 70 (1995), pp. 207-208) (résolution DH (96) 101 du 22 mars 1996).

234. *Case of Beaumartin v. France, judgment of 24 November 1994 (Series A no. 296-B)*

- In a judgment of 29 June 1990 a plenary session of the *Conseil d'Etat* abandoned its practice of making a preliminary reference to the Minister of Foreign Affairs on questions of interpretation of international treaties. Furthermore, a reform of administrative procedure was adopted on 31 December 1987 to deal with problems resulting from the excessive workload in the *Conseil d'Etat*. The Act of 8 February 1995 transferred the key areas of jurisdiction of the *Conseil d'Etat* to five administrative courts of appeal. The Act of 6 February 1995 (*loi quinquennale sur la justice*) provides for the recruitment of 180 magistrates and the creation of 200 posts within the registries of administrative courts (Resolution DH (95) 254 of 20 November 1995).

235. *Case of the Holy Monasteries v. Greece, judgment of 9 December 1994 (Series A no. 301-A)*

- Laws nos. 1811/1988 and 1700/1987 were amended by Law no. 2413/96 as published in Official Gazette of 17 June 1996. Article 55 of this law provides that monasteries not party to the agreement of 11 May 1988 may refer to Greek Courts in defence of their rights and interests, invoking the legal provisions and adducing evidence available to them before the publication of the amended laws. All prior administrative acts relating to the monasteries concerned are considered null and void (judgment of 1 September 1997, on the application of Article 50, *Reports* 1997-V, § 6, and Resolution DH (97) 577 of 15 December 1997).

236-237. *Cases of Ruiz Torija and Hiro Balani v. Spain, judgments of 9 December 1994 (Series A nos. 303-A and B)*

- A Spanish translation of the judgments was published in the *Boletín de Jurisprudencia Constitucional* and in other legal periodicals. In view of the status of the Convention and the Court's case-law in Spanish law, the tribunals will have to adapt their practice to the jurisprudence in this case (Resolutions DH (95) 251 and 253 of 20 November 1995).

238. *Case of López Ostra v. Spain, judgment of 9 December 1994 (Series A no. 303-C)*

- See above, nos. 236-237, cases of Ruiz Torija and Hiro Balani v. Spain (9 December 1994). In view of the status of the Convention and the Court's case-law in Spanish law, the competent administrative tribunals and municipal authorities will have to adapt their practices concerning the control of nuisance caused to citizens by waste-treatment plants (Resolution DH (95) 252 of 20 November 1995).

239. *Case of Schouten and Meldrum v. the Netherlands, judgment of 9 December 1994 (Series A no. 304)*

- The new General Administrative Code (*Algemene Wet Bestuursrecht*), which came into force on 1 January 1994, provides new rules of procedure for administrative proceedings and, in particular, a right of appeal to the Regional Court against decisions of occupational associations concerning social security contributions. An appeal lies to the Central Appeals Tribunal (Resolution DH (96) 21 of 9 February 1996).

240. *Case of Vereniging Weekblad Bluf! v. the Netherlands, judgment of 2 February 1995 (Series A no. 306-A)*

- A Dutch translation of the judgment was published in *Nederlands Juristenblad* (year 70 (1995), pp. 207-208) (Resolution DH (96) 101 of 22 March 1996).

241. *Affaire Welch c. Royaume-Uni, arrêt du 9 février 1995 (série A n° 307-A)*

- La loi de 1986 (*Drug Trafficking Offences Act 1986*) a été remplacée par une nouvelle loi, de 1994, la *Drug Trafficking Act 1994*, entrée en vigueur le 3 février 1995. Dorénavant, une ordonnance de confiscation ne sera plus prononcée dans tous les cas, mais seulement à la demande du procureur ou par le tribunal d'office.

- L'ordonnance de confiscation contre le requérant n'a été et ne sera pas exécutée, la saisie-conservatoire de ses biens par la *High Court* du 31 juillet 1987 a été annulée et les sommes saisies restituées (résolution DH (97) 222 du 15 mai 1997).

242. *Affaire Allenet de Ribemont c. France, arrêt du 10 février 1995 (série A n° 308)*

- Une loi du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale - adoptée avant l'arrêt de la Cour - prévoit en son article 47, titre V, que le juge peut constater une atteinte à la présomption d'innocence en cours de procédure et ordonner une mesure de rectification. En outre, l'arrêt a été publié dans le Bulletin d'information de la Cour de cassation (résolution DH (95) 247 du 19 octobre 1995).

243. *Affaire McMichael c. Royaume-Uni, arrêt du 24 février 1995 (série A n° 307-B)*

- Le *Children's Hearings (Scotland) Rules 1996*, entré en vigueur le 1^{er} avril 1997, prévoit la communication des pièces du dossier non seulement au président et aux membres de la commission de l'enfance, mais aussi aux parents et à toute personne intéressée (résolution DH (97) 508 du 29 octobre 1997).

244. *Affaire Quinn c. France, arrêt du 22 mars 1995 (série A n° 311)*

- Un résumé de l'arrêt a été publié dans le Bulletin d'information de la Cour de cassation (n° 413 du 15 juillet 1995). En outre, l'arrêt a été distribué aux procureurs généraux, présidents des cours d'appel et autorités pénitentiaires, accompagné d'une circulaire du ministère de la Justice (résolution DH (97) 575 du 15 décembre 1997).

245. *Affaire Fischer c. Autriche, arrêt du 26 avril 1995 (série A n° 312)*

- La loi du 13 août 1997 portant modification de la loi relative au tribunal administratif est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1997. Désormais, le tribunal administratif peut décider de ne pas tenir une audience, nonobstant la demande d'une partie, mais seulement si cela n'est pas contraire à l'article 6 de la Convention (résolution DH (98) 85 du 22 avril 1998).

246. *Affaire Paccione c. Italie, arrêt du 27 avril 1995 (série A n° 315-A)*

- Voir ci-dessus, n^{os} 185-186, affaires Giancarlo et Francesco Lombardo c. Italie (26 novembre 1992) (résolution DH (95) 85 du 7 juin 1995).

241. *Case of Welch v. the United Kingdom, judgment of 9 February 1995 (Series A no. 307-A)*

- The Drug Trafficking Offences Act of 1986 was replaced by a new law, the Drug Trafficking Act 1994, which came into force on 3 February 1995. Under this new law a confiscation order is no longer mandatory in all cases. Instead, confiscation is only pursued following a request by the prosecutor or where the court decides to proceed of its own motion.

- The confiscation order imposed on the applicant has not been and will not be enforced. The restraint order made by the High Court on 31 July 1987 was fully discharged and the money returned (Resolution DH (97) 222 of 15 May 1997).

242. *Case of Allenet de Ribemont v. France, judgment of 10 February 1995 (Series A no. 308)*

- An Act of 4 January 1993 reforming criminal procedure, which was passed before the Court's judgment was delivered, provides in Part V, Section 47, that the courts may rule that there has been a breach of the principle of the presumption of innocence during the course of proceedings and order a rectifying measure. Furthermore, the judgment was published in the *Bulletin d'information de la Cour de cassation* (Resolution DH (95) 247 of 19 October 1995).

243. *Case of McMichael v. the United Kingdom, judgment of 24 February 1995 (Series A no. 307-B)*

- On 1 April 1997 the Children's Hearings (Scotland) Rules 1996 came into force. It provides that any information or document in the file shall be made available to the parents of the child and concerned persons, as well as to the chairman and members of the Children's Hearing Board (Resolution DH (97) 508 of 29 October 1997).

244. *Case of Quinn v. France, judgment of 22 March 1995 (Series A no. 311)*

- A summary of the Court's judgment was published in the *Bulletin d'information de la Cour de cassation* (no. 413, of 15 July 1995). The judgment was distributed, together with a circular letter from the Ministry of Justice, to the Public Prosecutors and the First Presidents of the Courts of Appeal as well as to the prison authorities (Resolution DH (97) 575 of 15 December 1997).

245. *Case of Fischer v. Austria, judgment of 26 April 1998 (Series A no. 312)*

- The Amended Administrative Court Act of 13 August 1997 entered into force on 1 September 1997. The Administrative Court may now decide not to hold a hearing, notwithstanding a party's application, only when this would not be contrary to Article 6 of the Convention (Resolution DH (98) 85 of 22 April 1998).

246. *Case of Paccione v. Italy, judgment of 27 April 1995 (Series A no. 315-A)*

- See above, nos. 185-186, cases of Giancarlo and Francesco Lombardo v. Italy (26 November 1992) (Resolution DH (95) 85 of 7 June 1995).

247.-248. *Affaires Yağcı et Sargin et Mansur c. Turquie, arrêts du 8 juin 1995 (série A n^{os} 319 A et B)*

- L'article 110 du code de procédure pénale, tel qu'amendé par la loi 3842, entrée en vigueur le 1^{er} décembre 1992, prévoit pour la détention provisoire une durée maximum de deux ans si la peine maximale prévue par la loi est inférieure à sept ans d'emprisonnement. Si elle est supérieure, la détention provisoire peut être prolongée en fonction des circonstances de l'affaire (résolutions DH (96) 22 et 23 du 9 février 1996).

- La législation concernant les délits de propagande communiste, qui constituaient les principaux chefs d'accusation contre les requérants dans cette affaire, a été abrogée par la loi n° 3713, entrée en vigueur le 12 avril 1991 (résolution DH (96) 23 du 9 février 1996, affaire Yağcı et Sargin).

249. *Affaire Jamil c. France, arrêt du 8 juin 1995 (série A n° 317-B)*

- L'arrêt a été publié dans le Bulletin d'information de la Cour de cassation (résolution DH (96) 675 du 15 novembre 1996).

250. *Affaire Tolstoy Miloslavsky c. Royaume-Uni, arrêt du 13 juillet 1995 (série A n° 316 B)*

- Selon la loi de 1990 sur les juridictions et les services juridiques, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1991, la cour d'appel a le pouvoir de substituer sa propre appréciation des dommages-intérêts à celle d'un jury (arrêt, §§ 27-28, et résolution DH (96) 20 du 9 février 1996).

251. *Affaire Nasri c. France, arrêt du 13 juillet 1995 (série A n° 320-B)*

- Voir ci-dessus, n° 171, affaire Beldjoudi c. France (26 mars 1992). Les autorités françaises se sont engagées à ne pas exécuter l'arrêté d'expulsion à l'encontre du requérant (résolution DH (96) 86 du 9 février 1996).

252. *Affaire Kampanis c. Grèce, arrêt du 13 juillet 1995 (série A n° 318-B)*

- Afin d'éviter le risque de répétition de la violation constatée dans cette affaire, l'article 287 du code de procédure pénale a été modifié par la loi n° 2298/95 (J.O. 62 du 4 avril 1995), qui prévoit la citation à comparaître obligatoire du détenu aux fins d'être entendu par la chambre d'accusation, avant qu'elle ne statue sur la prolongation de la détention provisoire (résolution DH (96) 367 du 25 juin 1996).

253. *Affaire Kerojärvi c. Finlande, arrêt du 19 juillet 1995 (série A n° 322)*

- Le tribunal des assurances (*vakuutusoiikos-försäkringsdomstolen*) a adopté le 30 octobre 1995 de nouvelles règles de procédure selon lesquelles tout demandeur a le droit de commenter les avis du fonds d'indemnisation (*tapaturmavirasto-olycksfallverket*). Par ailleurs, le demandeur sera informé de tout dossier complémentaire réuni d'office par le tribunal des assurances (résolution DH (96) 607 du 15 novembre 1996).

254. *Affaire Vogt c. Allemagne, arrêt du 26 septembre 1995 (série A n° 323)*

- Le ministère fédéral de l'Intérieur a transmis l'arrêt aux gouvernements des *Länder* ; il était cependant de l'avis qu'on ne pouvait pas rouvrir d'anciennes procédures sur cette base. La traduction allemande de l'arrêt est parue dans la *Europäische Grundrechte Zeitung* 1995 (résolution DH (97) 12 du 28 janvier 1997).

247-248. *Cases of Yağci and Sargin and Mansur v. Turkey, judgments of 8 June 1995 (Series A no. 319-A and B)*

- Article 110 of the Code of Criminal Procedure, as amended by Law no. 3842, which came into force on 1 December 1992, provides that detention pending trial shall not exceed two years if the maximum sentence laid down by law is less than seven years' imprisonment. If the maximum sentence laid down by law is greater, detention pending trial may be continued if the circumstances of the case so warrant (Resolutions DH (96) 22 and 23 of 9 February 1996).

- The legislation making it an offence to disseminate communist propaganda, the main charge against the applicants in the case, was repealed by Law no. 3713 which came into force on 12 April 1991 (Resolution DH (96) 23 of 9 February 1996, case of Yağci and Sargin).

249. *Case of Jamil v. France, judgment of 8 June 1995 (Series A no. 317-B)*

- The judgment was published in the *Bulletin d'information de la Cour de cassation* (Resolution DH (96) 675 of 15 November 1996).

250. *Case of Tolstoy Miloslavsky v. the United Kingdom, judgment of 13 July 1995 (Series A no. 316-B)*

- Under the Courts and Legal Services Act 1990, which came into force on 1 January 1991, the Court of Appeal has the power to substitute its own assessment of damages for that of the jury (judgment, §§ 27-28, and Resolution DH (96) 20 of 9 February 1996).

251. *Case of Nasri v. France, judgment of 13 July 1995 (Series A no. 320-B)*

- See above, no. 171, case of Beldjoudi v. France (26 March 1992). The French authorities have undertaken not to enforce the deportation order against the applicant (Resolution DH (96) 86 of 9 February 1996).

252. *Case of Kampanis v. Greece, judgment of 13 July 1995 (Series A no. 318-B)*

- In order to avoid a repetition of the violation found in this case, Article 287 of the Code of Criminal Procedure was amended by Law no. 2298/95 (Official Gazette no. 62 of 4 April 1995). It provides that an accused has to be summoned to appear at a hearing before the Indictment Division before a decision regarding continued detention pending trial is taken (Resolution DH (96) 367 of 25 June 1996).

253. *Case of Kerojärvi v. Finland, judgment of 19 July 1995 (Series A no. 322)*

- On 30 October 1995 the Insurance Court (*vakuutusosikok-försäkringsdomstolen*) adopted new procedural rules enabling applicants to make observations on the opinion of the State Office for Accident Compensation (*tapaturmavirasto-olycksfallverket*). In addition, applicants are to be informed whenever the Insurance Court opens any additional files of its own motion (Resolution DH (96) 607 of 15 November 1996).

254. *Case of Vogt v. Germany, judgment of 26 September 1995 (Series A no. 323)*

- The Federal Ministry of the Interior transmitted the judgment to the *Länder* authorities. However, it was of the opinion that it would be impossible to reopen old dismissal procedures on the basis of the judgment. A German translation of the judgment was published in the *Europäische Grundrechte Zeitung* 1995 (Resolution DH (97) 12 of 28 January 1997).

255. *Affaire Diennet c. France, arrêt du 26 septembre 1995 (série A n° 325-A)*

- Les articles 13, 15 et 26 du décret n° 48-1671 du 26 octobre 1948 ont été modifiés par le décret n° 93-181 du 5 février 1993. Désormais, les audiences devant un organe de l'Ordre des médecins, se prononçant en matière disciplinaire, sont publiques, le président pouvant cependant, d'office, à la demande d'une des parties ou du plaignant, interdire l'accès du public à la salle ; les décisions sont aussi publiques. Enfin, dans son arrêt du 14 février 1996 dans l'affaire Maubleu, le Conseil d'Etat a accepté l'applicabilité de l'article 6 aux juridictions disciplinaires ordinaires (résolution DH (97) 352 du 11 juillet 1997).

256. *Affaire Scollo c. Italie, arrêt du 28 septembre 1995 (série A n° 315-C)*

- Dans une circulaire du 27 septembre 1996, le ministère de l'Intérieur invite tous les préfets de la République à se conformer à l'arrêt de la Cour, en assurant, si nécessaire avec le concours de la force publique, l'exécution des ordres judiciaires d'expulsion d'un appartement. Par ailleurs, un projet de loi prévoit des amendements substantiels à la législation relative à l'exécution forcée des ordres d'expulsion des tribunaux (résolution DH (97) 503 du 29 octobre 1997).

257. *Affaire Procola c. Luxembourg, arrêt du 28 septembre 1995 (série A n° 326)*

- La loi du 27 octobre 1995 (*Mémorial* n° A 89, p. 2060), modifiant la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat, ajoute à l'article 22 un alinéa 3 nouveau interdisant aux membres du Comité du contentieux de siéger dans des affaires relatives à l'application de normes discutées lors des délibérations du Conseil d'Etat auxquelles ils ont pris part. A partir du 15 juillet 1996, cette loi intérimaire sera remplacée par une loi définitive rédigée dans le même esprit (résolution DH (96) 19 du 9 février 1996).

258-262. *Affaires Palaoro, Pfarmer, Pramstaller, Schmautzer et Umlauf c. Autriche, arrêts du 23 octobre 1995 (série A n°s 328-A et B, 329-A, B et C)*

- Les problèmes de caractère général soulevés par l'arrêt de la Cour dans ces affaires ont été résolus par la mise en place de chambres administratives indépendantes (*Unabhängige Verwaltungssenate*), suite à un amendement à la Constitution fédérale de 1929, adopté le 29 novembre 1988 (*Bundesgesetzblatt* no. 685/1988). Les chambres ont commencé à fonctionner le 1^{er} janvier 1991. Le code de procédure générale administrative et le code de procédure pénale administrative ont été amendés en conséquence le 19 janvier 1991 (*Bundesgesetzblatt* no. 52/1991) (résolutions DH (96) 150 à 154 du 15 mai 1996).

263. *Affaire Gradinger c. Autriche, arrêt du 23 octobre 1995 (série A n° 328-C)*

- Voir ci-dessus n°s 258-262, affaires Palaoro, Pfarmer, etc. c. Autriche (23 octobre 1995). La Cour constitutionnelle a rendu le 5 décembre 1996 un arrêt annulant l'article 99 § 6 c) du code de la route. Depuis le 22 janvier 1997, les autorités administratives n'ont plus compétence pour examiner les affaires qui relèvent aussi des tribunaux pénaux, ce qui empêchera qu'une personne soit jugée deux fois pour les mêmes faits (résolution DH (97) 301 du 29 octobre 1997).

264. *Affaire Ribitsch c. Autriche, arrêt du 4 décembre 1995 (série A n° 336)*

- Le ministère fédéral de l'Intérieur a publié l'arrêt dans la circulaire 63.220/108-11/20/96 du 21 mai 1996. Les autorités de police en ont informé leurs subordonnés et l'ont utilisé dans la formation des policiers (résolution DH (97) 351 du 11 juillet 1997).

255. *Case of Diennet v. France, judgment of 26 September 1995 (Series A no. 325-A)*

- Articles 13, 15 and 26 of Decree No. 48-1671 of 26 October 1948 were amended by Decree no. 93-181 of 5 February 1993. Henceforth, hearings before a disciplinary board of the Medical Association (*l'Ordre des médecins*) are to be in public. However, the Chairman of the body may of his own motion or on an application by one of the parties or by the person who brought the complaint, exclude the public. The decisions are also to be made public. Furthermore, in its judgment of 14 February 1996 in the case of Maubleu, the *Conseil d'Etat* accepted that Article 6 applied to disciplinary organs of professional associations (Resolution DH (97) 352 of 11 July 1997).

256. *Case of Scollo v. Italy, judgment of 28 September 1995 (Series A no. 315-C)*

- On 27 September 1996 the Ministry of the Interior sent a circular letter to all prefects in the country and instructed them to follow the Court's judgment and to ensure that eviction orders were executed, if necessary with the help of the police. In addition, a new bill provides for certain substantive amendments to the legislation relating to the enforcement of eviction orders issued by the national courts (Resolution DH (97) 503 of 29 October 1997).

257. *Case of Procola v. Luxembourg, judgment of 28 September 1995 (Series A no. 326)*

- The Law of 27 October 1995 (*Mémorial* no. A 89, p. 2060), which amends the Law of 8 February 1961 defining the organisation of the *Conseil d'Etat*, adds a new sub-section 22 (3) prohibiting members of the Judicial Committee from sitting in cases relating to the application of legislation considered in *Conseil d'Etat* deliberations in which they had participated. As from 15 July 1996 this interim law is to be replaced by a definitive act drafted in the same spirit (Resolution DH (96) 19 of 9 February 1996).

258-262. *Cases of Palaoro, Pfarrmeier, Pramstaller, Schmautzer and Umlauf v. Austria, judgments of 23 October 1995 (Series A nos. 328-A and B, 329-A, B and C)*

- Following an amendment to the 1929 Federal Constitution adopted on 29 November 1988 (*Bundesgesetzblatt* no. 685/1988), the general problems raised by the Court's judgment in these cases were remedied by the establishment of independent administrative tribunals (*Unabhängige Verwaltungssenate*). The tribunals began to operate on 1 January 1991. On 19 January 1991 the General Administrative Procedures Act and Administrative Criminal Code were amended to take account of these changes (*Bundesgesetzblatt* no. 52/1991) (Resolutions DH (96) 150 to 154 of 15 May 1996).

263. *Case of Gradingner v. Austria, judgment of 23 October 1995 (Series A no. 328-C)*

- See above nos. 258-262, cases of Palaoro, Pfarrmeier, etc. v. Austria (23 October 1995). In a judgment of 5 December 1996 the Federal Constitutional Court repealed Article 99 § 6 (c) of the Road Traffic Act. Since 22 January 1997 the competence of district administrations to examine cases which also come within the jurisdiction of the Criminal Courts has been removed to prevent the conviction of a person twice in respect of the same facts (Resolution DH (97) 301 of 29 October 1997).

264. *Case of Ribitsch v. Austria, judgment of 4 December 1995 (Series A no. 336)*

- The Federal Ministry of the Interior published the judgment in Circular 63.220/108-11/20/96 of 21 May 1996. The police authorities have instructed the relevant subsidiary organs accordingly and the case is now used in police training courses (Resolution DH (97) 351 of 11 July 1997).

265. *Affaire Terranova c. Italie, arrêt du 4 décembre 1995 (série A n° 337-B)*

- Voir ci-dessus, n^{os} 185-186, Giancarlo et Francesco Lombardo c. Italie (26 novembre 1992) (résolution DH (97) 504 du 29 octobre 1997).

266. *Affaire A et autres c. Danemark, arrêt du 8 février 1996 (Recueil 1996-I)*

- L'arrêt a été distribué aux juridictions concernées et un résumé en danois a été publié dans *EU-ret eg Mennes Keret* (n° 3, juin 1996). Un fonds d'indemnisation pour les hémophiles a été institué en juin 1995. Dans un arrêt du 3 octobre 1996, la Cour suprême du Danemark a estimé que les autorités nationales de la santé étaient responsables de l'infection par le virus du SIDA de l'un des requérants, mais non de deux autres (résolution DH (96) 606 du 15 novembre 1996).

267. *Affaire Botten c. Norvège, arrêt du 19 février 1996 (Recueil 1996-I)*

- L'arrêt a fait l'objet d'une large diffusion dans les milieux juridiques ; notamment, le Directeur général du parquet a envoyé le 2 mai 1996 une circulaire à tous les procureurs en leur indiquant certaines mesures à prendre. Vu le statut de la Convention en droit norvégien, la Cour suprême ne manquera pas de prendre des mesures afin de citer à comparaître les prévenus et de les entendre directement (résolution DH (97) 220 du 15 mai 1997).

268. *Affaire Lobo Machado c. Portugal, arrêt du 20 février 1996 (Recueil 1996-I)*

- L'arrêt a été communiqué à la Cour suprême et aux tribunaux supérieurs ; en conséquence, les pratiques litigieuses ont automatiquement cessé et le procureur général n'assiste plus aux délibérations de la Cour suprême. En outre, le décret-loi n° 180 du 25 septembre 1996 prévoit que les documents de la procédure sont communiqués au requérant comme au procureur général. Ce changement a été repris dans l'article 334 3 c) du code de procédure civile (résolution DH (97) 221 du 15 mai 1997).

269-270. *Affaires Hussain et Singh c. Royaume-Uni, arrêts du 21 février 1996 (Recueil 1996-I)*

- Par un décret de 1997, la loi relative aux les sanctions pénales est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1997. Les nouvelles dispositions prévoient que les personnes détenues pour la durée qu'il plaira à Sa Majesté seront traitées de la même manière que les détenus condamnés à une peine perpétuelle discrétionnaire à l'expiration de la période « punitive » de la peine (*tariff*). Voir ci-dessus, n° 47, affaire Weeks c. Royaume-Uni (2 mars 1987) (résolutions DH (98) 149 et 150 du 11 juin 1998).

271. *Affaire Bulut c. Autriche, arrêt du 22 février 1996 (Recueil 1996-II)*

- L'arrêt a été communiqué aux autorités directement concernées. La loi n° 762 du 30 décembre 1996, entrée en vigueur le 1^{er} mars 1997, modifie l'article 35, alinéa 2, du code de procédure pénale. Les observations du procureur sur un pourvoi en nullité (*Nichtigkeitsbeschwerde*) présenté par l'accusé doivent impérativement être communiquées à celui-ci, sauf lorsque le procureur prend position en faveur de l'accusé ou si le recours est intégralement admis (résolution DH (97) 500 du 29 octobre 1997).

272. *Affaire Mitap et Müftüoğlu c. Turquie, arrêt du 25 mars 1996 (Recueil 1996-II)*

- L'arrêt a été traduit vers le turc et diffusé par le Ministère de la Justice auprès des juridictions concernées, en particulier la Cour de cassation. Une traduction de l'arrêt a été publiée dans la revue *Ankara Barosu Dergisi* (résolution DH (98) 89 du 22 avril 1998).

265. *Case of Terranova v. Italy, judgment of 4 December 1995 (Series A no. 337-B)*

- See above, nos. 185-186, Giancarlo and Francesco Lombardo v. Italy (26 November 1992) (Resolution DH (97) 504 of 29 October 1997).

266. *Case of A and Others v. Denmark, judgment of 8 February 1996 (Reports 1996-I)*

- The judgment was distributed to the relevant courts and a summary in Danish was published in *EU-ret eg Menneskeret* (no. 3, June 1996). A compensation fund for haemophiliacs was established in June 1995. In a judgment of 3 October 1996 the Danish Supreme Court held that the national health authorities were responsible for the infection of one of the applicants with the AIDS virus, but not for the infection of the other two applicants (Resolution DH (96) 606 of 15 November 1996).

267. *Case of Botten v. Norway, judgment of 19 February 1996 (Reports 1996-I)*

- The judgment was widely distributed within legal circles. In particular, the Director General of Public Prosecutions sent a circular letter on 2 May 1996 to all state prosecutors advising them of appropriate measures. In view of the standing of the Convention in Norwegian law, the Supreme Court will in the future have to take positive measures to summon accused persons to appear before it and to hear them directly (Resolution DH (97) 220 of 15 May 1997).

268. *Case of Lobo Machado v. Portugal, judgment of 20 February 1996 (Reports 1996-I)*

- The judgment was transmitted to the Supreme Court and to the higher courts. As a result, the practices in question have ceased and the Attorney-General no longer attends the deliberations of the Supreme Court. In addition, Legislative Decree No. 180 of 25 September 1996 provides that documents concerning the proceedings are communicated to the appellant on the same terms as to the Attorney-General. This change was reflected in an amendment to Article 334 (3) c of the Code of Civil Procedure (Resolution DH (97) 221 of 15 May 1997).

269-270. *Cases of Hussain and Singh v. the United Kingdom, judgments of 21 February 1996 (Reports 1996-I)*

- An Order of 1997 brought the Crime (Sentences) Act 1997 into force on 1 October 1997. Under the new provisions, detainees at Her Majesty's pleasure are treated in the same way as discretionary life prisoners, once their tariff has expired. See above, no. 47, case of Weeks v. the United Kingdom (2 March 1987) (Resolutions DH (98) 149 and 150 of 11 June 1998).

271. *Case of Bulut v. Austria, judgment of 22 February 1996 (Reports 1996-II)*

- The judgment was transmitted to the authorities directly concerned. Act No. 762 of 30 December 1996, which came into force on 1 March 1997, amended Article 35, paragraph 2 of the Code of Criminal Procedure. Observations submitted by a public prosecutor in response to an accused's appeal on grounds of nullity (*Nichtigkeitsbeschwerde*) have to be communicated to the accused except when the prosecutor takes a position in favour of the accused or when the appeal is allowed in full (Resolution DH (97) 500 of 29 October 1997).

272. *Case of Mitap et Müftüoğlu v. Turkey, judgment of 25 March 1996 (Reports 1996-II)*

- The judgment has been translated into Turkish and circulated by the Ministry of Justice to the jurisdictions concerned and, in particular, to the Court of Cassation. A translation of the judgment has been published in the law journal *Ankara Barosu Dergisi* (Resolution DH (98) 89 of 22 April 1998)

273. *Affaire Goodwin c. Royaume-Uni, arrêt du 27 mars 1996 (Recueil 1996-II)*

- L'arrêt a bénéficié d'une large couverture médiatique et a été publié dans plusieurs revues juridiques. Dans quelques affaires, les tribunaux britanniques ont pris en compte la jurisprudence de la Cour dans l'interprétation de la législation en cause (résolution DH (97) 507 du 29 octobre 1997).

274. *Affaire Ausiello c. Italie, arrêt du 21 mai 1996 (Recueil 1996-III)*

- Voir ci-dessus, n^{os} 185-186, affaires Giancarlo et Francesco Lombardo c. Italie (26 novembre 1992) (résolution DH (96) 381 du 25 juin 1996).

275. *Affaire Benham c. Royaume-Uni, arrêt du 10 juin 1996 (Recueil 1996-III)*

- Le *Lord Chancellor* a modifié le règlement de 1989 sur la portée de l'assistance et du conseil juridique par un nouveau règlement, de 1997. Celui-ci permet d'obtenir l'assistance juridique dans les procédures liées à la non-exécution d'une injonction, lorsque le défendeur risque l'emprisonnement. En outre, le système de permanence de *solicitors* auprès des *magistrates' courts* a été étendu pour couvrir ce genre de procédures (résolution DH (97) 506 du 29 octobre 1997).

276. *Affaire Ferrantelli et Santangelo c. Italie, arrêt du 7 août 1996 (Recueil 1996-III)*

- Par un arrêt (n^o 371) du 2 novembre 1996, la Cour constitutionnelle a déclaré inconstitutionnel l'article 34, alinéa 2, du code de procédure pénale dans la mesure où il permettait que le même juge participe à plusieurs instances dans le cadre d'une même procédure pénale (résolution DH (97) 502 du 29 octobre 1997).

277. *Affaire Johansen c. Norvège, arrêt du 7 août 1996 (Recueil 1996-III)*

- La loi sur la protection de l'enfance du 17 juillet 1953 a été remplacée avec effet au 1^{er} janvier 1993 par la loi de 1992 sur les services de protection à l'enfance. Cette loi crée un nouvel organe juridictionnel au sein de ces services, le conseil social de comté, qui peut donner son consentement à une adoption, en l'absence de celui des parents, et décide du droit de visite de ceux-ci. Les décisions du conseil à cet égard peuvent faire l'objet d'un contrôle juridictionnel (chapitre 33 du code de procédure civile). En outre, l'arrêt a été traduit en norvégien et distribué à tous les services de protection de l'enfance (résolution DH (97) 505 du 29 octobre 1997).

278. *Affaire Terra Woningen B.V. c. Pays-Bas, arrêt du 17 décembre 1996 (Recueil 1996-VI)*

- L'arrêt a été publié dans la revue juridique *Nederlands Juristen Comité voor Mensen rechten*, n^o 5, 1997, pp. 617-628. Dans la mesure où la Convention et les arrêts de la Cour ont un effet direct en droit néerlandais, les tribunaux ne s'estimeront plus liés par les conclusions des autorités administratives relatives à la pollution du sol (résolution DH (98) 204 du 10 juillet 1998).

279. *Affaire Scott c. Espagne, arrêt du 18 décembre 1996 (Recueil 1996-VI)*

- L'arrêt a été publié dans le bulletin d'information du ministère de la Justice (n^o 1793, pp. 798-799, du 15 mars 1997) (résolution DH (97) 354 du 11 juillet 1997).

273. *Case of Goodwin v. the United Kingdom, judgment of 27 March 1996 (Reports 1996-II)*

- The judgment received wide coverage in the media and was published in several legal periodicals. In several cases the British Courts have taken into account the Court's jurisprudence when interpreting the relevant legislation (Resolution DH (97) 507 of 29 October 1997).

274. *Case of Ausiello v. Italie, judgment of 21 May 1996 (Reports 1996-III)*

- See above, nos. 185-186, cases of Giancarlo and Francesco Lombardo v. Italy (26 November 1992) (Resolution DH (96) 381 of 25 June 1996).

275. *Case of Benham v. the United Kingdom, judgment of 10 June 1996 (Reports 1996-III)*

- The Lord Chancellor replaced the Legal Advice and Assistance Regulations 1989 with a new law in 1997. Under the new regulations legal representation is available in proceedings relating to a failure to obey a court order when a defendant risks imprisonment. In addition, the magistrates courts' duty solicitor scheme was extended to cover this type of proceedings (Resolution DH (97) 506 of 29 October 1997).

276. *Case of Ferrantelli and Santangelo v. Italy, judgment of 7 August 1996 (Reports 1996-III)*

- In its judgment no. 371 of 2 November 1996, the Constitutional Court declared Article 34, paragraph 2 of the Code of Criminal Procedure to be unconstitutional insofar as it allowed the same judge to participate at several instances in the consideration of a criminal case (Resolution DH (97) 502 of 29 October 1997).

277. *Case of Johansen v. Norway, judgment of 7 August 1996 (Reports 1996-III)*

- The Child Welfare Act of 17 July 1953 was replaced by the Child Welfare Services Act 1992 on 1 January 1993. The act created a new adjudicating body within the child welfare services, the County Social Welfare Board, which can give its consent to an adoption in the absence of the parents' consent and can decide on access rights. The Board's decisions are subject to judicial review (chapter 33 of the Code of Civil Procedure). In addition, the judgment was translated into Norwegian and distributed to all child welfare authorities (Resolution DH (97) 505 of 29 October 1997).

278. *Case of Terra Woningen B.V. v. the Netherlands, judgment of 17 December 1996 (Reports 1996-VI)*

- The judgment was published in the law journal *Nederlands Juristen Comité voor Mensenrechten*, no. 5, 1997, pp. 617-628. Since the Convention and the judgments of the Court have direct effect in Dutch law, the courts will no longer consider themselves bound by the administrative authorities' findings in respect of soil pollution (Resolution DH (98) 204 of 10 July 1998).

279. *Case of Scott v. Spain, judgment of 18 December 1996 (Reports 1996-IV)*

- The judgment was published in the information bulletin of the Ministry of Justice (no. 1793, pp. 798-799, of 15 March 1997) (Resolution DH (97) 354 of 11 July 1997).

280. *Affaire Mauer c. Autriche, arrêt du 18 février 1997 (Recueil 1997-I)*

- Voir ci-dessus, n^{os} 258-262, affaires Palaoro, Pfarrmeier etc. c. Autriche (23 octobre 1995) (résolution DH (97) 404 du 17 septembre 1997).

281. *Affaire Nideröst-Huber c. Suisse, arrêt du 18 février 1997 (Recueil 1997-I)*

- L'arrêt a été transmis aux juridictions directement concernées (résolution DH (97) 407 du 17 septembre 1997).

282. *Affaire Van Raalte c. Pays-Bas, arrêt du 21 février 1997 (Recueil 1997-I)*

- La loi du 21 décembre 1988 (*Staatsblad 1988*, n^o 631) avait aboli à compter du 1^{er} janvier 1989 l'exemption au profit des femmes célibataires, sans enfants, âgées de 45 ans et plus, de l'obligation de verser des cotisations au titre de la loi sur les allocations familiales (arrêt, § 28, et résolution DH (97) 353 du 11 juillet 1997).

283. *Affaire De Haes et Gijssels c. Belgique, arrêt du 24 février 1997 (Recueil 1997-I)*

- L'arrêt a été communiqué à la Cour de cassation et à la cour d'appel de Bruxelles et publié dans diverses revues juridiques (résolution DH (97) 406 du 17 septembre 1997).

284. *Affaire Findlay c. Royaume-Uni, arrêt du 25 février 1997 (Recueil 1997-I)*

- La loi sur les forces armées de 1996 est entrée en vigueur 1^{er} avril 1997. Dorénavant, les différentes fonctions de l'officier convocateur sont assumées par trois organes distincts. En outre, chaque cour martiale compte un *judge-advocate* dont l'avis sur les points de droit lie la cour. Enfin, le rôle d'officier confirmateur est supprimé et un droit de recours contre la peine auprès de la cour martiale d'appel a été introduit (résolution DH (98) 11 du 18 février 1998).

285. *Affaire Mantovanelli c. France, arrêt du 18 mars 1997 (Recueil 1997-II)*

- L'arrêt de la Cour a été publié partiellement et commenté dans la Gazette du Palais des 24-25 octobre 1997 (résolution DH (98) 87 du 22 avril 1998)

286. *Affaire Foucher c. France, arrêt du 18 mars 1997 (Recueil 1997-II)*

- La Cour de cassation a opéré dans son arrêt du 12 juin 1996 un revirement de jurisprudence ; désormais, le prévenu peut avoir accès à son dossier pénal et obtenir la communication des pièces y figurant. En outre, l'arrêt de la Cour européenne a été publié dans le bulletin de la Cour de cassation et transmis aux autorités directement concernées (résolution DH (98) 146 du 11 juin 1998).

287. *Affaire Loukanov c. Bulgarie, arrêt du 20 mars 1997 (Recueil 1997-II)*

- L'arrêt a été traduit en bulgare et publié dans la revue trimestrielle *Droits de l'Homme* (n^o 2, 1997). Par lettre circulaire du 26 janvier 1998 (n^o RD-02-08-5), le ministre de la Justice a adressé la traduction de l'arrêt aux procureurs régionaux et aux présidents des tribunaux régionaux (résolution DH (98) 203 du 10 juillet 1998).

280. *Case of Mauer v. Austria, judgment of 18 February 1997 (Reports 1997-I)*

- See above, nos. 258-262, cases of Palaoro, Pfarrmeier etc. v. Austria (23 October 1995) (Resolution DH (97) 404 of 17 September 1997).

281. *Case of Nideröst-Huber v. Switzerland, judgment of 18 February 1997 (Reports 1997-I)*

- The judgment was transmitted to the courts directly concerned (Resolution DH (97) 407 of 17 September 1997).

282. *Case of Van Raalte v. the Netherlands, judgment of 21 February 1997 (Reports 1997-I)*

- The Act of 21 December 1988 (*Staatsblad* 1988, No. 631) abolished, with effect from 1 January 1989, the provision by which single women aged 45 and over without children were exempted from social welfare contributions under the General Child Benefits Act (judgment, § 28, and Resolution DH (97) 353 of 11 July 1997).

283. *Case of De Haes and Gijssels v. Belgium, judgment of 24 February 1997 (Reports 1997-I)*

- The judgment was transmitted to the Court of Cassation and the Brussels Court of Appeal and published in various legal periodicals (Resolution DH (97) 406 of 17 September 1997).

284. *Case of Findlay v. the United Kingdom, judgment of 25 February 1997 (Reports 1997-I)*

- The Armed Forces Act 1996 entered into force on 1 April 1997. The different functions of the convening officer are now carried out by three separate bodies. Furthermore, each court-martial includes a judge-advocate whose advice on points of law is binding on the court. The role of the confirming officer has been abolished and a right of appeal against sentence to the Courts-Martial Appeal Court has been introduced (Resolution DH (98) 11 of 18 February 1998).

285. *Case of Mantovanelli v. France, judgment of 18 March 1997 (Reports 1997-II)*

- The judgment was partially published and commented on in the *Gazette du Palais* of 24-25 October 1997 (Resolution DH (98) 87 of 22 April 1998).

286. *Case of Foucher v. France, judgment of 18 March 1997 (Reports-II)*

- In its judgment of 12 June 1996, the Court of Cassation changed its case-law. A defendant will henceforth be able to consult his criminal file and obtain copies of the documents contained in it. The Court's judgment was published in the *Bulletin de la Cour de cassation* and transmitted to the authorities directly concerned (Resolution DH (98) 146 of 11 June 1998).

287. *Case of Lukanov v. Bulgaria, judgment of 20 March 1997 (Reports 1997-II)*

- The judgment has been translated into Bulgarian and published in the quarterly *Human Rights* (no. 2, 1997). In a circular letter of 26 January 1998 (No. RD-02-08-5), the Minister of Justice disseminated the translation of the judgment to the regional prosecutors and to the presidents of regional courts (Resolution DH (98) 203 of 10 July 1998).

288. *Affaire Stallinger et Kuso c. Autriche, arrêt du 23 avril 1997 (Recueil 1997-II)*

- L'article 39 § 2, alinéa 6, de la loi sur la Cour administrative (BGBl. 1 NO. 88/1997) a été modifié avec effet au 1^{er} septembre 1997. Dorénavant, la Cour administrative pourra se passer d'audience, nonobstant la demande d'une partie, si celle-ci ne peut contribuer à éclaircir davantage l'affaire et si cela n'est pas contraire à l'article 6 § 1 de la Convention (résolution DH (97) 405 du 17 septembre 1997).

289. *Affaire D. c. Royaume-Uni, arrêt du 2 mai 1997 (Recueil 1997-III)*

- Le gouvernement a octroyé au requérant un permis de séjour définitif au Royaume-Uni, où il continuera à recevoir un traitement médical approprié et des soins palliatifs (résolution DH (98) 10 du 18 février 1998).

290. *Affaire Oberschlick c. Autriche (n°2), arrêt du 1 juillet 1997 (Recueil 1997-IV)*

- Par une décision du 11 novembre 1997, la Cour suprême a cassé les arrêts de la cour pénale régionale et de la cour d'appel de Vienne des 23 mai 1991 et 25 mars 1992 respectivement, et a ordonné la réouverture de la procédure devant la cour pénale régionale de Vienne (résolution DH (98) 145 du 11 juin 1998).

291. *Affaire De Haan c. Pays-Bas, arrêt du 26 août 1997 (Recueil 1997-IV)*

- La loi générale sur le droit administratif, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1994, a remplacé les commissions de recours par des sections de droit administratif des tribunaux d'arrondissement. Leurs décisions en matière de sécurité sociale sont susceptibles de recours devant la commission centrale de recours, qui jouit désormais de la plénitude de juridiction en appel (résolution DH (98) 9 du 18 février 1998).

292. *Affaire Robins c. Royaume-Uni, arrêt du 23 septembre 1997 (Recueil 1997-V)*

- L'arrêt de la Cour européenne a été diffusé auprès de la Commission d'aide judiciaire, du Service de la sécurité sociale et de la Cour d'appel et un résumé a été publié dans des revues juridiques (résolution DH (98) 90 du 22 avril 1990).

293. *Affaire Coyne c. Royaume-Uni, arrêt du 24 septembre 1997 (Recueil 1997-V)*

- Voir ci-dessus, n° 284, affaire Findlay c. Royaume-Uni (25 février 1997) (résolution DH (98) 12 du 18 février 1998).

294. *Affaire Radio ABC c. Autriche, arrêt du 20 octobre 1997 (Recueil 1997-VI)*

- Voir ci-dessus, n° 211, affaire Informationsverein Lentia et autres c. Autriche (24 novembre 1993) (résolution DH (98) 142 du 11 juin 1998).

288. *Case of Stallinger and Kuso v. Austria, judgment of 23 April 1997 (Reports 1997-II)*

- An amendment to section 39 § 2, sub-paragraph 6 of the Administrative Court Act (BG-BI-1 No. 88/1997) entered into force on 1 September 1997. Henceforth, the Administrative Court may decide not to hold a hearing, notwithstanding a party's application, if it appears that a hearing cannot shed further light on the case, provided that this would not be contrary to Article 6 § 1 of the Convention (Resolution DH (97) 405 of 17 September 1997).

289. *Case of D. v. United Kingdom, judgment of 2 May 1997 (Reports 1997-III)*

- The Government granted the applicant indefinite leave to remain in the United Kingdom, where he will continue to receive adequate medical treatment and palliative care (Resolution DH (98) 10 of 18 February 1998).

290. *Case of Oberschlick v. Austria (no. 2), judgment of 1 July 1997 (Reports 1997-IV)*

- By a decision of 11 November 1997, the Supreme Court set aside the judgments of the Vienna Regional Criminal Court and of the Vienna Court of Appeal, of 23 May 1991 and 25 March 1992 respectively, and referred the case back to the Vienna Regional Criminal Court for reopening of the proceedings (Resolution DH (98) 145 of 11 June 1998).

291. *Case of De Haan v. the Netherlands, judgment of 26 August 1997 (Reports 1997-IV)*

- The General Administrative Act, which entered into force on 1 January 1994, replaced the Appeals Tribunals by administrative law divisions of the Regional Courts. An appeal against their decisions in social security disputes lies to the Central Appeals Tribunal, which now has full jurisdiction in appeal (Resolution DH (98) 9 of 18 February 1998).

292. *Case of Robins v. the United Kingdom, judgment of 23 September 1997 (Reports 1997-V)*

- The European Court's judgment was circulated to the Legal Aid Board, the Department of Social Security and the Court of Appeal and summaries of the judgment have been published in various legal reviews (Resolution DH (98) 90 of 22 April 1990).

293. *Case of Coyne v. the United Kingdom, judgment of 24 September 1997 (Reports 1997-V)*

- See above, no. 284, case of Findlay v. the United Kingdom (25 February 1997) (Resolution DH (98) 12 of 18 February 1998).

294. *Case of Radio ABC v. Austria, judgment of 20 October 1997 (Reports 1997-V)*

- See above, no. 211, case of Informationsverein Lentia and Others v. Austria (24 November 1993) (Resolution DH (98) 143 of 11 June 1998).

b) En cas de radiation d'une affaire du rôle à la suite d'un règlement amiable

1. *Affaire De Becker c. Belgique, arrêt du 27 mars 1962 (série A n° 4)*

- Par une loi du 30 juin 1961, le Parlement avait modifié l'article 123 sexies du code pénal belge, en limitant l'application des déchéances des droits civils et politiques encourues par des personnes condamnées pour collaboration avec l'ennemi (arrêt, pp. 14-17, § 19).

2. *Affaire Skoogström c. Suède, arrêt du 2 octobre 1984 (série A n° 83)*

- Une commission de révision du code de procédure judiciaire fut créée en 1983. Elle a informé la police, le parquet et les tribunaux du contenu du rapport de la Commission européenne des Droits de l'Homme sur cette affaire (résolution DH (85) 16 du 28 juin 1985). Un amendement au code de procédure judiciaire, adopté le 17 décembre 1987, est entré en vigueur le 12 avril 1988. Voir ci-dessus, section 1, n° 35, affaire McGoff c. Suède (26 octobre 1984).

3. *Affaire Can c. Autriche, arrêt du 30 septembre 1985 (série A n° 96)*

- Amendé par une loi du 25 novembre 1987, entrée en vigueur le 1^{er} mars 1988, l'article 45 § 3 du code de procédure pénale limite à des cas exceptionnels la surveillance des rencontres de l'inculpé détenu avec son avocat et confère un pouvoir discrétionnaire au juge d'instruction. La décision du juge à cet égard doit être motivé et peut faire l'objet d'appel (résolution DH (88) 5 du 26 avril 1988).

4. *Affaire Ben Yaacoub c. Belgique, arrêt du 27 novembre 1987 (série A n° 127)*

- La Cour de cassation avait opéré le 29 mai 1985 un revirement de jurisprudence sur le point litigieux et estimé que l'exercice successif des fonctions de président de la chambre du conseil ayant statué sur le renvoi en jugement et de juge du fond étaient incompatibles (arrêt, p. 9, § 15).

- Les effets de l'arrêté de renvoi de la Belgique pris à l'égard de M. Ben Yaacoub en raison de sa condamnation ont été levés le 30 août 1992 (résolution intérimaire DH (88) 13 du 29 septembre 1988 et résolution finale DH (92) 58 du 10 novembre 1992).

5. *Affaire Jón Kristinsson c. Islande, arrêt du 1^{er} mars 1990 (série A n° 171-B)*

- Une loi du 19 mai 1989 (n° 92/1989) sur la séparation des pouvoirs judiciaire et administratif au niveau des districts, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1992, confie l'administration de la police à des agents de l'exécutif du district et l'examen des affaires pénales à des juges de tribunaux de district (arrêt, pp. 44-45, § 14).

6. *Affaire Nyberg c. Suède, arrêt du 31 août 1990 (série A n° 181-B)*

- Le 23 avril 1987, les parents nourriciers rendirent l'enfant à M. et M^{me} Nyberg en Allemagne et la famille a retrouvé son unité. Dans deux décisions de juin 1986 et mai 1988, le médiateur parlementaire a critiqué le comportement du Conseil social de district après juin 1986 (arrêt, pp. 39-40, §§ 10-11).

b. After a case has been struck out of the list following a friendly settlement

1. *Case of De Becker v. Belgium, judgment of 27 March 1962 (Series A no. 4)*

- In an Act of 30 June 1961, the Parliament amended Article 123 *sexies* of the Belgian Criminal Code and limited the use of forfeiture of civil and political rights of persons convicted of collaboration with the enemy (judgment, pp. 14-17, § 19).

2. *Case of Skoogström v. Sweden, judgment of 2 October 1984 (série A no. 83)*

- A commission for the revision of the Code of Judicial Procedure was established in 1983. It informed the police, the prosecutors and the judiciary of the contents of the report of the European Commission of Human Rights concerning this case (Resolution DH (85) 16 of 28 June 1985). An amendment to the Swedish Code of Judicial Procedure was enacted on 17 December 1987 and entered into force on 12 April 1988. See above, Section a, no. 35, case of McGoff v. Sweden (26 October 1984).

3. *Case of Can v. Austria, judgment of 30 September 1985 (série A no. 96)*

- Amended by an Act of 25 November 1987, which entered into force on 1 March 1988, Article 45 § 3 of the Code of Criminal Procedure restricts to exceptional cases the supervision of meetings between a suspect in detention on remand and his lawyer and confers discretion in this respect on the investigating judge. The decision of the judge in this regard must be reasoned and can be the subject of an appeal (Resolution DH (88) 5 of 26 April 1988).

4. *Case of Ben Yaacoub v. Belgium, judgment of 27 November 1987 (Series A no. 127)*

- On 29 May 1985 the Court of Cassation reversed its jurisprudence on the issue in question and concluded that the successive exercise of the functions of committals judge and trial judge were incompatible (judgment, p. 9, § 15).

- The expulsion order made against the applicant, Mr Ben Yaacoub, on account of his conviction was lifted on 30 August 1992 (Interim Resolution DH (88) 13 of 29 September 1988 and Final Resolution DH (92) 58 of 10 November 1992).

5. *Case of Jón Kristinsson v. Iceland, judgment of 1 March 1990 (Series A no. 171-B)*

- The Law of 19 May 1989 (No. 92/1989) concerning the separation of judicial and administrative powers at district level came into force on 1 July 1992. It assigned police administration to District Executive agents, and the examination of criminal cases to judges of the District courts (judgment, pp. 44-45, § 14).

6. *Case of Nyberg v. Sweden, judgment of 31 August 1990 (Series A no. 181-B)*

- On 23 April 1987 the foster parents returned the child to Mr and Mrs Nyberg in Germany and the family was reunited. In two decisions of June 1986 and May 1988 the Parliamentary Ombudsman criticised the conduct of the District Social Committee after June 1986 (judgment, pp. 39-40, §§ 10-11).

7. *Affaire Djerroud c. France, arrêt du 23 janvier 1991 (série A n° 191-B)*

- L'arrêté d'expulsion pris à l'encontre du requérant a été abrogé le 18 février 1991 et un permis de résidence expirant le 17 février 2001 lui a été délivré (arrêt, pp. 29-30, § 11 et résolution DH (91) 15 du 6 juin 1991).

8. *Affaire Muyltermans c. Belgique, arrêt du 23 octobre 1991 (série A n° 214-A)*

- L'arrêt de la Cour des comptes rendu à l'encontre de la requérante a été déclaré non-exécutoire par la loi du 29 juillet 1992 portant dispositions fiscales et financières (article 65). Ensuite, une loi du 3 avril 1995, entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1995, instaure un procès contradictoire et public devant la Cour des comptes, y compris le droit pour la personne mise en cause de comparaître en personne, assistée d'un avocat si elle le désire. Les possibilités d'exclure le public font référence implicite à l'article 6 § 1 de la Convention. La nouvelle loi prévoit aussi que les arrêts de la Cour des comptes sont motivés et prononcés en audience publique. Ils peuvent faire l'objet d'un pourvoi en cassation (résolution DH (96) 18 du 9 février 1996).

9. *Affaire Mlynek c. Autriche, arrêt du 27 octobre 1992 (série A n° 242-C)*

- Par une décision du 12 juillet 1993, le gouvernement autrichien a dispensé le requérant des frais et dépens, y compris les frais d'expertise, afférents à la procédure litigieuse devant le tribunal pénal régional de Vienne (résolution DH (93) 30 du 21 septembre 1993).

10. *Affaire K. c. Autriche, arrêt du 2 juin 1993 (série A n° 255-B)*

- Une loi, adoptée par le Parlement le 30 juillet 1993 et entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1994, a modifié le code de procédure pénale de manière à relever de l'obligation de déposer les personnes susceptibles de s'incriminer elles-mêmes par leurs propres déclarations (résolution DH (93) 42 du 15 octobre 1993).

11. *Affaire Lamguindaz c. Royaume-Uni, arrêt du 28 juin 1993 (série A n° 258-C)*

- L'arrêté d'expulsion contre le requérant a été annulé et le consulat du Royaume-Uni à Casablanca lui a octroyé un visa lui autorisant un séjour illimité au Royaume-Uni, pendant lequel il peut demander sa naturalisation (résolution DH (93) 55 du 9 novembre 1993).

12. *Affaire Colman c. Royaume-Uni, arrêt du 28 juin 1993 (série A n° 258-D)*

- Dès mai 1990, le *General Medical Council* révisa son règlement sur la publicité de manière à autoriser, entre autres, la publication par voie de presse de renseignements sur les services assurés par les médecins (arrêt, p. 110, § 10 et résolution DH (93) 44 du 15 octobre 1993).

13. *Affaire Boyle c. Royaume-Uni, arrêt du 28 février 1994 (série A n° 282-B)*

- La loi de 1989 sur les enfants, entrée en vigueur le 16 novembre 1991, accorde à toute personne autorisée par le tribunal à présenter une telle demande, la possibilité de faire examiner par un tribunal la question de ses contacts avec un enfant confié à l'autorité locale (résolution DH (94) 65 du 21 septembre 1994).

7. *Case of Djeroud v. France, judgment of 23 January 1991 (Series A no. 191-B)*

- The deportation order against the applicant was rescinded on 18 February 1991 and a residence permit valid until 17 February 2001 was issued to him (judgment, pp. 29-30, § 11 and Resolution DH (91) 15 of 6 June 1991).

8. *Case of Muyltermans v. Belgium, judgment of 23 October 1991 (Series A no. 214-A)*

- The Audit Court's judgment against the applicant was declared unenforceable by the Law of 29 July 1992 concerning tax and financial provisions (section 65). Subsequently, a Law of 3 April 1995 which came into force on 1 September 1995, provides for an adversarial and public hearing before the Audit Court, including the right for the persons concerned to appear before the court and to be assisted by a lawyer if they so wish. Reference is made to Article 6 § 1 of the Convention regarding the possibility to exclude the public. The new legislation also provides that the judgments of the Audit Court have to be reasoned and delivered at a public hearing. An appeal on points of law lies to the Court of Cassation (Resolution DH (96) 18 of 9 February 1996).

9. *Case of Mlynek v. Austria, judgment of 27 October 1992 (Series A no. 242-C)*

- In a decision of 12 July 1993 the Government of Austria exonerated the applicant from the obligation to pay costs and fees (including experts' fees) incurred in the proceedings before the Vienna Regional Criminal Court (Resolution DH (93) 30 of 21 September 1993).

10. *Case of K. v. Austria, judgment of 2 June 1993 (Series A no. 255-B)*

- On 30 July 1993 Parliament adopted a law, which entered into force on 1 January 1994, amending the Code of Criminal Procedure. It provides that persons who risk giving self-incriminating evidence should be exempted from the obligation to testify (Resolution DH (93) 42 of 15 October 1993).

11. *Case of Lamguindaz v. the United Kingdom, judgment of 28 June 1993 (Series A no. 258-C)*

- The deportation order against the applicant was revoked. The Consulate of the United Kingdom in Casablanca issued a visa giving him indefinite leave to remain in the United Kingdom in order to make an application for naturalisation (Resolution DH (93) 55 of 9 November 1993).

12. *Case of Colman v. the United Kingdom, judgment of 28 June 1993 (Series A no. 258-D)*

- In May 1990 the General Medical Council revised its rules on advertising to allow, *inter alia*, the publication in the press of information about medical services (judgment, p. 110, § 10 and Resolution DH (93) 44 of 15 October 1993).

13. *Case of Boyle v. the United Kingdom, judgment of 28 February 1994 (Series A no. 282-B)*

- The Children Act 1989, which came into force on 16 November 1991, makes it possible for any person who has obtained the leave of the court to make an application to have the question of contact with a child placed in local authority care determined by a court (Resolution DH (94) 65 of 21 September 1994).

14. *Affaire Friedl c. Autriche, arrêt du 31 janvier 1995 (série A n° 305-B)*

- La loi sur les services de sûreté, entrée en vigueur le 1^{er} mars 1993, régit entre autres le rassemblement, l'utilisation et la conservation par la police de données personnelles, y compris des photographies ou enregistrements. Les plaintes relatives à ces questions peuvent être portées devant des tribunaux administratifs indépendants (arrêt, pp. 15-16, § 12 et résolution DH (95) 35 du 4 mai 1995).

15. *Affaire Telesystem Tirol Kabeltelevision c. Autriche, arrêt du 9 juin 1997 (Recueil 1997-III)*

- Voir ci-dessus, section a), n° 211, affaire Informationsverein Lentia et autres c. Autriche (24 novembre 1993) (résolution DH (98) 144 du 11 juin 1998).

14. *Case of Friedl v. Austria, judgment of 31 January 1995 (Series A no. 305-B)*

- The Security Services Act, which came into force on 1 March 1993, regulated *inter alia* the gathering, use and holding of personal data by the police including photographs and tapes. Complaints regarding these issues may be lodged with independent administrative tribunals (judgment, pp. 15-16, § 12 and Resolution DH (95) 35 of 4 May 1995).

15. *Case of Telesystem Tirol Kabeltelevision v. Austria, judgment of 9 June 1997 (Reports 1997-III)*

- See above, Section a, no. 211, case of Informationsverein Lentia and Others v. Austria (24 November 1993) (Resolution DH (98) 144 of 11 June 1998).

C. Arrêts se trouvant pendants devant le Comité des Ministres du Conseils de l'Europe

- Affaire De Geouffre de la Pradelle c. France, arrêt du 16 décembre 1992 (série A n° 253-B)
- Affaire Modinos c. Chypre, arrêt du 22 avril 1993 (série A n° 259)
- Affaire Papamichalopoulos et autres c. Grèce, arrêt du 24 juin 1993 (série A n° 260 B)
- Affaire Poitrimol c. France, arrêt du 23 novembre 1993 (série A n° 277-A)
- Affaire Vereinigung Demokratischer Soldaten Österreichs et Gubi c. Autriche, arrêt du 19 décembre 1994 (série A n° 302)
- Affaire Loizidou c. Turquie, arrêt du 23 mars 1995 (série A n° 310)
- Affaire Pressos Compania Naviera S.A. et autres c. Belgique, arrêt du 20 novembre 1995 (série A n° 332)
- Affaire John Murray c. Royaume-Uni, arrêt du 8 février 1996 (*Recueil* 1996-I)
- Affaire Vermeulen c. Belgique, arrêt du 20 février 1996 (*Recueil* 1996-I)
- Affaire Remli c. France, arrêt du 23 avril 1996 (*Recueil* 1996-II)
- Affaire Amuur c. France, arrêt du 25 juin 1996 (*Recueil* 1996-III)
- Affaire Zubani c. Italie, arrêt du 7 août 1996 (*Recueil* 1996-IV)
- Affaire Matos e Silva, Lda., et autres c. Portugal, arrêt du 16 septembre 1996 (*Recueil* 1996-IV)
- Affaire Akdivar et autres c. Turquie, arrêt du 16 septembre 1996 (*Recueil* 1996-IV)
- Affaire Katikaridis et autres c. Grèce, arrêt du 15 novembre 1996 (*Recueil* 1996-V)
- Affaire Tsomtsos c. Grèce, arrêt du 15 novembre 1996 (*Recueil* 1996-V)
- Affaire Ceteroni c. Italie, arrêt du 15 novembre 1996 (*Recueil* 1996-V)
- Affaire Calogero Diana c. Italie, arrêt du 15 novembre 1996 (*Recueil* 1996-V)
- Affaire Domenichini c. Italie, arrêt du 15 novembre 1996 (*Recueil* 1996-V)
- Affaire Chahal c. Royaume-Uni, arrêt du 15 novembre 1996 (*Recueil* 1996-V)
- Affaire Saunders c. Royaume-Uni, arrêt du 17 décembre 1996 (*Recueil* 1996-VI)
- Affaire Vacher c. France, arrêt du 17 décembre 1996 (*Recueil* 1996-VI)
- Affaire Duclos c. France, arrêt du 17 décembre 1996 (*Recueil* 1996-VI)
- Affaire Ahmed c. Autriche, arrêt du 17 décembre 1996 (*Recueil* 1996-VI)
- Affaire Loizidou c. Turquie, arrêt du 18 décembre 1996 (*Recueil* 1996-VI)
- Affaire Aksoy c. Turquie, arrêt du 18 décembre 1996 (*Recueil* 1996-VI)
- Affaires Valsamis et Efstratiou c. Grèce, arrêt du 18 décembre 1996 (*Recueil* 1996-VI)
- Affaire Guillemin c. France, arrêt du 21 février 1997 (*Recueil* 1997-I)
- Affaire Z c. Finlande, arrêt du 25 février 1997 (*Recueil* 1997-I)
- Affaire Muller c. France, arrêt du 17 mars 1997 (*Recueil* 1997-II)
- Affaire Paskhalidis et autres c. Grèce, arrêt du 19 mars 1997 (*Recueil* 1997-II),
- Affaire Hornsby c. Grèce, arrêt du 19 mars 1997 (*Recueil* 1997-II)
- Affaire P.L. c. France, arrêt du 2 avril 1997 (*Recueil* 1997-II)
- Affaire Van Mechelen et autres c. Pays-Bas, arrêt du 23 avril 1997 (*Recueil* 1997-III)
- Affaire Tsirlis et Kouloumpas c. Grèce, arrêt du 29 mai 1997 (*Recueil* 1997-III)
- Affaire Georgiadis c. Grèce, arrêt du 29 mai 1997 (*Recueil* 1997-III)
- Affaire Pentidis et autres c. Grèce, arrêt du 9 juin 1997 (*Recueil* 1997-III)
- Affaire Van Orschoven c. Belgique, arrêt du 25 juin 1997 (*Recueil* 1997-III)
- Affaire Halford c. Royaume-Uni, arrêt du 25 juin 1997 (*Recueil* 1997-III)
- Affaire Philis (no. 2) c. Grèce, arrêt du 27 juin 1997 (*Recueil* 1997-IV)
- Affaires Pammel et Probstmeier c. Allemagne, arrêts du 1^{er} juillet 1997 (*Recueil* 1997-IV)
- Affaire Torri c. Italie, arrêt du 1^{er} juillet 1997 (*Recueil* 1997-IV)
- Affaire Akkuş c. Turquie, arrêt du 9 juillet 1997 (*Recueil* 1997-IV)
- Affaires A.P., M.P. et T.P., et E.L., R.L. et J.O.-L. c. Suisse, arrêts du 29 août 1997 (*Recueil* 1997-V)
- Affaires De Santa, Laparlocia, Abenavoli et Nicodemo c. Italie, arrêts du 2 septembre 1997 (*Recueil* 1997-V)
- Affaire Aydin c. Turquie, arrêt du 24 septembre 1997 (*Recueil* 1997-VI)
- Affaire Mehemi c. France, arrêt du 26 septembre 1997 (*Recueil* 1997-VI)

C. Judgments pending before the Committee of Ministers of the Council of Europe

- Case of De Geouffre de la Pradelle v. France, judgment of 16 December 1992 (Series A no. 253-B)
- Case of Modinos v. Cyprus, judgment of 22 April 1993 (Series A no. 259)
- Case of Papamichalopoulos and Others v. Greece, judgment of 24 June 1993 (Series A no. 260-B)
- Case of Poitrimol v. France, judgment of 23 November 1993 (Series A no. 277-A)
- Case of Vereinigung Demokratischer Soldaten Österreichs and Gubi v. Austria, judgment of 19 December 1994 (Series A no. 302),
- Case of Loizidou v. Turkey, judgment of 23 March 1995 (Series A no. 310)
- Case of Pressos Compania Naviera S.A. and Others v. Belgium, judgment of 20 November 1995 (Series A no. 332)
- Case of John Murray v. the United Kingdom, judgment of 8 February 1996 (*Reports 1996-I*)
- Case of Vermeulen v. Belgium, judgment of 20 February 1996 (*Reports 1996-I*)
- Case of Remli v. France, judgment of 23 April 1996 (*Reports 1996-II*)
- Case of Amuur v. France, judgment of 25 June 1996 (*Reports 1996-III*)
- Case of Zubani v. Italy, judgment of 7 August 1996 (*Reports 1996-IV*)
- Case of Matos e Silva, Lda., and Others v. Portugal, judgment of 16 September 1996 (*Reports 1996-IV*)
- Case of Akdivar and Others v. Turkey, judgment of 16 September 1996 (*Reports 1996-IV*)
- Case of Katikaridis and Others v. Greece, judgment of 15 November 1996 (*Reports 1996-V*)
- Case of Tsomtsos and Others v. Greece, judgment of 15 November 1996 (*Reports 1996-V*)
- Case of Ceteroni v. Italy, judgment of 15 November 1996 (*Reports 1996-V*)
- Case of Calogero Diana v. Italy, judgment of 15 November 1996 (*Reports 1996-V*)
- Case of Domenichini v. Italy, judgment of 15 November 1996 (*Reports 1996-V*)
- Case of Chahal v. the United Kingdom, judgment of 15 November 1996 (*Reports 1996-V*)
- Case of Saunders v. the United Kingdom, judgment of 17 December 1996 (*Reports 1996-VI*)
- Case of Vacher v. France, judgment of 17 December 1996 (*Reports 1996-VI*)
- Case of Duclos v. France, judgment of 17 December 1996 (*Reports 1996-VI*)
- Case of Ahmed v. Austria, judgment of 17 December 1996 (*Reports 1996-VI*)
- Case of Loizidou v. Turkey, judgment of 18 December 1996 (*Reports 1996-VI*)
- Case of Aksoy v. Turkey, judgment of 18 December 1996 (*Reports 1996-VI*)
- Cases of Valsamis and Efstratiou v. Greece, judgments of 18 December 1996 (*Reports 1996-VI*)
- Case of Guillemin v. France, judgment of 21 February 1997 (*Reports 1997-I*)
- Case of Z v. Finland, judgment of 25 February 1997 (*Reports 1997-I*)
- Case of Muller v. France, judgment of 17 March 1997 (*Reports 1997-II*)
- Case of Paskhalidis and Others v. Greece, judgment of 19 March 1997 (*Reports 1997-II*),
- Case of Hornsby v. Greece, judgment of 19 March 1997 (*Reports 1997-II*)
- Case of P.L. v. France, judgment of 2 April 1997 (*Reports 1997-II*)
- Case of Van Mechelen and Others v. the Netherlands, judgment of 23 April 1997 (*Reports 1997-III*)
- Case of Tsirlis and Kouloumpas v. Greece, judgment of 29 May 1997 (*Reports 1997-III*)
- Case of Georgiadis v. Greece, judgment of 29 May 1997 (*Reports 1997-III*)
- Case of Pentidis and Others v. Greece, judgment of 9 June 1997 (*Reports 1997-III*)
- Case of Van Orshoven v. Belgium, judgment of 25 June 1997 (*Reports 1997-III*)
- Case of Halford v. the United Kingdom, judgment of 25 June 1997 (*Reports 1997-III*)
- Case of Philis v. Greece (no. 2), judgment of 27 June 1997 (*Reports 1997-IV*)
- Cases of Pammel and Probstmeier v. Germany, judgments of 1 July 1997 (*Reports 1997-IV*)
- Case of Torri v. Italy, judgment of 1 July 1997 (*Reports 1997-IV*)
- Case of Oberschlick v. Austria (no. 2), judgment of 1 July 1997 (*Reports 1997-IV*)
- Case of Akkuş v. Turkey, judgment of 9 July 1997 (*Reports 1997-IV*)
- Cases of A.P., M.P. and T.P., and E.L., R.L. and J.O.-L. v. Switzerland, judgments of 29 August 1997 (*Reports 1997-V*)
- Cases of De Santa, Lapalorcia, Abenavoli and Nicodemo v. Italy, judgments of 2 September 1997 (*Reports 1997-V*)
- Case of Aydin v. Turkey, judgment of 24 September 1997 (*Reports 1997-VI*)
- Case of Mehemi v. France, judgment 26 September 1997 (*Reports 1997-VI*)

- Affaire R.M.D. c. Suisse, arrêt du 26 septembre 1997 (*Recueil* 1997-VI)
- Affaire Sur c. Turquie, arrêt du 3 octobre 1997 (*Recueil* 1997-VI)
- Affaire Papageorgiou c. Grèce, arrêt du 22 octobre 1997 (*Recueil* 1997-VI)
- Affaire Johnson c. Royaume-Uni, arrêt du 24 octobre 1997 (*Recueil* 1997-VII)
- Affaire Paez c. Suède, arrêt du 30 octobre 1997 (*Recueil* 1997-VII)
- Affaires Szücs et Werner c. Autriche, arrêts du 24 novembre 1997 (*Recueil* 1997-VII)
- Affaire Zana c. Turquie, arrêt du 25 novembre 1997 (*Recueil* 1997-VII)
- Affaire Grigoriades c. Grèce, arrêt du 25 novembre 1997 (*Recueil* 1997-VII)
- Affaire Sakir et autres c. Turquie, arrêt du 26 novembre 1997 (*Recueil* 1997-VII)
- Affaire Stamoulakatos c. Grèce (n° 2), arrêt du 26 novembre 1997 (*Recueil* 1997-VII)
- Affaire Mentés et autres c. Turquie, arrêt du 28 novembre 1997 (*Recueil* 1997-VII)
- Affaire Raninen c. Finlande, arrêt du 16 décembre 1997 (*Recueil* 1997-VII)
- Affaire Eglise catholique de la Canée c. Grèce, arrêt du 16 décembre 1997 (*Recueil* 1997-VII)
- Affaire Camenzind c. Suisse, arrêt du 16 décembre 1997 (*Recueil* 1997-VII)
- Affaire Parti communiste unifié de Turquie et autres c. Turquie, arrêt du 30 janvier 1998 (*Recueil* 1998-I)
- Affaire Higgins et autres c. France, arrêt du 19 février 1998 (*Recueil* 1998-I)
- Affaire Paulser-Medalen c. Suède, arrêt du 19 février 1998 (*Recueil* 1998-I)
- Affaire Bowman c. Royaume-Uni, arrêt du 19 février 1998 (*Recueil* 1998-I)
- Affaire Guerra et autres c. Italie, arrêt du 19 février 1998 (*Recueil* 1998-I)
- Affaire Kaya c. Turquie, arrêt du 19 février 1998 (*Recueil* 1998-I)
- Affaire Larissis et autres c. Grèce, arrêt du 24 février 1998 (*Recueil* 1998-I)
- Affaire Pafitis et autres c. Grèce, arrêt du 26 février 1998 (*Recueil* 1998-I)
- Affaire Marte et Achberger c. Autriche, arrêt du 5 mars 1998 (*Recueil* 1998-I)
- Affaire Kopp c. Suisse, arrêt du 25 mars 1998 (*Recueil* 1998-II)
- Affaire Belziuk c. Pologne, arrêt du 25 mars 1998 (*Recueil* 1998-II)
- Affaire J.J. c. Pays-Bas, arrêt du 27 mars 1998 (*Recueil* 1998-II)
- Affaire K.D.B. c. Pays-Bas, arrêt du 27 mars 1998 (*Recueil* 1998-II)
- Affaire Reinhardt et Slimane-Kaïd c. France, arrêt du 31 mars 1998 (*Recueil* 1998-II)
- Affaire Daud c. Portugal, arrêt du 21 avril 1998 (*Recueil* 1998-II)
- Affaire Estima Jorge c. Portugal, arrêt du 21 avril 1998 (*Recueil* 1998-II)
- Affaire Pailot c. France, arrêt du 22 avril 1998 (*Recueil* 1998-II)
- Affaire Richard c. France, arrêt du 22 avril 1998 (*Recueil* 1998-II)
- Affaires S.R. c. Italie, arrêt du 23 avril 1998 (*Recueil* 1998-II)
- Affaire Fisanotti c. Italie, arrêt du 23 avril 1998 (*Recueil* 1998-II)
- Affaire Doustaly c. France, arrêt du 23 avril 1998 (*Recueil* 1998-II)
- Affaire Selçuk et Asker c. Turquie, arrêt du 24 avril 1998 (*Recueil* 1998-II)
- Affaire Mavronichis c. Chypre, arrêt du 24 avril 1998 (*Recueil* 1998-II)
- Affaire Henra c. France, arrêt du 24 avril 1998 (*Recueil* 1998-II)
- Affaire Leterme c. France, arrêt du 24 avril 1998 (*Recueil* 1998-...)
- Affaire Gautrin et autres c. France, arrêt du 20 mai 1998 (*Recueil* 1998-...)
- Affaire Vasilescu c. Roumanie, arrêt du 22 mai 1998 (*Recueil* 1998-...)
- Affaire Kurt c. Turquie, arrêt du 25 mai 1998 (*Recueil* 1998-...)
- Affaire Parti socialiste de Turquie et autres c. Turquie, arrêt du 25 mai 1998 (*Recueil* 1998-...)
- Affaire Cazenave de la Roche c. France, arrêt du 9 juin 1998 (*Recueil* 1998-...)
- Affaire Twalib c. Grèce, arrêt du 9 juin 1998 (*Recueil* 1998-...)
- Affaire Teixeira de Castro c. Portugal, arrêt du 9 juin 1998 (*Recueil* 1998-...)
- Affaire Tekin c. Turquie, arrêt du 9 juin 1998 (*Recueil* 1998-...)
- Affaire Incal c. Turquie, arrêt du 9 juin 1998 (*Recueil* 1998-...)
- Affaire Sidiropoulos et autres c. Grèce, arrêt du 10 juillet 1998 (*Recueil* 1998-...)
- Affaire Tinnelly et Sons Ltd et Mc Elduff et autres c. Royaume-Uni, arrêt du 10 juillet 1998 (*Recueil* 1998-...)

- Case of R.M.D. v. Switzerland, judgment of 26 September 1997 (*Reports* 1997-VI)
- Case of Sur v. Turkey, judgment of 3 October 1997 (*Reports* 1997-VI)
- Case of Papageorgiou v. Greece, judgment of 22 October 1997 (*Reports* 1997-VI)
- Case of Johnson v. the United Kingdom, judgment of 24 October 1997 (*Reports* 1997-VII)
- Case of Paez v. Sweden, judgment of 30 October 1997 (*Reports* 1997-VII)
- Cases of Szücs and Werner v. Austria, judgments of 24 November 1997 (*Reports* 1997-VII)
- Case of Zana v. Turkey, judgment of 25 November 1997 (*Reports* 1997-VII)
- Case of Grigoriades v. Greece, judgment of 25 November 1997 (*Reports* 1997-VII)
- Case of Sakik and Others v. Turkey, judgment of 26 November 1997 (*Reports* 1997-VII)
- Case of Stamoulakatos v. Greece (no. 2), judgment of 26 November 1997 (*Reports* 1997-VII)
- Case of Menteş and Others v. Turkey, judgment of 28 November 1997 (*Reports* 1997-VII)
- Case of Raninen v. Finland, judgment of 16 December 1997 (*Reports* 1997-VII)
- Case of Canea Catholic Church v. Greece, judgment of 16 December 1997 (*Reports* 1997-VII)
- Case of Camenzind v. Switzerland, judgment of 16 December 1997 (*Reports* 1997-VII)
- Case of the United Communist Party of Turkey and Others v. Turkey, judgment of 30 January 1998 (*Reports* 1998-I)
- Case of Higgins and Others v. France, judgment of 19 February 1998 (*Reports* 1998-I)
- Case of Paulsen-Medalen and Svensson v. Sweden, judgment of 19 February 1998 (*Reports* 1998-I)
- Case of Bowman v. the United Kingdom, judgment of 19 February 1998 (*Reports* 1998-I)
- Case of Guerra and Others v. Italy, judgment of 19 February 1998 (*Reports* 1998-I)
- Case of Kaya v. Turkey, judgment of 19 February 1998 (*Reports* 1998-I)
- Case of Larissis and Others v. Greece, judgment of 24 February 1998 (*Reports* 1998-I)
- Case of Pafitis and Others v. Greece, judgment of 26 February 1998 (*Reports* 1998-I)
- Case of Marte and Achberger v. Austria, judgment of 5 March 1998 (*Reports* 1998-I)
- Case of Kopp v. Switzerland, judgment of 25 March 1998 (*Reports* 1998-II)
- Case of Belziuk v. Poland, judgment of 25 March 1998 (*Reports* 1998-II)
- Case of J.J. v. the Netherlands, judgment of 27 March 1998 (*Reports* 1998-II)
- Case of K.D.B. v. the Netherlands, judgment of 27 March 1998 (*Reports* 1998-II)
- Case of Reinhardt and Slimane-Kaïd v. France, judgment of 31 March 1998 (*Reports* 1998-II)
- Case of Daud v. Portugal, judgment of 21 April 1998 (*Reports* 1998-II)
- Case of Estima Jorge v. Portugal, judgment of 21 April 1998 (*Reports* 1998-II)
- Case of Pailot v. France, judgment of 22 April 1998 (*Reports* 1998-II)
- Case of Richard v. France, judgment of 22 April 1998 (*Reports* 1998-II)
- Case of S.R. v. Italy, judgment of 23 April 1998 (*Reports* 1998-II)
- Case of Fisanotti v. Italy, judgment of 23 April 1998 (*Reports* 1998-II)
- Case of Doustaly v. France, judgment of 23 April 1998 (*Reports* 1998-II)
- Case of Selçuk and Asker v. Turkey, judgment of 24 April 1998 (*Reports* 1998-II)
- Case of Mavronichis v. Cyprus, judgment of 24 April 1998 (*Reports* 1998-II)
- Case of Henra v. France, judgment of 29 April 1998 (*Reports* 1998-II)
- Case of Leterme v. France, judgment of 29 April 1998 (*Reports* 1998-)
- Case of Gautrin and Others v. France, judgment of 20 May 1998 (*Reports* 1998-)
- Case of Vasilescu v. Romania, judgment of 22 May 1998 (*Reports* 1998-)
- Case of Kurt v. Turkey, judgment of 25 May 1998 (*Reports* 1998-)
- Case of the Socialist Party and Others v. Turkey, judgment of 25 May 1998 (*Reports* 1998-)
- Case of Cazenave de la Roche v. France, judgment of 9 June 1998 (*Reports* 1998-)
- Case of Twalib v. Greece, judgment of 9 June 1998 (*Reports* 1998-)
- Case of Teixeira de Castro v. Portugal, judgment of 9 June 1998 (*Reports* 1998-)
- Case of Tekin v. Turkey, judgment of 9 June 1998 (*Reports* 1998-)
- Case of Incal v. Turkey, judgment of 9 June 1998 (*Reports* 1998-)
- Case of Sidiropoulos and Others v. Greece, judgment of 10 July 1998 (*Reports* 1998-)
- Case of Tinnelly & Sons Ltd and Others and McElduff and Others v. the United Kingdom, judgment of 10 July 1998 (*Reports* 1998-)